

Bilan de législature 2011-2015

Groupe UDC de l'Assemblée fédérale



Berne, 5 octobre 2015

Table des matières

1. Introduction

- 1.1 Conditions difficiles provoquées par la majorité de centre gauche
- 1.2 Accents de l'UDC
- 1.3 Prises de position de l'UDC
- 1.4 Bilan de l'UDC lors des élections législatives cantonales
- 1.5 Bilan de l'UDC lors des élections exécutives cantonales
- 1.6 Bilan de l'UDC lors des votations populaires fédérales

2. Promesses électorales de l'UDC pour la législature 2011 – 2015

3. Objectifs de l'UDC pour la législature 2011 – 2015

- 3.1 Réalisation du premier objectif: "maintenir une Suisse indépendante et souveraine"
- 3.2 Réalisation du deuxième objectif: "retrouver le contrôle de l'immigration"
- 3.3 Réalisation du troisième objectif: "faire strictement respecter les lois suisses pour accroître la sécurité"
- 3.4 Réalisation du quatrième objectif: "renforcer l'économie suisse et sauvegarder les emplois"
- 3.5 Réalisation du cinquième objectif: "conserver et renforcer les droits populaires uniques de la Suisse"
- 3.6 Réalisation du sixième objectif: "garantir les institutions sociales et une politique de la santé financièrement supportable"

4. Promesses électorales de l'UDC pour la législature 2011 – 2015

- | | |
|--|--|
| 4.1 Commissions de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE) | 4.8 Commissions de l'économie et des redevances (CER) |
| 4.2 Commissions des transports et des télécommunications (CTT) | 4.9 Commissions de politique extérieure (CPE) |
| 4.3 Commissions des affaires juridiques (CJ) | 4.10 Commissions des finances (CF) |
| 4.4 Commissions des institutions politiques (CIP) | 4.11 Commissions de gestion (CdG) |
| 4.5 Commissions de politique de sécurité (CPS) | 4.12 Commissions chargées de l'examen du programme de la législature (CPL) |
| 4.6 Commissions des sciences, de l'éducation et de la culture (CSEC) | 4.13 Bureau |
| 4.7 Commissions de la sécurité sociale et de la santé (CSSS) | 4.14 Interventions du groupe |

1. Introduction

1.1 Conditions difficiles provoquées par la majorité de centre gauche

L'UDC a rencontré des conditions difficiles au sein de l'Assemblée fédérale durant la législature écoulée. La situation contre laquelle l'UDC avait mis en garde à la fin de la législature précédente, à savoir une stagnation de la droite politique aux élections, s'est effectivement réalisée. La majorité de centre gauche qui est sortie des urnes a marqué de son empreinte de nombreuses thématiques:

- des initiatives populaires acceptées par le peuple et les cantons ne sont pas appliquées ou leur application est constamment reportée (initiative "pour le renvoi des étrangers criminels", initiative "contre l'immigration de masse", initiative "pour que les pédophiles ne travaillent plus avec des enfants");
- un dit "tournant énergétique" précipité et excessivement coûteux a été lancé dans le but d'abandonner l'énergie nucléaire;
- la place financière suisse a été affaiblie;
- les dépenses et le personnel des administrations publiques ont gonflé;
- la sphère privée financière et le secret protégeant les clients des banques ont été minés, voire supprimés;
- la souplesse du marché du travail a été affectée par les desdites mesures d'accompagnement;
- la bureaucratie s'est étendue;
- l'agriculture productrice a été affaiblie par l'extensification et l'écologisation consécutives à la Politique agricole 2014-17;
- le laisser-aller s'est étendu en politique d'asile et en politique à l'égard des étrangers et une révision contreproductive de la loi sur l'asile a été récemment mise en oeuvre.

Si la domination du centre gauche se poursuit durant la prochaine législature, la Suisse abandonnera sans doute encore bien d'autres atouts essentiels dans la concurrence internationale, par ex. au niveau des impôts, taxes et redevances. La Suisse sera rattachée à l'UE par un accord institutionnel; la gestion et la limitation de l'immigration voulues par le peuple et les cantons ne seront pas mises en oeuvre; l'Etat continuera de s'étendre (augmentation des dépenses et du nombre de fonctionnaires, plus de bureaucratie) et la responsabilité individuelle sera minée (multiplication des réglementations, poursuite de la manie de la prévention).

1.2 Accents de l'UDC

Nonobstant ces conditions-cadres difficiles, l'UDC a réussi à s'imposer dans des domaines importants au parlement fédéral ou avec l'aide du souverain:

- les conditions permettant à la Suisse de reprendre le contrôle de l'immigration afin de la limiter ont été mises en place (acceptation de l'initiative populaire "contre l'immigration de masse");
- la politique d'asile et la politique à l'égard des étrangers ont été constamment corrigées par de nombreuses propositions et interventions;
- l'étatisation progressive de la famille a été empêchée (l'article constitutionnel correspondant a été rejeté grâce à l'engagement de l'UDC);
- la hausse du prix de la vignette autoroutière à 100 francs a été empêchée;
- la population pourra elle-même décider d'un renforcement de sa sécurité grâce à l'initiative de mise en œuvre qui garantit le renvoi des étrangers criminels (votation populaire en 2016);
- les principes de l'Etat de droit et de la sécurité du droit sont renforcés (par ex., grâce au refus de la "lex USA");
- l'UDC se bat avec opiniâtreté pour une armée de milice crédible disposant de suffisamment de moyens pour défendre le pays et sa population (sans l'UDC, l'armée serait aujourd'hui complètement vidée de sa substance);
- plus de sécurité sur les routes grâce à la réfection du tunnel routier du St-Gothard et à l'aménagement de deux tubes à sens unique (votation populaire de 2016);
- l'étatisation constante de l'intégration des étrangers a été stoppée;
- l'UDC influence le débat en politique européenne;
- un train de mesures pour déréguler l'économie et assurer l'emploi a été lancé;
- les risques pour l'économie à la suite de faillites bancaires sont réduits grâce à la restructuration des grandes banques (à la suite des interventions de l'UDC);
- grâce à l'UDC, les facilités de naturalisation excessives prévues dans la révision de la loi sur la nationalité ont été empêchées;
- les pédophiles n'ont plus le droit de travailler avec des enfants (l'UDC a été l'unique grand parti à soutenir cette initiative) ;
- vote électronique au Conseil des Etats, donc plus de transparence des décisions grâce aux interventions de l'UDC.

Avec son initiative populaire "Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination)" lancée au printemps 2015, l'UDC veut imposer la Constitution fédérale comme source suprême du droit suisse, sauvegarder l'autodétermination législative de la Suisse et garantir l'application des décisions du peuple.

1.3 Prises de position de l'UDC

Durant les quatre années écoulées, l'UDC a formulé des prises de position matériellement importantes dans les domaines suivants:

- rapport entre le droit international et le droit national
- immigration
- politique d'asile
- neutralité
- défense nationale et protection de la population
- politique financière et fiscale
- protection de la sphère privée (secret protégeant les clients des banques)
- politique énergétique avec une contreposition à la Stratégie énergétique du Conseil fédéral
- politique agricole
- politique familiale
- école obligatoire
- aménagement du territoire
- santé publique
- intégration
- aide sociale

1.4 Bilan de l'UDC lors des élections législatives cantonales

Lors des élections législatives cantonales de la législature écoulée, l'UDC a réussi à augmenter sa part aux suffrages dans les cantons suivants:

- | | |
|--|-------------------|
| • dans le canton de Fribourg (2011) | de +2.6% à 18.6%; |
| • dans le canton de Vaud (2012) | de +1.5% à 17.1%; |
| • dans le canton de Schaffhouse (2012) | de +1.0% à 33.6%; |
| • dans le canton d'Argovie (2012) | de +0.1% à 32.0%; |
| • dans le canton de Bâle-Ville (2012) | de +1.1% à 15.0%; |
| • dans le canton de Soleure (2013) | de +0.7% à 20.2%; |

- dans le canton de Valais (2013) de +5.7% à 17.2%;
- dans le canton de Neuchâtel (2013) de +4.2% à 16.9%;
- dans le canton de Genève (2013) de +1.8% à 10.3%;
- dans le canton d'Obwald (2014) de +3.3% à 24.5%;
- dans le canton de Nidwald (2014) de +2.5% à 29.1%;
- dans le canton de Berne (2014) de +2.4% à 29.0%;
- dans le canton des Grisons (2014) +5 sièges;
- dans le canton de Glaris (2014) de +2.5% à 28.8%;
- dans le canton de Zoug (2014) de +0.9% à 23.6%;
- dans le canton de Bâle-Campagne (2015) de +2.8% à 26.7%;
- dans le canton de Lucerne (2015) de +1.8% à 24.1%;
- dans le canton de Zurich (2015) de +0.4% à 30.0%;
- dans le canton d'Appenzell Rh.-Ext. (2015) +3 sièges;
- dans le canton du Tessin (2015) de +0.3% à 5.77%;

L'UDC a perdu des parts aux suffrages dans les cantons où elle devait défendre un niveau record atteint en 2008:

- dans le canton de Schwyz (2012) de -3.5% à 34.0%;
- dans le canton de St-Gall (2012) de -5.1% à 25.4%;
- dans le canton d'Uri (2012) de -5.8% à 24.6%;
- dans le canton de Thurgovie (2012) de -5.9% à 30.5%.

1.5 Bilan de l'UDC lors des élections exécutives cantonales

Durant cette législature, l'UDC a réussi à porter à 22 le nombre de ses sièges dans les exécutifs cantonaux. Des représentants de l'IUDC siègent actuellement dans les gouvernements cantonaux suivants:

- dans le canton d'Argovie avec Alex Hürzeler;
- dans le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures avec Köbi Frei;
- dans le canton de Berne avec Christoph Neuhaus;
- dans le canton de Bâle-Campagne avec mit Thomas Weber;
- dans le canton de Glaris avec Marianne Lienhard;

- dans le canton de Lucerne avec Paul Winiker;
- dans le canton de Nidwald avec mit Ueli Amstad et Res Schmid;
- dans le canton de St-Gall avec Stefan Kölliker;
- dans le canton de Schaffhouse avec Ernst Landolt et Rosmarie Widmer Gysel;
- dans le canton de Schwyz avec Andreas Barraud, André Rüeegsegger et Walter Stählin;
- dans le canton de Thurgovie avec Monika Knill et Jakob Stark;
- dans le canton d'Uri avec Beat Arnold;
- dans le canton du Valais avec Oskar Freysinger;
- dans le canton de Zoug avec Stephan Schleiss et Heinz Tännler;
- dans le canton de Zurich avec Markus Kägi et Ernst Stocker.

1.6 Bilan de l'UDC lors des votations populaires fédérales

Il y a eu 41 votations fédérales durant la législature précédente. Le tableau suivant met en opposition les mots d'ordre de l'UDC et les décisions du souverain :

	Objet de la votation	UDC	Souverain
	11 mars 2012		
1	Initiative populaire "pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires"	NON	OUI
2	Initiative populaire "Pour un traitement fiscal privilégié de l'épargne logement"	OUI	NON
3	Initiative populaire "6 semaines de vacances pour tous"	NON	NON
4	Arrêté fédéral concernant la réglementation des jeux d'argent en faveur de l'utilité publique (contre-projet à l'initiative "Pour des jeux d'argent au service du bien commun")	OUI	OUI
5	Loi fédérale du sur la réglementation du prix du livre	NON	NON
	17 juin 2012		
6	Initiative populaire "Accéder à la propriété grâce à l'épargne-logement"	OUI	NON
7	Initiative populaire "Pour le renforcement des droits populaires dans la politique étrangère (accords internationaux: la parole au peuple!)"	OUI	NON
8	Modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Réseaux de soins)	NON	NON
	23 septembre 2012		
9	Arrêté fédéral sur la promotion de la formation musicale des jeunes (contre-projet à l'initiative populaire "jeunesse + musique")	NON	OUI
10	Initiative populaire "Sécurité du logement à la retraite"	OUI	NON
11	Initiative populaire "Protection contre le tabagisme passif"	NON	NON
	25 novembre 2012		
12	Modification de la loi sur les épizooties	NON	OUI
	3 mars 2013		

Legislaturbilanz 2011-2015

13	Arrêté fédéral sur la politique familiale	NON	OUI
14	Initiative populaire "Contre les rémunérations excessives"	NON	OUI
15	Modification de la loi sur l'aménagement du territoire	NON	OUI
	9 juin 2013		
16	Initiative populaire "Election du Conseil fédéral par le peuple"	OUI	NON
17	Modifications urgentes de la loi sur l'asile	OUI	OUI
	22 septembre 2013		
18	Initiative populaire "Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire"	NON	NON
19	Loi fédérale sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme (loi sur les épidémies, Lep)	NON	OUI
20	Modification de la loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (Loi sur le travail, LTr)	NON	OUI
	24 novembre 2013		
21	Initiative populaire "1:12 – pour des salaires équitables"	NON	NON
22	Initiative pour les familles: "Déductions fiscales aussi pour les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants"	OUI	NON
23	Modification de la loi fédérale concernant la redevance pour l'utilisation des routes nationales (loi sur la vignette autoroutière, LVA)	NON	NON
	9 février 2014		
24	Arrêté fédéral portant règlement du financement et de l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (contre-projet direct à l'initiative populaire "Pour les transports publics"	NON	OUI
25	Initiative populaire "Financer l'avortement est une affaire privée"	OUI	NON
26	Initiative populaire "Contre l'immigration de masse"	OUI	OUI
	18 mai 2014		
27	Arrêté fédéral concernant les soins médicaux de base (contre-projet direct à l'initiative populaire "Oui à la médecine de famille")	NON	OUI
28	Initiative populaire "Pour que les pédophiles ne travaillent plus avec des enfants"	OUI	OUI
29	Initiative populaire "Pour la protection de salaires équitables (Initiative sur les salaires minimums)"	NON	NON
30	Loi fédérale sur le fonds d'acquisition de l'avion de combat Gripen (loi sur le fonds Gripen)	OUI	NON
	28 septembre 2014		
31	Initiative populaire "Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration!"	OUI	NON
32	Initiative populaire "Pour une caisse publique d'assurance-maladie"	NON	NON
	30 novembre 2014		
33	Initiative populaire "Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux)"	NON	NON
34	Initiative populaire "Halte à la surpopulation – Oui à la préservation durable des ressources naturelles (Ecopop)"	NON	NON
35	Initiative populaire "Sauvez l'or de la Suisse (Initiative sur l'or)"	NON	NON
	8 mars 2015		
36	Initiative populaire "Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt"	OUI	NON
37	Initiative populaire "Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie"	NON	NON
	14 juin 2015		
38	Arrêté fédéral concernant la modification de l'article constitutionnel relatif à la procréation médicalement assistée et au génie génétique dans le domaine humain	NON	OUI
39	Initiative populaire sur les bourses d'études	NON	NON
40	Initiative populaire "Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS (Réforme de la fiscalité successorale)"	NON	NON
41	Modification de la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV)	NON	OUI

Une défaite lors d'une élection fédérale ne pose aucun problème à l'UDC. Même une défaite peut être un succès en ce sens que le scrutin a permis de clarifier une question litigieuse et que des améliorations ont été mises en œuvre. Ce qui compte, aux yeux de l'UDC, c'est que ces questions soient soumises au peuple et provoquent une large discussion et qu'ensuite la volonté du souverain soit appliquée. Par exemple, si l'UDC a lancé son initiative pour l'élection du Conseil fédéral par le peuple, s'est aussi pour proposer une alternative et renforcer la démocratie directe. Le peuple et les cantons ont donné leur préférence au système actuel et ce choix doit être respecté.

L'UDC a aussi perdu la votation sur l'initiative concernant les résidences secondaires, mais elle s'est engagée par la suite avec les auteurs de l'initiative pour une application correcte de leur projet. Malheureusement, l'UDC n'a pas réussi à imposer ses vues dans les votations sur des objets qui visaient à promouvoir la propriété foncière. Dans l'ensemble, cependant, l'UDC est satisfaite des résultats des votations populaires. Le souverain a rejeté de nombreux projets qui auraient gravement porté atteinte à l'économie nationale comme "6 semaines de vacances pour tous", "Initiative 1:12", "Salaires minimaux" et "Remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie". Dans le domaine de la défense nationale, l'acquisition du Gripen a malheureusement été refusée, mais il a été rappelé de toutes parts durant la campagne de votation qu'une police de l'air efficace était indispensable. Le Conseil fédéral pourra donc lancer dans quelques années une nouvelle évaluation, car, quand il s'agira de remplacer les chasseurs d'interception F/A-18, la nécessité d'acheter un nouvel avion de combat sera sans doute incontestée. La population suisse a prouvé qu'elle soutenait en principe une armée de milice crédible par son rejet clair et net de l'initiative populaire visant à supprimer le service militaire obligatoire.

2. Promesse électorale de l'UDC pour la législature 2011 - 2015

Les candidats de l'Union démocratique du centre aux élections fédérales de 2011 ont conclu en août 2011 un "contrat avec le peuple" dans lequel ils ont fait trois promesses aux citoyennes et citoyens:

- 1. Nous ne voulons pas adhérer à l'Union européenne.**
- 2. Nous voulons stopper l'immigration de masse.**
- 3. Nous voulons expulser les étrangers criminels.**

Durant la première moitié de cette législature, l'UDC s'est systématiquement conformée aux trois objectifs définis dans le "contrat avec le peuple":

1. La lutte contre l'adhésion à l'UE est revenue au premier plan ces quatre dernières années. Une majorité du Conseil fédéral et du Parlement vise toujours l'adhésion à l'UE, mais ce processus se déroule aujourd'hui de manière plus sournoise et ne vise plus directement une adhésion à l'UE. En négociant lesdites "questions institutionnelles", le Conseil fédéral veut rattacher institutionnellement la Suisse à l'UE pour finalement l'intégrer dans cette organisation. Ce rattachement comprend la reprise dynamique et contraignante de droit UE et la subordination de la Suisse à la juridiction de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), donc l'acceptation de juges étrangers. L'UDC se battra avec détermination contre un tel traité colonial. Elle a aussi critiqué et thématiqué la tendance croissante des autorités et des tribunaux à donner la priorité au droit international par rapport au droit suisse qui, lui, est démocratiquement légitimé. Ce développement fatal pour l'indépendance et la souveraineté de la Suisse doit être stoppé. L'UDC a rédigé à ce sujet un document de fond qui a suscité un vif intérêt par les analyses et projets de modifications constitutionnelles concrètes qu'il contient. Le parlement fédéral ayant rejeté toutes les propositions de l'UDC dans ce sens, l'UDC a décidé de provoquer une votation populaire. Il est capital que le souverain prenne une décision de principe dans ce domaine ("Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination)", http://www.svp.ch/de/assets/File/kampagnen/selbstbestimmungsinitiative/U-bogen_FremdeRichter_FR_web.pdf).
2. Face à l'immigration de masse que continue de subir la Suisse (+80 000 personnes en chiffre net par an), l'UDC a déposé au début de la législature une initiative populaire que le peuple et les cantons ont acceptée le 9 février 2014. L'objectif de cette intervention est de re-

donner à la Suisse les moyens de gérer et de contrôler indépendamment l'immigration sur son territoire. Il s'agit maintenant d'appliquer fidèlement ce mandat constitutionnel d'ici au 9 février 2017. Or, le Conseil fédéral a prouvé à plusieurs reprises son manque de volonté d'exécuter ce mandat. Le respect de cette décision du peuple sera un des objectifs centraux de l'UDC durant la législature à venir.

L'asile est un élément central du problème de l'immigration. L'UDC s'est engagée avec opiniâtreté aussi bien au parlement que devant le peuple pour une politique d'asile rigoureuse et crédible. Une première réforme a certes été sensiblement affaiblie par le parlement, mais elle apporte tout de même quelques améliorations, grâce notamment à un verdict clair et net du peuple. Malheureusement, le Conseil fédéral s'entête à ne pas respecter la volonté populaire (l'objection de conscience n'est toujours pas exclue comme motif d'asile; il n'existe toujours pas de centre contrôlé et l'exécution reste déficiente). L'UDC est intervenue activement dans la deuxième réforme de la loi sur l'asile en déposant un grand nombre de propositions visant, d'une part, à respecter la tradition humanitaire de la Suisse et à protéger les vrais réfugiés, et, d'autre part, à combattre les abus. Les idées de l'UDC n'ont été retenues ni dans les commissions, ni dans les plénums du parlement. Une majorité du parlement veut manifestement accueillir un maximum de migrants indépendamment du fait qu'ils ont droit à l'asile ou non.

3. Concernant l'expulsion des étrangers criminels, l'UDC a maintenu la pression pour que son initiative acceptée en 2010 par le peuple et les cantons soit enfin réalisée. Elle n'a cependant pas pu empêcher le parlement d'accepter une législation d'application qui ne respecte pas la volonté du peuple, mais qui, au contraire, s'inspire du contreprojet à l'initiative que le souverain a expressément rejeté. C'est pour cette raison que l'UDC a lancé et fait aboutir en un temps record son initiative de mise en œuvre. Le peuple pourra donc décider une nouvelle fois l'année prochaine et imposer définitivement l'application de l'initiative sur le renvoi des étrangers criminels.

3. Objectifs du groupe UDC pour la législature 2011 – 2015

Partant de ses promesses électorales, le groupe UDC du parlement fédéral a défini les thèmes forts suivants pour son travail durant la législature 2011 – 2015:

- 3.1 Maintenir une Suisse indépendante et souveraine.
- 3.2 Retrouver le contrôle de l'immigration.
- 3.3 Faire strictement respecter les lois suisses pour accroître la sécurité.
- 3.4 Renforcer l'économie suisse et sauvegarder les emplois.
- 3.5 Conserver et renforcer les droits populaires uniques de la Suisse.
- 3.6 Garantir les institutions sociales et une politique de la santé financièrement supportable.

La réalisation de ces objectifs et des sous-objectifs qui en sont dérivés est vérifiée dans les chapitres suivants.

3.1 Réalisation du premier objectif: "Maintenir une Suisse indépendante et souveraine"

Sous-objectifs définis au début de la législature:

1. Le groupe UDC exige le retrait de la demande d'adhésion à l'UE. En lieu et place d'une adhésion à l'UE, il faut choisir la voie bilatérale quand les intérêts de la Suisse le commandent. Le groupe UDC s'oppose à un rattachement institutionnel à l'UE qui contraint la Suisse d'appliquer le droit UE et les décisions de tribunaux étrangers.
2. Le groupe UDC combat avec détermination un accord de libre-échange agricole avec l'UE ainsi que d'autres concessions au détriment de l'agriculture dans le cadre de l'OMC.
3. Le groupe UDC se bat pour le retour à la neutralité intégrale. Il s'oppose à ce que la Suisse prenne parti en politique étrangère et il refuse les engagements étrangers de l'armée suisse.

Bilan de la législature

1. Reprenant à son compte des propositions de l'UDC, la Commission de politique extérieure du Conseil national a déclaré sans objet la demande d'adhésion à l'UE. Dans le débat sur le rattachement automatique et institutionnel de la Suisse à l'UE, l'UDC est intervenue par de nombreuses prises de position et propositions visant le mandat de négociation du Conseil fédéral en vue de l'ouverture de négociations institutionnelles avec l'UE. Concernant la reprise de droit étranger, l'UDC a proposé des dispositions constitutionnelles concrètes. Ses propositions n'ayant pas trouvé de majorité au Parlement, l'UDC a lancé son "initiative pour l'autodétermination".
2. Les négociations avec l'UE sur un accord de libre-échange agricole ont pu être stoppées par la voie parlementaire. Dans le cadre du débat sur la Politique agricole 2014-2017, le Parlement a malheureusement approuvé une nouvelle extensification de la production agricole et, partant, un affaiblissement de la souveraineté alimentaire. Un référendum lancé par des milieux proches de l'UDC a échoué. L'UDC soutient en revanche l'initiative populaire "Pour la souveraineté alimentaire".

3. Continuant de s'engager sans compromis pour la neutralité, l'UDC a rejeté à chaque occasion de nouvelles interventions de l'armée à l'étranger. Elle a en revanche échoué dans sa tentative de s'opposer à une candidature de la Suisse à un siège au Conseil de sécurité de l'ONU et de donner au Parlement un droit de participation à une telle décision. Dans le débat sur le développement de l'armée, l'UDC tente actuellement d'empêcher que l'armée soit constamment chargée de nouvelles missions à l'étranger. Elle a tout de même obtenu que le parlement admette enfin que l'engagement militaire dans les Balkans doit se terminer durant la prochaine législature. Dans le but de garantir l'existence d'une armée de milice crédible, l'UDC s'est battue durant toute la législature pour une armée bien équipée et disposant de suffisamment de moyens pour remplir sa mission de protection du pays et de ses habitants. Elle n'est pas prête à faire de nouvelles concessions quand la sécurité du pays est menacée.

3.2 Réalisation du deuxième objectif: "Retrouver le contrôle de l'immigration"

Sous-objectifs définis en début de législature:

1. Le groupe UDC veut que la Suisse puisse à nouveau décider elle-même qui peut entrer en Suisse et pour combien de temps.
2. Le groupe UDC se bat pour que les Suisses aient à nouveau la priorité sur le marché du travail et que l'immigration dans nos assurances sociales soit empêchée.
3. Le groupe UDC exige que les frontières – notamment avec l'Italie – soient à nouveau systématiquement contrôlées.

Bilan de la législature

1. Pour redonner à la Suisse les moyens de contrôler et de gérer l'immigration sur son territoire, l'UDC a dû passer par le peuple, car le Parlement n'avait absolument pas la volonté de s'occuper des problèmes posés par une immigration démesurée. Le Parlement a préféré miser sur le renforcement de mesures bureaucratiques qui nuisent à la compétitivité de l'économie suisse, lesdites mesures d'accompagnement. Seul un retour à la réglementation qui a fait ses preuves sur la base de contingents et de la préférence nationale permet de pratiquer une politique d'immigration conforme aux intérêts du pays. L'UDC a précisément engagé ce tournant avec son initiative populaire "Contre l'immigration de masse" que le souverain a acceptée le 9 février 2014. Les bases sont désormais en place pour permettre à la Suisse de gérer de manière autonome l'immigration. Cette initiative devra cependant être appliquée correctement durant la législature à venir.
2. L'UDC a déposé plusieurs interventions pour mettre en garde contre les conséquences d'une immigration démesurée pour les institutions sociales, les infrastructures et les salariés résidant en Suisse. Un des points centraux de l'initiative "Contre l'immigration de masse" est précisément de donner la priorité aux nationaux (Suisses et étrangers établis) sur le marché du travail. Le parlement semble avoir compris entre-temps qu'il fallait réagir face à l'immigration dans les institutions sociales. Réunie en été 2015, la Commission de la sécurité sociale du Conseil national a accepté trois initiatives parlementaires de l'UDC qui durcissent les conditions d'octroi des rentes AVS, des prestations complémentaires et des rentes AI.
3. Les conséquences nocives de l'adhésion aux accords de Schengen/Dublin sont de plus en plus manifestes. Ce système s'est effondré sous la pression des flux migratoires de ces derniers mois. La proposition de l'UDC de résilier l'accord de Schengen et de reprendre les contrôles indépendants aux frontières pour empêcher le tourisme criminel et l'immigration clandestine n'a eu aucune chance. C'est grâce à l'UDC que l'explosion des dépenses engendrées par ces conventions a été mise au jour et thématisée. Les récents événements ont donné raison à l'UDC. Ni le système Dublin,

ni le système Schengen ne fonctionnent aujourd'hui. L'élément clé du traité de Dublin est de donner à l'Etat dans lequel le requérant est entré en premier la responsabilité de la procédure d'asile. En réalité, les Etats concernés n'enregistrent pas les requérants, mais les font transiter vers d'autres pays. Quant à l'accord de Schengen, il impose un contrôle sévère des frontières extérieures de l'UE, car les frontières à l'intérieur de l'espace Schengen sont supprimées. A ce niveau également, les récents événements ont prouvé que Schengen ne résiste pas à l'épreuve.

3.3 Réalisation du troisième objectif:

"Faire strictement respecter les lois suisses pour accroître la sécurité"

Sous-objectifs définis en début de législature:

1. Le groupe UDC exige que l'initiative sur le renvoi approuvée par le peuple suisse le 28.11.2010 soit appliquée conformément à son texte.
2. Le groupe UDC combat les abus dans le droit d'asile. Les procédures doivent être raccourcies, les moyens de droit des requérants d'asile doivent être réduits et la Suisse doit conclure des accords de réadmission avec tous les Etats importants.
3. Le groupe UDC exige une action plus sévère et plus rapide contre la violence juvénile et la criminalité étrangère ainsi qu'un durcissement du droit pénal.

Bilan de la législature

1. L'UDC a dû lancer une initiative de mise en œuvre pour obtenir l'application fidèle de l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels. Les dispositions inscrites dans la Constitution fédérale seront ainsi directement applicables. Ce procédé coupe court aux manœuvres dilatoires du parlement qui tente d'empêcher une application correcte de la première initiative UDC. Complétée par une clause pour les cas de rigueur, la législation d'exécution adoptée par le parlement ne respecte pas la volonté du peuple. Il suffit de suivre la pratique judiciaire actuelle pour se rendre compte combien il est facile pour un étranger criminel d'échapper à une expulsion de Suisse.
2. L'UDC a posé de nombreux accents en politique d'asile. De son point de vue, le projet de révision actuel prend une fausse direction. Les autres partis ont cependant refusé tout dialogue et ont rejeté sans discuter les propositions de l'UDC. Accordant sans condition des avocats gratuits aux requérants d'asile et privant les communes de leurs droits de participation, la nouvelle loi vise à faire venir un maximum de migrants en Suisse au lieu de se concentrer sur les personnes qui sont réellement menacées dans leur intégrité physique et leur vie.
3. L'UDC a demandé plusieurs durcissements du droit pénal et déposé des interventions parlementaires dans ce sens. Elle a été le seul parmi les grands partis à soutenir l'initiative populaire "pour que des pédophiles ne travaillent plus avec des enfants" et à se battre pour l'application rigoureuse de l'initiative sur l'internement approuvée par le peuple et les cantons. Le projet mis en consultation prouve à l'évidence que la Berne fédérale n'a pas l'intention d'appliquer fidèlement l'initiative concernant les pédophiles. L'UDC veillera durant la prochaine législature à corriger le projet de loi d'exécution dans le sens voulu par les auteurs de l'initiative.

3.4 Réalisation du quatrième objectif: "Renforcer l'économie suisse et sauvegarder les emplois"

Sous-objectifs définis en début de législature:

1. Le groupe UDC veut assainir les finances fédérales en intervenant au niveau des dépenses (réduction de la lourde dette publique).
2. L'UDC combat l'introduction de nouveaux impôts, taxes et redevances ainsi que l'augmentation des prélèvements fiscaux existants. Elle exige une baisse des impôts pour tous (particuliers et entreprises).
3. Le groupe UDC se bat pour des conditions-cadres économiques avantageuses afin de sauvegarder les emplois, soit en particulier pour une imposition modérée, une énergie à bas prix, des bonnes infrastructures de transport sans taxes d'incitation et redevances supplémentaires, moins de bureaucratie, la sécurité du droit en faveur des entrepreneurs et des propriétaires fonciers, la sauvegarde du secret protégeant les clients des banques ainsi que pour un système de formation efficace, axé sur les performances et dans lequel la formation professionnelle soit davantage encouragée par rapport aux filières universitaires.

Bilan de la législature

1. L'UDC s'est engagée pour une vérification sévère des tâches de l'Etat et pour des dépenses publiques modérées. Elle a été le seul parti à s'opposer à l'augmentation excessive de l'aide au développement et des dépenses pour la culture. Dans le cadre du programme de consolidation et de réexamen des tâches de la Confédération (CRT), l'UDC s'est engagée en faveur de mesures efficaces pour limiter la croissance des dépenses, mais elle n'a guère été soutenue dans cet effort par les autres partis. Au moins le Conseil fédéral a-t-il annoncé une limitation de la croissance de l'effectif du personnel fédéral.
2. L'UDC s'est battue à chaque occasion contre une hausse des impôts et redevances. Elle a été notamment le seul parti à s'opposer à l'augmentation du prix de la vignette autoroutière. Le peuple lui a donné raison. L'UDC a également combattu une augmentation de la TVA dans le cadre du projet FAIF. Avec son initiative pour les familles, l'UDC s'est engagée en faveur d'allègements fiscaux pour toutes les familles, mais elle a malheureusement échoué dans l'urne. Le groupe parlementaire UDC a été le seul groupe à soutenir l'initiative populaire de Gastro-Suisse pour l'harmonisation des taux de TVA au niveau le plus bas dans le secteur gastronomique. Là encore, malheureusement sans succès.

3. L'UDC est le seul parti à se battre pour la sauvegarde de la sphère privée et du secret protégeant les clients des banques. Malheureusement, un Conseil fédéral et un Parlement dominés par le centre gauche ont abandonné à la légère des positions importantes pour l'économie nationale. Le secret protégeant les clients des banques domiciliés à l'étranger n'existe plus en réalité. L'UDC s'est battue en vain en faveur des entreprises et l'emploi en défendant un droit libéral du travail de plus en plus menacé par lesdites mesures d'accompagnement du centre gauche. Elle a pris la direction de la campagne de la droite politique contre les initiatives socialistes 1:12 et pour des salaires minimaux. Son engagement a été clairement le plus fort et le plus visible de tous les partis de droite, contribuant ainsi au rejet massif de ces projets par le peuple. En revanche, l'UDC a eu une position difficile dans le combat pour un approvisionnement énergétique stable et avantageux. Elle a été seule à soutenir sa proposition de non-entrée en matière sur le projet gouvernemental qui n'était pas adapté, baptisé Stratégie énergétique 2050. Dans l'idée de combattre les excès régulateurs de la Confédération, l'UDC a initié une alliance avec le PDC et le PLR. Plusieurs interventions parlementaires communes en ont résulté. La lutte contre la bureaucratie et les contraintes administratives devra être poursuivie durant la prochaine législature. En politique de l'éducation, l'UDC s'est systématiquement engagée pour une formation et un perfectionnement proches de la pratique, contre la centralisation et contre les tendances à imposer toujours et partout des filières universitaires.

3.5 Réalisation du cinquième objectif:

"Sauvegarder et renforcer les droits populaires uniques de la Suisse"

Sous-objectifs définis en début de législature:

1. Le groupe UDC se bat contre le minage des droits populaires par le droit international public. Les traités internationaux, qui contredisent des lois ou dispositions constitutionnelles suisses récentes, doivent être adaptés par le biais de négociations ou, si nécessaire, résiliés.
2. Le groupe UDC s'engage pour la sauvegarde du fédéralisme et la démocratie directe sans restriction aucune. Il rejette donc l'introduction d'une juridiction constitutionnelle et exige une couverture médiatique objective grâce à des médias indépendants et multiples.
3. Le groupe UDC veut renforcer l'influence du souverain en politique extérieure et soutient donc l'initiative populaire "Accords internationaux: la parole au peuple!". Dans la même logique, il combat toutes les tentatives visant à invalider les initiatives populaires qui sont en opposition avec des accords internationaux.

Bilan de la législature

1. L'UDC a présenté en été 2013 un ensemble de modifications constitutionnelles censées clarifier le rapport entre le droit national et le droit international et redonner la priorité au droit suisse démocratiquement légitimé. Le Parlement a refusé jusqu'ici toutes les propositions dans ce sens. Par conséquent, l'UDC a lancé en mars 2015 l'initiative populaire "Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination)".
2. L'UDC se bat pour le fédéralisme ainsi que pour la sauvegarde et le renforcement des droits démocratiques. Elle a toujours combattu les attaques contre les droits démocratiques comme par exemple l'extension des motifs d'invalidation des initiatives populaires ou l'impression d'un avertissement sur les listes de signatures. Ces tentatives antidémocratiques ont en bonne partie échoué devant la résistance de l'UDC. C'est aussi grâce aux pressions de l'UDC que l'institution d'une juridiction constitutionnelle a été refusée au Parlement et c'est une initiative de l'UDC qui a permis au souverain de se prononcer sur l'élection du Conseil fédéral par le peuple. L'UDC a aussi été le seul parti à soutenir le projet de renforcer le référendum en matière de traités d'Etat que le peuple a cependant refusé. En politique des médias, l'UDC s'est battue avec véhémence contre l'introduction d'un impôt médiatique remplaçant l'actuel système des redevances de réception. L'engagement de l'UDC pour une plus grande transparence des votes du Conseil des Etats a été couronné de succès: après des années de lutte, le Conseil des Etats a été enfin équipé en 2014 d'un système de vote électronique qui fera toute la lumière sur les comportements des élus lors d'une partie des votes. L'UDC a déposé plusieurs interventions réclamant une

transparence complète, car seule la manière de voter lors des discussions de détail permet aux électrices et aux électeurs de se rendre compte de la position réelle d'un politicien.

3. L'UDC a été le seul grand parti à prendre position en faveur de l'initiative populaire "accords internationaux: la parole au peuple!". Comme de coutume, elle se bat contre toutes les tentatives de restreindre le droit d'initiative sous le prétexte du droit international. Elle a pris position publiquement à plusieurs reprises pour dénoncer la tendance des autorités et des tribunaux à placer le droit international non impératif au-dessus du droit national. Plusieurs interventions ont été déposées dans ce sens.

3.6 Réalisation du sixième objectif: "Garantie des institutions sociales et politique de la santé financièrement supportable "

Sous-objectifs définis en début de législature:

1. Le groupe UDC se bat pour la garantie des institutions et assurances sociales par des définitions et des limitations claires des prestations (non à l'extension de l'Etat social). Il faut procéder aux assainissements nécessaires en agissant sur les dépenses. Les abus doivent être combattus par des contrôles sévères.
2. Le groupe UDC s'engage pour le renforcement de la prévoyance vieillesse conformément au principe des trois piliers. La prévoyance vieillesse professionnelle doit se fonder sur des taux de conversion corrects. Dans l'AVS, l'âge de la retraite doit être le même pour les femmes et les hommes.
3. Le groupe UDC rejette aussi bien la création d'une assurance-maladie unique que d'autres régulations étatiques.

Bilan de la législature

1. Le long engagement de l'UDC contre les abus dans le secteur des assurances sociales a commencé à porter des fruits à tous les niveaux. Une plus grande place est aujourd'hui donnée à la lutte contre les abus. Les finances publiques en ressentent les premiers effets positifs. L'UDC s'est toujours opposée à une extension irresponsable de l'Etat social et à de nouvelles redistributions.
2. Dans le but de consolider les institutions sociales, l'UDC s'est engagée avec détermination pour des mesures d'assainissement structurelles. Malheureusement, les partis du centre ont systématiquement miné la 6^e révision de l'AI, si bien que la promesse faite au peuple concernant l'augmentation temporaire de la TVA n'a pas été tenue. Dans le débat sur l'AVS, l'UDC s'est engagée en faveur d'une harmonisation rapide de l'âge de la retraite des femmes et des hommes à 65 ans. Entre-temps, le Conseil fédéral s'est lui aussi rallié à cette position. Par diverses interventions relatives à la prévoyance professionnelle, l'UDC s'est efforcée de dépolitiser les paramètres techniques afin de stopper la choquante redistribution à charge de la population active. Elle a échoué dans sa tentative d'empêcher le dé plafonnement du pour-cent de solidarité dans l'assurance-chômage qui mine le principe de l'assurance et provoque une redistribution supplémentaire par le biais d'une augmentation des prélèvements. Dans le dossier de la prévoyance vieillesse, l'UDC se battra durant la législature à venir pour que l'AVS et le Deuxième pilier soient consolidés par des mesures structurelles et pour que cesse l'augmentation irresponsable des prestations sociales.

3. Grâce à l'engagement coordonné de l'UDC et des autres partis bourgeois, un contreprojet inutile et nocif à l'initiative populaire pour une caisse-maladie publique a pu être écarté. Le peuple a fini par rejeter clairement cette initiative après une intense campagne de votation. L'UDC s'est battue avec détermination contre l'idée d'une caisse-maladie unique en publiant notamment durant la première moitié de cette législature un document stratégique contenant des propositions pour renforcer les éléments de marché libre dans le secteur de la santé. Plusieurs propositions tirées de ce document ont été déposées au Parlement.

4. Anhänge

4.1	UREK	-	Kommissionen für Umwelt, Raumplanung und Energie
4.2	KVF	-	Kommissionen für Verkehr und Fernmeldewesen
4.3	RK	-	Kommissionen für Rechtsfragen
4.4	SPK	-	Staatspolitische Kommissionen
4.5	SiK	-	Sicherheitspolitische Kommissionen
4.6	WBK	-	Kommissionen für Wissenschaft, Bildung und Kultur
4.7	SGK	-	Kommissionen für soziale Sicherheit und Gesundheit
4.8	WAK	-	Kommissionen für Wirtschaft und Abgaben
4.9	APK	-	Aussenpolitische Kommissionen
4.10	FK	-	Finanzkommissionen
4.11	GPK	-	Geschäftsprüfungskommissionen
4.12	LPK	-	Legislaturplanungskommission
4.13			Büro
4.14			Fraktionsvorstösse

4.1 - UREK

Kommissionen für Umwelt, Raumplanung und Energie

UREK	NR	Fraktionen NR	SR
-------------	-----------	----------------------	-----------

Das haben wir erreicht:

Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
--------------------------	-----------------	------------	------------	------------	------------	------------	-----------	-----------	---------------------	-----------------	---------------

09.474 - Parlamentarische Initiative

Flexibilisierung der Waldflächenpolitik

Flexibilisation de la politique forestière en matière de surface

In der Frühjahrssession 2012 hat das Parlament eine Revision des Waldgesetzes, welche eine Lockerung der Rodungsvorschriften fordert, angenommen. Neu soll zusätzlich in manchen Gebieten Wald gerodet werden können, ohne dass die gleiche Fläche andernorts aufgeforstet werden muss.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die Flexibilisierung des Rodungersatzes ist ein wichtiges Instrument, der stetigen Waldzunahme entgegenzutreten. Wertvolles Kulturland muss wieder seiner eigentlichen Nutzung zugeführt werden. Dies entspricht einer wichtigen Forderung der SVP im Bereich der Raumplanung.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
187	55	30	31	8	11	7	44	1	39
-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
7	-	-	-	-	-	7	-	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR vom 16. März 2012]

08.314 - Standesinitiative

Bauen ausserhalb der Bauzone

Constructions hors des zones à bâtir

Das Parlament hat in der Wintersession 2011 der Standesinitiative des Kantons St. Gallen zugestimmt, welche eine Lockerung der Vorschriften für den Umbau von Bauernhäusern ausserhalb der Bauzone verlangt.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Konsequente Umsetzung des Raumplanungsgesetzes; diese Forderung hat die SVP seit Jahren aufgestellt, um dem ländlichen Raum Entwicklungsmöglichkeiten zu bieten.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	Ent.	NEIN	NEIN	NEIN	JA
121	54	29	29	8	-	-	1	-	27
53	-	-	1	-	-	10	41	1	2
20	-	1	1	-	12	4	2	-	15

[Schlussabstimmung NR/SR vom 23. Dezember 2011]

12.3984 - Motion

Abschreibung der Vorlage zur Aufhebung der Lex Koller

Classement du projet visant à abroger la lex Koller

In der Wintersession 2012 hat sich der NR und in der Frühjahrsession 2013 der SR einstimmig dafür ausgesprochen, die Einschränkungen für Personen aus dem Ausland beim Kauf von Schweizer Grundstücken beizubehalten. Nachdem alle Parteien einst dafür waren, fordern sie den Bundesrat nun auf, das Aufhebungsprojekt von 2007 zu beerdigen. Die SVP unterstützte diese Forderung. Der Bundesrat verzichtete schliesslich am 13. November 2013 auf eine Aufhebung.

Stand der Beratung: Angenommen

Fazit: Die Lex Koller ist ein geeignetes Instrument um den Erwerb von Grundstücken als Folge der Zuwanderung zu steuern und die ungesunde Erhöhung der Immobilienpreise zu verhindern.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	-	-	-	-	-	-	-	-	JA
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR/SR vom 3. Dezember 2012 bzw. 14. März 2013]

12.478 - Parlamentarische Initiative

Einführung eines Pflichtpfands für Getränkedosen und Getränkeflaschen

Installation d'une consigne sur les boissons en canettes et en bouteilles

Das Parlament hat in der Sondersession 2013 im Sinne der SVP eine Pa.Iv. zur Einführung eines Pflichtpfands für Getränkedosen und -flaschen abgelehnt.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Schweizer Recycling-System ist weltweit führend; die Einführung eines Pflichtpfandes würde keinen Mehrwert bringen, sondern massive Kosten verursachen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	NEIN	NEIN	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	-
58	-	-	12	1	-	12	33	-	-
90	42	23	9	6	8	-	1	1	-
17	6	-	3	-	3	-	5	-	-

250 Millionen Franken

[Abstimmung vom 17. April 2013 betreffend „Folge geben“]

12.064 - Geschäft des Bundesrates

Neue Arbeitsplätze dank erneuerbaren Energien (Cleantech Initiative).

De nouveaux emplois grâce aux énergies renouvelables (initiative cleantech).

In der Sommersession 2013 lehnte das Parlament die „Cleantech Initiative“ der SP ab. Die Initiative verlangt den schrittweisen Ausstieg der Schweiz sowohl aus der Atomenergie als auch aus der Abhängigkeit vom Erdöl.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Initiative mit undurchführbaren und unrealistischen Zielen. Gemäss Initiative soll der Gesamtenergieverbrauch der Schweiz bis 2030 zur Hälfte aus erneuerbaren Energien bestehen. Mittels Subventionen sollen neue Arbeitsplätze im „Cleantech-Bereich“ geschaffen werden. Ohne Subventionen fallen diese später jedoch wieder weg, das Deutschland erfahren musste. Die SVP hat sich in der gesamten Legislaturhälfte konsequent für eine sichere und bezahlbare Energieversorgung eingesetzt und die unrealistischen Konzepte, welche unter dem Titel „Energiewende“ propagiert wurden, klar zurückgewiesen. Das Initiativekomitee zog die Initiative am 25. Oktober 2013 zurück.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	NEIN	NEIN
73	-	-	2	-	12	14	45	-	16	
118	54	27	27	9	-	-	-	1	29	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

[Schlussabstimmung NR/SR vom 21. Juni 2013 betreffend Abstimmungsempfehlung]

13.095 - Geschäft des Bundesrates

Energie- statt Mehrwertsteuer. Volksinitiative

Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie. Initiative populaire

Die Volksinitiative verlangt die Einführung einer Steuer auf nicht erneuerbaren Energieträgern wie Erdöl, Erdgas, Kohle oder Uran im Umfang der heutigen Einnahmen durch die Mehrwertsteuer. Im Gegenzug zur Einführung der Energiesteuer soll die Mehrwertsteuer abgeschafft werden.

Der Bundesrat lehnte die VI ohne direkten Gegenvorschlag ab. Auch das Parlament wollte weder von einem direkten Gegenvorschlag noch von der VI selbst etwas wissen und lehnte sie klar ab. Noch weniger hielt das Volk vom Anliegen der Grünliberalen. Es lehnte die Volksinitiative mit rekordhohen 92% NEIN der Stimmenden am 8. März 2015 wuchtig ab.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Ein klassischer Fehlschuss der GLP – nicht einmal die SP konnte sich dafür erwärmen. Die Verteuerung von Energie hat im Volk zu Recht einen schweren Stand. Wirtschaft und Bevölkerung brauchen günstige Rahmenbedingungen für Wachstum und Wohlstand. Eine Verteuerung der Energie steht diesem Anliegen diametral entgegen und würde alle Bereiche des täglichen Lebens betreffen.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	-	JA
171	57	30	29	9	-	-	46	-	40	
27	-	-	-	-	12	15	-	-	3	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	

[Schlussabstimmung NR/SR vom 26. September 2014 betreffend Abstimmungsempfehlung]

07.052 - Geschäft des Bundesrates

Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland. Bundesgesetz. Aufhebung
Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger. Loi. Abrogation

Die Vorlage zur Aufhebung der Lex Koller 07.052 soll aufgrund des Entscheids des Parlamentes zur Kommissionsmotion 12.3984 abgeschrieben werden.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Der Erhalt der Lex Koller war im Parlament unbestritten. Es gab weder einen Gegenantrag noch eine Änderung. In den letzten Jahren hat sich die Situation auf dem Immobilienmarkt so verändert, dass eine ersatzlose Aufhebung der Lex Koller nicht mehr sinnvoll ist. Mit der Abschreibung ist die Aufhebung damit definitiv vom Tisch.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA

[Schlussabstimmung NR/SR vom 7. Mai 2014 bzw. 26. November 2014]

14.023 - Geschäft des Bundesrates

Zweitwohnungen. Bundesgesetz

Résidences secondaires. Loi

Mit dem Entwurf setzt der Bundesrat den Verfassungsartikel über die Zweitwohnungen (Art. 75b BV) um, den Volk und Stände am 11. März 2012 mit dem JA zur Initiative „Schluss mit dem uferlosen Bau von Zweitwohnungen!“ angenommen haben. Der Entwurf regelt das Verbot des Baus neuer Zweitwohnungen in Gemeinden mit einem Zweitwohnungsanteil von über 20% sowie die Erstellung touristisch bewirtschafteter Wohnungen. Ferner bestimmt er, inwiefern bestehende Wohnungen umgebaut werden dürfen.

Die Vorlage war im Parlament wie schon in den Kommissionen Gegenstand von ausführlichen und erbittert geführten Diskussionen. Die beiden zuständigen Kommissionen wie auch die beiden Räte hatten der Vorlage des Bundesrats noch weitere Erleichterungen zugefügt, was die Initianten zur Drohung eines Referendums veranlasste. Dank des Kompromisses von SVP, FDP und der Mitinitiantin Vera Weber konnte schliesslich eine Lösung gefunden werden, welche alle Seiten befriedigte. Das Referendum wurde nicht ergriffen.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Das Zweitwohnungsgesetz führt zu der dringend benötigten Rechtssicherheit in diesem Bereich. Dank des Kompromisses erhalten die betroffenen Gebiete nun Planungs- und Investitionssicherheit.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	-	JA
159	51	25	9	5	12	13	44	-	40
12	3	-	9	-	-	-	-	-	2
23	3	2	13	4	-	-	1	-	2

[Schlussabstimmung NR/SR vom 20. März 2015]

UREK	NR	Fraktionen NR								SR	
Dafür haben wir gekämpft:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten

10.019 - Geschäft des Bundesrates

Raumplanungsgesetz. Teilrevision

Loi sur l'aménagement du territoire. Révision partielle

Die Teilrevision des RPG dient als indirekter Gegenvorschlag zur Landschaftsinitiative. Der NR hat in der Frühjahrssession 2012 entgegen dem Willen der SVP eine Kehrtwende vollzogen und sowohl einer Mehrwertabgabe als auch einer Reduktion zu grosser Bauzonen zugestimmt. Gleichzeitig sollen die Reserven höchstens für 15 Jahre reichen. Der SR hat sich dem NR in der Sommersession 2012 angeschlossen. Das Volk stimmte dem RPG im März 2013 mit rund 62% Ja zu.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Einführung eines klassischen, staatlichen Korsetts. Eigentumsrechte werden beschnitten, Zwangsenteignungen (Rückzonungen) werden folgen. Schliesslich werden Kantone entmachtet und der Bund tritt als Siedlungsplaner auf. Mit der Mehrwertabgabe kommt schliesslich eine neue Steuer hinzu. Die SVP hat vor Fehlentwicklungen im Bereich der Raumplanung gewarnt. Viele Vorstösse in diesem Bereich sind eine Folge der unkontrollierbar gewordenen Masseneinwanderung. Die SVP setzt hier auf das Angehen der Ursachen und nicht auf teure und eigentumsfeindliche Symptombekämpfung.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA
108	5	4	20	9	12	15	43	-	30
77	48	19	9	-	-	-	-	1	10
10	2	4	2	-	-	-	2	-	1

[Schlussabstimmung NR/SR vom 15. Juni 2012]

11.3511 - Motion

Obligatorische Erdbebenversicherung

Assurance tremblement de terre obligatoire

Die Motion will eine obligatorische Erdbebenversicherung mit einheitlicher Prämie für die ganze Schweiz. Der SR stimmte dem Anliegen in der Herbstsession 2011 zu, der NR folgte ihm entgegen dem Willen der SVP im Frühjahr 2012. Der Bundesrat wird eine Vorlage ausarbeiten.

Stand der Beratung: Angenommen

Fazit: Einführung einer unnötigen obligatorischen Erdbebenversicherung. Die Motion greift in den Hoheitsbereich der Kantone ein, die in der Regel bereits über entsprechende Instrumente/Versicherungen verfügen. Zudem würde die vorgeschlagene Versicherung teurer, da die Motion eine Risikoabsicherung für Schadensereignisse von 20 bis 100 Milliarden Franken vorsieht. Die SVP hat sich über die gesamte Legislatur für die Aufrechterhaltung der wichtigen Staatsprinzipien Föderalismus und Subsidiarität eingesetzt. Ob die vorliegende Motion auch umgesetzt werden wird, ist derzeit noch nicht klar. Würde der noch hängigen Parlamentarischen Initiative 14.456 (Erdbebenversicherung. Schaffung einer Verfassungsgrundlage) keine Folge gegeben, würde die vorliegende Motion mit grösster Wahrscheinlichkeit abgeschrieben.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	NEIN	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA
95	9	7	26	1	-	12	39	1	19
67	37	16	-	4	10	-	-	-	11
8	1	3	2	-	1	-	1	-	-

[Abstimmung SR/NR vom 27. September 2011 bzw. 14. März 2012 betreffend Annahme]

11.3436 11.3257 11.3426 - Motionen

Schrittweiser Ausstieg aus der Atomenergie

Sortir du nucléaire par étapes

Die drei Motionen fordern, dass die bestehenden Kernkraftwerke nicht durch neue ersetzt werden (Ausstieg Kernenergie). Nachdem der NR in der Sommersession 2011 diesen zugestimmt hat und der SR diese abgeändert hat, stimmte der NR in der Wintersession 2011 auch der abgeänderten Version entgegen dem Willen der SVP zu.

Stand der Beratung: Angenommen

Fazit: Auslandsabhängigkeit steigt, ebenso die Produktionskosten des Wirtschaftsstandortes. Zudem werden neue Abgaben und Gebühren erhoben, welche die Bevölkerung belasten. Die SVP gibt hier als einzige Partei Gegensteuer und fordert realistische Konzepte. Dabei geht es nicht darum, die Kernenergie an sich zu verteidigen, sondern langfristig eine sichere und bezahlbare Energieversorgung zu garantieren. Der Souverän wird über den Ausstieg aus der Kernenergie noch einen definitiven Entscheid fällen müssen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	Ja	JA
125	2	13	31	8	12	14	44	1	
58	48	10	-	-	-	-	-	-	
2	-	2	-	-	-	-	-	-	

Ausstieg aus Kernenergie mit Umsetzung der Energiestrategie werden Kosten von 192 Milliarden Franken bis 2050 verursachen; 2 neue KKW kosten dagegen bloss knapp 13 Milliarden Franken.

[Abstimmung SR/NR vom 28. September 2011 bzw. 6. Dezember 2011 betreffend Annahme]

09.067 - Geschäft des Bundesrates

Für ein gesundes Klima. Volksinitiative. CO2-Gesetz.

Pour un climat sain. Initiative populaire. Loi sur le CO2. Révision

Die Klimainitiative will eine Reduktion der landesweit emittierten Treibhausgase um mindestens 30% bis 2020 im Vergleich zu 1990. Der Gegenvorschlag verlangt 20% bis zum selben Jahr aber ausschliesslich im Inland. Ebenso sollen die CO2-Abgabe auf Brennstoffe sowie der Klimarappen beibehalten werden. Im Weiteren soll die Teilzweckbindung der CO2-Abgabe weitergeführt sowie neu verbindliche CO2-Richtwerte für PW's eingeführt werden. Das Parlament lehnte die Volksinitiative ab und nahm den Gegenvorschlag an.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Auch der Gegenvorschlag führt zu höheren Kosten und mehr Abgaben. Zudem wird mit der Vorlage ein neuer Sonderzug in der Klimapolitik gefahren, obwohl es noch kein internationales Abkommen gibt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	Ja	JA
130	4	17	31	7	12	14	44	1	34
61	51	9	-	1	-	-	-	-	6
3	-	3	-	-	-	-	-	-	4

Rückgang des BIP im Jahr 2020 um 0.2 bis 0.4%.

[Schlussabstimmung Gegenvorschlag NR/SR vom 23. Dezember 2011]

10.3850 - Motion

Stopp der Verschmutzung durch Wegwerf-Plastiksäcke

Halte à la pollution des sacs plastiques

Gegen den Willen der SVP hat in der Wintersession 2012 auch der SR der Motion zugestimmt. Der Bundesrat wird nun eine Vorlage ausarbeiten.

Stand der Beratung: Angenommen

Fazit: Mit einem weiteren Verbot wird einmal mehr die Eigenverantwortung reduziert ohne ein Problem zu lösen. Die SVP hat sich über die gesamte Legislatur konsequent für die Stärkung der Eigenverantwortung eingesetzt und unsinnige Verbote abgelehnt. Ob und wie der Bundesrat die Motion überhaupt umsetzen kann, ist zur Zeit noch unklar.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	NEIN	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA
110	12	1	11	1	11	14	45	1	18
73	40	23	-	7	-	-	-	-	17
4	-	3	-	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR/SR vom 12. Juni 2012 bzw. 13. Dezember 2012 betreffend Annahme]

09.477 - Parlamentarische Initiative

Haftung der Unternehmer für die Kosten der Altlastensanierung

Responsabilité des sociétés pour les frais d'assainissement des sites contaminés

Unternehmen können künftig einfacher dazu verpflichtet werden, für die Überwachung und Sanierung belasteter Standorte aufzukommen. NR und SR haben in der Schlussabstimmung die entsprechenden Änderungen des Umweltschutzgesetzes gutgeheissen. Damit können die Kantone von den Verursachern frühzeitig Garantieren verlangen. Für die Veräusserung oder Teilung von Grundstücken belasteter Standorte wird zudem eine kantonale Bewilligungspflicht eingeführt. Gegen die Neuerungen stellte sich einzig die SVP.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Eine klassische Überregulierung in einem Bereich, welcher bereits heute gesetzlich gut geregelt ist. Zusätzlicher administrativer Mehraufwand wird generiert.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
130	1	23	29	7	12	13	44	1	34
54	51	3	-	-	-	-	-	-	4
4	-	4	-	-	-	-	-	-	3

[Schlussabstimmung NR/SR vom 22. März 2013]

12.400 - Parlamentarische Initiative

Freigabe der Investitionen in erneuerbare Energien ohne Bestrafung der Grossverbraucher

Libérer les investissements dans le renouvelable sans pénaliser les gros consommateurs

Das Parlament hat in der Sommersession 2013 die als „Energiewende light“ bezeichnete Initiative der UREK-NR - gegen den Willen der SVP - angenommen. Die Kommissionsvorlage ist der indirekte Gegenvorschlag zur Cleantech-Initiative. Über eine Erhöhung des Zuschlags für die kostendeckende Einspeisevergütung (KEV) soll die Warteliste abgebaut werden. Zudem sollen kleine Photovoltaik-Anlagen künftig eine einmalige Vergütung erhalten. Die Pauschalvergütung soll für alle Anlagen unter 10 kW gewährt werden.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die Kosten der KEV-Erhöhung betragen ca. 800 Millionen Franken pro Jahr. Ob damit ein nennenswerter Ausbau der erneuerbaren Energien gelingt, ist mehr als fraglich. Tatsache ist jedoch, dass das KEV-System die Volkswirtschaft (KMU und die Haushalte) über Jahrzehnte belasten wird, wogegen Grossverbraucher entlastet werden.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
133	4	19	28	9	12	14	46	1	42
56	49	7	-	-	-	-	-	-	-
1	1	-	-	-	-	-	-	-	3

[Schlussabstimmung NR/SR vom 21. Juni 2013]

12.044/1 - Geschäft des Bundesrates

Aarhus-Konvention. Genehmigung

Convention d'Aarhus. Approbation

In der Herbstsession 2013 heissen NR und SR die Ratifikation der Aarhus-Konvention - gegen den Willen der SVP - gut. Diese Konvention verlangt Anpassungen des Umweltschutzgesetzes. Mit der Genehmigung der Aarhus-Konvention und der Änderung von Almaty, die die Freisetzung und das Inverkehrbringen gentechnisch veränderter Organismen betrifft, will die Schweiz ein wichtiges Zeichen für eine verbesserte Umweltinformation setzen.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Ein weiteres internationales Abkommen, mit welchem die Schweiz ein Stück ihrer Souveränität preisgibt, ohne davon konkret zu profitieren. Die SVP hat sich konsequent gegen den Abbau der Unabhängigkeit und Souveränität gewehrt und den Beitritt zu fragwürdigen internationalen Abkommen abgelehnt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
99	-	3	20	6	11	12	46	1	23
92	54	24	11	3	-	-	-	-	15
4	-	3	-	-	1	-	-	-	3

[Schlussabstimmung NR/SR vom 27. September 2013]

14.062 - Geschäft des Bundesrates

Globale Umwelt 2015-2018. Rahmenkredit

Environnement mondial 2015-2018. Crédit-cadre

Mit der Vorlage soll der weltweite Schutz der Umwelt weiterhin unterstützt werden. Der Rahmenkredit von knapp 148 Millionen Franken dient dabei als Finanzierung für den Zeitraum von 2015-2018. Die beantragten Mittel sollen auch in Zukunft in den Globalen Umweltfonds (GEF), den Ozonfonds sowie in zwei Klimafonds fliessen, aus denen Projekte zum Schutz der Umwelt finanziert werden.

Die SVP war einmal mehr die einzige Partei, welche einen leichtfertigen Mitteleinsatz für internationale Projekte hinterfragte. Alle anderen Parteien stimmten dem Rahmenkredit im Umfang von 148 Millionen Franken über die kommenden 4 Jahre zu. Fragen zur Effizienz wie auch zur Sinnhaftigkeit der millionschweren Entwicklungshilfe wurden gekonnt ignoriert. Sowohl im NR als auch im SR wurde die Vorlage rasch und ohne nennenswerten Widerstand (ausser seitens der SVP) durchgewinkt. Ein Rückweisungsantrag als auch eine Kürzung des Beitrages durch die SVP wurden klar abgelehnt.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Alle 4 Jahre das gleiche Trauerspiel. Ohne genaue Kenntnisse, wohin die Gelder fliessen oder welche Effekte sie haben, stimmt das Parlament auch zum sechsten Mal dem Rahmenkredit für die globale Umwelt zu. Die Fragen der SVP, was mit den Geldern passiert, werden wie immer übergangen. Auf hartnäckiges Weiterbohren wird bemerkt, dass man seit 2000 keine Zahlen mehr über die Art der Projekte habe. Die Effizienz bleibt dabei auf ca. 30%. Die Behauptung, die Schweiz bekomme mit dem Rahmenkredit sogar Gelder zurück, entpuppt sich zum Schluss als glatte Lüge getreu dem Motto „ausser Spesen nix gewesen“.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
126	-	21	28	9	10	14	44	-	30
54	49	5	-	-	-	-	-	-	5
4	3	1	-	-	-	-	-	-	7

[Schlussabstimmung NR/SR vom 19. März 2015 / 4. Juni 2015]

**148 Millionen Franken
für 2015-18**

4.2 - KVF

Kommissionen für Verkehr und Fernmeldewesen

KVF	NR	Fraktionen NR	SR
------------	-----------	----------------------	-----------

Das haben wir erreicht:

Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
-------------------	----------	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	--------------	----------	--------

11.4080 - Motion

Keine doppelte Erhebung von Gebühren durch die Billag

Pas de double perception de la redevance par Billag

Als Zweitrat hat der SR eine Motion seitens der SVP überwiesen. Diese verlangt, dass niemand nach einem Umzug doppelt Billag-Gebühren bezahlen muss. Durch das vom Bundesrat vorgeschlagene neue Gebührenmodell (13.048) wird eine solche Möglichkeit angedacht.

Stand der Beratung: Angenommen

Fazit: Die Rückerstattung der Gebühren beim Umzug ist ein Schritt in die richtige Richtung zur Beseitigung von administrativem Formalismus. Der vom Bundesrat geplante und vom Volk im Sommer 2015 bestätigte Systemwechsel (geräteunabhängige Abgabe [13.048]) ist jedoch bedauerlich. Die SVP setzt sich konsequent für die Interessen der Gebührenzahler ein und verfolgt das Ziel einer möglichst freien Medienlandschaft ohne massive staatliche Beeinflussung.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	-	-	-	-	-	-	-	-	JA
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR/SR vom 16. März 2012 bzw. 10. September 2012]

12.018/2 - Geschäft des Bundesrates

Bundesbeschluss über das Nationalstrassennetz. Anpassung

Arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales. Adaption

Das Parlament hat in der Frühjahrsession 2013 eine Erhöhung der Autobahnvignette von 40 Franken auf 100 Franken beschlossen. Mit dem zusätzlichen Geld aus dem Vignettenverkauf will der Bundesrat das Nationalstrassennetz erweitern und Engpässe beseitigen. Die zusätzlichen Einnahmen aus der Preiserhöhung sind für rund 390 km neue Nationalstrassen vorgesehen. Vertreter der SVP haben gegen diesen Entscheid das Referendum ergriffen. Am 24. November 2013 lehnte das Volk mit über 60% die Vorlage klar ab.

Stand der Beratung: Erledigt; der Netzbeschluss und die Diskussion über die Finanzierung werden im Rahmen der NAF-Vorlage (15.023) aufgenommen.

Fazit: Das Volk hat - wie die SVP - die Vignettenerhöhung abgelehnt. Die Vignette kostet weiterhin 40 Franken. Die stete Zweckentfremdung der Strassengelder konnte erfolgreich thematisiert werden. Die SVP wird sich weiterhin für eine Entflechtung der Finanzströme und mehr Transparenz im Bereich der Verkehrsfinanzierung einsetzen.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA
102		12	27	29	7	-	2	24	1	37
87		40	3	-	-	12	11	21	-	4
-		-	-	-	-	-	-	0	-	1

[Schlussabstimmung NR/SR vom 22. März 2013]

13.072 - Geschäft des Bundesrates

Strassentransportunternehmens- und Verkehrsstrafrecht. Änderung [Vorlage 2]

Loi sur les entreprises de transport par route et loi du droit pénal des transports. Modification [projet 2]

Mit der Vorlage 2 werden Bestimmungen in den Gesetzen über den öffentlichen Verkehr aktualisiert. So wird eine explizite Rechtsgrundlage für ein Register von Reisenden ohne gültigen Fahrausweis (Schwarzfahrer) geschaffen und die Nebennutzung der Eisenbahnanlagen (u.a. Bettelverbot) und Fahrzeuge (Transportpolizei) geregelt.

Das Schwarzfahrregister wurde vom Parlament klar bestätigt. Künftig gibt es ein zentrales Register für diesen Bereich. Bei der Regelung u.a. des Bettelns auf dem Bahnhofsgelände einigte man sich dieses den Unternehmen zu überlassen. Ein ursprünglich vom NR verlangtes generelles Bettelverbot wurde abgelehnt.

Stand der Beratung: Erledigt; ein Referendum gegen das Personenbeförderungsgesetz scheiterte; nur 200 Unterschriften kamen zusammen.

Fazit: Die Anpassungen in der Vorlage 2 gehen in die richtige Richtung. Zwar wäre ein allgemeines Bettelverbot klar zu begrüßen gewesen, jedoch ist auch der beschlossene Entwurf eine Verschärfung gegenüber dem Status Quo. Das zentrale Register für Schwarzfahrer entlastet einerseits die Bahnen und führt andererseits zu einer Verbesserung der Einnahmen, welche dank des Registers nun effizienter eingetrieben werden können. Im Weiteren kann die Transportpolizei mit den neuen Anpassungen Personen besser kontrollieren und identifizieren, da sie künftig auf denselben Datensatz wie das Grenzwachtkorps zugreifen kann.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA	-	JA
168		56	30	28	9	12	3	30	-	45
24		-	-	1	-	-	12	11	-	-
5		1	-	-	-	-	-	4	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR vom 26. September 2014]

14.027 - Geschäft des Bundesrates

Beseitigung von Engpässen im Nationalstrassennetz. Freigabe von Mitteln

Elimination des goullets d'étranglement sur le réseau des routes nationales. Allocation des moyens financiers nécessaires

Mit der vorliegenden zweiten Programmbotschaft zum Nationalstrassennetz schlägt der Bundesrat dem Parlament vor, drei weitere Projekte verbindlich zu beschliessen und die dafür nötigen Gelder freizugeben. Es handelt sich um die Erweiterungen zwischen dem Flughafen Genf und Le Vengeron, zwischen Luterbach und Härkingen sowie zwischen Andelfingen und Winterthur. Die Kosten für diese Projekte belaufen sich auf 995 Millionen Franken. Zusätzliche 40 Millionen Franken sollen für weitere Massnahmen zur Engpassbeseitigung im Raum Crissier freigegeben werden.

Für die dritte Phase der Engpassbeseitigungen bleiben noch rund 3 Milliarden Franken aus dem Infrastrukturfonds übrig.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die Engpassbeseitigungen sind elementar für das weitere Funktionieren der Strassenverkehrsinfrastruktur und helfen dabei die heute insgesamt 20'000 Stau-stunden jährlich zu verringern. Leider sind die insgesamt 6 Milliarden Franken für alle vorgesehenen Vorhaben viel zu wenig, was dazu führt, dass einige Projekte auf die lange Bank geschoben werden müssen. Dabei wäre die Finanzierung kein Problem, wenn die von der Strasse jährlich generierten Mittel im Umfang von rund 9,5 Milliarden Franken nicht zweckentfremdet (Bundeskasse, ÖV), sondern der Strasse zur Verfügung stehen würden.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	-	JA
131	55	28	27	9	-	-	12	-	-	42
28	-	-	-	-	-	12	13	3	-	-
29	-	-	-	-	-	-	-	29	-	2

1,035 Milliarden Franken

[Schlussabstimmung NR/SR vom 16. Juni 2014 bzw. 16. September 2014]

13.077 - Geschäft des Bundesrates

Bundesgesetz über den Strassentransitverkehr. Sanierung des Gotthard-Strassentunnels

Loi sur le transit routier dans la région alpine. Réfection du tunnel routier du Saint-Gothard

Die Vorlage sieht am Gotthard den Bau einer zweiten Tunnelröhre ohne Kapazitätserweiterung vor. Mit der Gesetzesänderung wird sichergestellt, dass dem Verkehr auch nach der Sanierung des bestehenden Tunnels stets nur eine Fahrspur pro Richtung zur Verfügung stehen wird. Damit bleibt der Alpenschutz gewahrt. Auf die Einführung einer Tunnelgebühr wird zudem verzichtet. Mit dem Bau soll in erster Linie die Sicherheit im Privatverkehr erhöht und eine Sanierung der ersten Röhre ohne Beeinträchtigung des Alpentransitverkehrs ermöglicht werden.

Gegen die Vorlage wurde von einem überparteilichen Komitee das Referendum ergriffen. Es kam am 19. Februar 2015 mit 75'832 gültigen Unterschriften formell zustande. Die Volksabstimmung wird im Jahr 2016 stattfinden.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Mit dem Bau der zweiten Röhre am Gotthard wird sichergestellt, dass die wichtigste Nord-Süd-Verbindung der Schweiz auch bei der notwendigen Sanierung der ersten Röhre erhalten bleibt. Zudem führt sie zu einer massiven Verbesserung der Sicherheit, da es nach der Sanierung und des Baus keinen Gegenverkehr mehr gibt. Ebenso ist festzuhalten, dass durch die Beschränkung der beiden Röhren auf nur eine Spur der Alpenschutzartikel gewahrt bleibt. Mehr Sicherheit, bessere Verbindungen, weniger Unfälle und kein Mehrverkehr – eine klassische Win-Win-Situation.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	-	JA
120	57	28	26	9	-	-	-	-	-	28
76	-	1	2	-	12	15	46	-	-	17
2	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR vom 26. September 2014]

**Einmalig 2,8 Milliarden Franken
(Tunnelvariante)**

**Alle 30 Jahre 2 Milliarden Franken
(kein Tunnel sondern Verlad)**

14.3761 - Motion

Rennen mit Elektrofahrzeugen in der Schweiz bewilligen

Autoriser les courses de voitures électriques en Suisse

Die Motion beauftragt den Bundesrat, eine Änderung der gesetzlichen Bestimmungen über Sportveranstaltungen vorzulegen, um Rennen mit Elektrofahrzeugen in der Schweiz zu bewilligen, ohne jedoch das Verbot von Formel-1-Rennen aufzuheben.

Die Bewilligung für Rennen mit Elektrofahrzeugen wurde vom Parlament wie auch vom Bundesrat selbst nicht bestritten. Im Gegensatz zu den Vorstössen zur Aufhebung des Rundstreckenrennenverbots (Formel 1 Rennen) spielte bei dieser Motion insbesondere die technologische Entwicklung und der Umwelteffekt eine Rolle, sodass die Motion ohne Gegenantrag die Räte passierte.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Was lange währt wird endlich gut, könnte man bei dieser Motion sagen. Zwar bleibt das Rundstreckenrennenverbot weiterhin bestehen. Jedoch wird die Anwendung diesbezüglich etwas gelockert, sodass E-Rennen in Zukunft in der Schweiz stattfinden können. Ein wichtiger Schritt für die Automobilindustrie und die Forschung auf diesem Gebiet.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	-	-	-	-	-	-	-	-	JA
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[Annahme NR/SR am 12. Dezember 2014 bzw. 16. März 2015]

KVF	NR	Fraktionen NR									SR	
Dafür haben wir gekämpft:												
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktions-	Resultat	Kosten	
10.092 - Geschäft des Bundesrates Via sicura. Mehr Sicherheit im Strassenverkehr <i>Via sicura. Renforcer la sécurité routière</i> In der Sommersession 2012 haben NR und SR in der Schlussabstimmung den Entwürfen 1 und 2 – gegen den Willen der SVP – zugestimmt. Der SR hat in der Differenzbereinigung zu Via sicura an einem Mindestalter für Velofahrer sowie einer Helmtraggpflicht festgehalten. Neu wird zudem ein Artikel zu Fussgängerstreifen vorgeschlagen. Bereits entschieden hat sich das Parlament zu Verschärfungen bei Raserei. Massive Übertretungen sollen mit bis zu 4 Jahren Gefängnis bestraft werden. Stand der Beratung: Erledigt; verschiedene Vorstösse zur „Entkriminalisierung“ der Autofahrer sind im Parlament hängig.	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR		
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	
	132	-	20	30	9	12	15	45	1	36		
	59	55	4	-	-	-	-	-	-	1		
	4	-	3	1	-	-	-	-	-	4		
	[Schlussabstimmung NR/SR zu Entwurf 1 vom 15. Juni 2012]											
Fazit: Zusätzliche Strafen und Regulierungen sowie staatliche Zwangsmassnahmen werden eingeführt. Die SVP kämpft bald als einzige Partei für Eigenverantwortung und Freiheit und gegen übertriebene staatliche Bevormundung.												
10.409 - Parlamentarische Initiative Für familienfreundlichere Taxis / Pour faciliter l'accès des familles aux taxis Pa. Iv verlangt, eine Lockerung der Kindersitz-Pflicht für Taxis in städtischen Gebieten. Der Pa. Iv. wurde im NR mit Hilfe der SVP klar zugestimmt im SR jedoch abgelehnt. Stand der Beratung: Erledigt Fazit: Eine gewerbliche Regelung, welche die Lockerung nur für Taxis in städtischen Gebieten zur Folge gehabt hätte, lehnte der SR ab. Die aktuelle Regelung mit bis zu drei verschiedenen Kindersitzen (je nach Alter) verunmöglicht Gepäcktransport. Unsinnige Regulierungen sind zu beseitigen.	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR		
	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN		
	147	50	23	24	9	-	2	38	1	-		
	20	-	-	1	-	10	9	-	-	-		
	9	-	-	3	-	-	3	3	-	-		
	[Abstimmung NR/SR vom 12. Dezember 2011 bzw. 15. März 2012]											

11.2015 - Petition

Radio- und Fernsehgebühren. 200 Franken sind genug /

Redevances radio et télévision. 200 francs c'est assez

Die Petition verlangt, dass Radio- und Fernsehgebühren maximal 200 Franken betragen. Der NR hatte die Petition in der Herbstsession 2011 entgegen dem Willen der SVP mit 107 zu 56 Stimmen abgelehnt. Der SR folgte diesem Entscheid stillschweigend in der Wintersession 2011.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Petition hätte zu massiven Einsparungen für die Bevölkerung geführt. Die SVP setzt sich für eine enge Definition des Service Public im Medienbereich ein und kämpft gegen ein überbordendes SRG-Monopol im Bereich der elektronischen Medien.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN
107	-	21	26	5	-	19	35	1	-	-
56	49	3	4	-	-	-	-	-	-	-
3	-	1	-	-	-	2	-	-	-	-

Einsparungen für Bevölkerung von 700 Millionen pro Jahr.

[Abstimmung NR/SR vom 13. September 2012 bzw. 22. Dezember 2011]

12.016 - Geschäft des Bundesrates

Volksinitiative „Für den öffentlichen Verkehr“ und Finanzierung und Ausbau der Eisenbahninfrastruktur FABI

Initiative populaire „Pour les transports publics“ et financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire FAIF

Mit FABI, dem direkten Gegenvorschlag zur Volksinitiative „Für den öffentlichen Verkehr“ des VCS soll die Finanzierung und der Ausbau des Schienenverkehrs sichergestellt werden. Kernstück der Vorlage ist der sogenannte Bahninfrastrukturfonds (BIF), durch welchen in Zukunft der Betrieb, Substanzerhalt und Ausbau der Bahninfrastruktur sichergestellt werden sollen. Mit dem langfristigen strategischen Entwicklungsprogramm Bahninfrastruktur (STEP) ist zudem ein erster Ausbauschritt in der Vorlage drin. Die gesamte Vorlage beinhaltet fünf Beschlüsse:

Volksinitiative „Für den öffentlichen Verkehr“ (Vorlage 1); Finanzierung und den Ausbau der Eisenbahninfrastruktur (FABI Vorlage 2); Finanzierung und den Ausbau der Eisenbahninfrastruktur (Vorlage 3); Ausbauschritt 2025 der Eisenbahninfrastruktur (Vorlage 4) Verpflichtungskredit für den Ausbauschritt 2025 der Eisenbahninfrastruktur (Vorlage 5)

Die SVP kritisierte die Mehrwertsteuererhöhung, den Umfang des Ausbaus des Bahnnetzes bis 2025 (6,4 Milliarden Franken) und die Begrenzung des Pendleranzugs auf 3'000 Franken. Das Komitee der Volksinitiative „Für den öffentlichen Verkehr“ zog ihre Initiative im Juni 2013 zurück. Volk und Stände haben am 9. Februar 2014 die Vorlage mit 62% Ja-Stimmen angenommen. Die Änderungen der Erlasse treten am 1. Januar 2016 in Kraft.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Massiver Ausbau der Schieneninfrastruktur in den nächsten Jahrzehnten. Die Zweckentfremdung von Strassengeldern geht weiter. Anstelle von 3,5 Milliarden Franken werden neu 6,4 Milliarden Franken festgeschrieben. Die ganze Bevölkerung soll sich am Ausbau des öffentlichen Verkehrs mittels Mehrwertsteuererhöhung und Beiträgen aus Bundessteuer beteiligen. Die SVP kämpfte als einzige grosse Partei gegen dieses masslose Projekt.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
144	12	22	29	9	12	14	45	1	44	-
40	37	3	-	-	-	-	-	-	-	-
7	5	2	-	-	-	-	-	-	-	1

Kosten vom 6,4 Milliarden Franken

[Vorlage 3; u.a. Pendlerabzug; Schlussabstimmung NR/SR vom 21. Juni 2013]

13.045 - Geschäft des Bundesrates

Bau und Finanzierung eines 4-Meter-Korridors auf den Zulaufstrecken zur NEAT am Gotthard

Construction et financement d'un corridor de 4 mètres sur les tronçons d'accès à la NLFA au Saint-Gothard

Die Vorlage will einen durchgehenden Schienenkorridor mit 4 Metern Eckhöhe auf der ganzen Gotthard-Achse, von Basel bis Chiasso bzw. Ranzo ermöglichen. Dafür sind zwei Massnahmenpakete vorgesehen: Das eine umfasst bauliche Massnahmen in der Schweiz, wie Profilanpassungen bei Tunnels und die Beseitigung von Profilhindernissen wie Überführungen, Signalanlagen und Perrondächer. Diese Arbeiten in der Schweiz werden mit 710 Millionen Franken veranschlagt.

Das zweite Massnahmenpaket betrifft Italien. Hier soll der Bundesrat die Kompetenz erhalten, mit Italien einen Vertrag über die Mitfinanzierung von Ausbaumassnahmen auf italienischem Territorium abzuschliessen. Dieses Engagement wird mit 230 Millionen Franken veranschlagt.

Gegen den Willen der SVP und des Bundesrats wurden in der Beratung vom Parlament noch zusätzliche 50 Millionen Franken für den Ausbau der Lötschbergachse bereitgestellt. Die Gesamtkosten belaufen sich damit auf 990 Millionen Franken.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Der Ausbau des 4 Meter Korridors im Inland war auch von der SVP grundsätzlich nicht bestritten. Klar abgelehnt wurde von der SVP aber das finanzielle Engagement in Italien. Es kann und darf nicht sein, dass die Schweiz anderen Ländern Mittel für den Ausbau auf ihrem Territorium zur Verfügung stellt. Diese Massnahmen sind von den betreffenden Ländern selbst vorzunehmen.

Aus diesem Grund wurde seitens der Fraktion die Vorlage mehrheitlich abgelehnt.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
143		9	25	30	9	12	15	43	-	37
36		36	-	-	-	-	-	-	-	1
16		11	5	-	-	-	-	-	-	3

990 Millionen Franken

[Schlussabstimmung NR/SR vom 13. Dezember 2013]

13.059 - Geschäft des Bundesrates

Gewässerschutzgesetz. Änderung

Loi sur la protection des eaux. Modification

Ziel der Vorlage ist die Aufrüstung von rund 100 Kläranlagen, damit keine Kleinst-Verunreinigungen mehr in die Gewässer gelangen. Dazu sind zusätzliche Gelder nötig, welche über eine neue Abgabe von der Bevölkerung (9 Franken/Person/Jahr) generiert werden sollen. Die Gesamtkosten der Aufrüstung betragen 1,2 Milliarden Franken. Das Gesetz tritt am 1. Januar 2016 in Kraft.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Ausser der SVP wehrte sich in der Frühjahrsession 2014 niemand gegen diese unnötige Vorlage. Die Wasserqualität der Schweizer Seen und Flüsse gehört weltweit zu den besten, weitere teure Aufrüstungen wären deshalb klar nicht nötig gewesen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
137	3	26	28	9	11	15	45	-	39
55	53	-	2	-	-	-	-	-	1
3	-	3	-	-	-	-	-	-	2

**1,2 Milliarden Franken /
45 Millionen Franken**

[Schlussabstimmung NR/SR vom 21. März 2014]

13.072 - Geschäft des Bundesrates

Strassentransportunternehmens- und Verkehrsstrafrecht. Änderung [Vorlage 1]

Loi sur les entreprises de transport par route et loi du droit pénal des transports. Modification

Die Vorlage 1 sieht Anpassungen an neue Vorschriften der EU im Bereich der Strassentransportunternehmen vor und soll die Gleichwertigkeit des schweizerischen Rechts erhalten.

Die wichtigste Änderung betrifft die Lizenzpflicht. Neu müssen Strassentransportunternehmen für sämtliche Güterfahrzeuge mit einem Gesamtgewicht ab 3,5 Tonnen eine Lizenz beantragen. Bisher galt in der Schweiz die Lizenzpflicht ab 6 Tonnen. Für die Zulassungsbewilligungen und die Verstösse wird ein elektronisches Register eingeführt. Zudem wird analog zur EU auch in der Schweiz die Funktion eines Verkehrsleiters geschaffen.

Ebenso sollen Strassentransporteure, die vorsätzlich ohne Bewilligung tätig sind, mit einer Busse bis maximal 100'000 Franken bestraft werden können, statt wie bisher mit 10'000 Franken.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die Anpassungen in der Vorlage 1 führen zu einem höheren Regulierungsbedarf und zu administrativem Mehraufwand für die Unternehmen. Kleine Transportunternehmen werden durch den Zwang eines Verkehrsleiters vom Markt gedrängt. Ebenso ist die 10-fache Erhöhung von Bussen klar strassenfeindlich.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA	-	JA
117	2	30	29	8	12	4	32	-	41
77	55	-	-	-	-	11	11	-	4
2	-	-	-	-	-	-	2	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR vom 26. September 2014]

13.102 - Geschäft des Bundesrates

**Zahlungsrahmen für die Förderung des alpenquerenden Schienengüterverkehrs.
Änderung / Plafond de dépenses pour promouvoir le trafic ferroviaire de marchandises à travers les Alpes. Modification**

Ziel der Vorlage ist, den alpenquerenden Güterverkehr auf der Schiene weiterhin zu fördern. Der Bundesrat schlägt vor, den dafür vorgesehenen Zahlungsrahmen von heute 1'495 auf 1'675 Millionen Franken aufzustocken und um fünf Jahre, bis 2023 zu verlängern.

Der kombinierte Verkehr soll somit unterstützt werden, bis die NEAT durchgehend in Betrieb ist und ihre Wirkung entfaltet. Ein Antrag der SVP die Verlängerung auf 3 Jahre zu beschränken, wurde vom Parlament klar abgelehnt.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die Förderung des Schienengüterverkehrs ist ein finanzielles Fass ohne Boden. Die SVP widersetzt sich seit Jahren diesem finanzpolitischen Unsinn und verlangt einen Stopp der schädlichen Zweckentfremdung von Strassen- und Steuergeldern. Bevor weitere Mittel fliessen, ist endlich Transparenz in den Rechnungen der Verkehrsträger zu schaffen, damit die künftigen Herausforderungen auf diesem Gebiet angepackt werden können.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
134		4	25	28	9	11	14	43	-	37
54		51	3	-	-	-	-	-	-	0
-		-	-	-	-	-	-	-	-	1

1,675 Milliarden Franken

[Gesamtabstimmung NR/SR vom 17. März 2014 bzw. 19. Juni 2014]

13.048 - Geschäft des Bundesrates

Bundesgesetz über Radio und Fernsehen. Änderung

Loi sur la radio et la télévision. Modification

Der Schwerpunkt der Teilrevision des Radio- und Fernsehgesetzes (RTVG) bildet die Ablösung der heutigen Empfangsgebühr durch eine Abgabe für Radio und Fernsehen, die nicht mehr an der Existenz eines Empfangsgerätes anknüpft. Die Abgabe ist grundsätzlich von jedem Haushalt und Unternehmen zu entrichten – sie ist damit nichts anderes als eine neue Steuer.

In der Beratung blieben Nichteintretens- sowie Rückweisungsanträge chancenlos. Jedoch stimmte das Parlament dem Antrag zu, dass Haushalte ohne Empfangsmöglichkeiten bis fünf Jahre nach der Einführung der neuen Abgabe von dieser befreit werden können. Nachher müsste die Gebühr flächendeckend bezahlt werden (begrenztes Opting Out).

Gegen die Vorlage wurde vom Gewerbeverband das Referendum ergriffen. Es kam am 27.01.2015 mit 91'308 gültigen Unterschriften formell zustande. Die Volksabstimmung fand am 14. Juni 2015 statt. Die Vorlage wurde sehr knapp angenommen. Nur 3'696 mehr Ja-Stimmen wurden abgegeben.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die Revision des RTVG ist nichts anderes als eine neue Mediensteuer. Ohne die Möglichkeit zu haben sich von dieser Abgabe zu befreien, wird künftig jeder Haushalt und jedes Unternehmen abgabepflichtig sein. Die Mediensteuer hat somit primär zum Ziel, die bisherigen Gelder für die staatliche SRG weiterhin zu erhalten, da die Mittel trotz verändertem Konsumverhalten stetig fliessen werden. Als grösste Gefahr ist zudem der de facto Blankocheck für den Bundesrat zu sehen. Dieser kann nämlich die Abgabe in Zukunft ohne Mitwirkung von Parlament und Volk immer weiter erhöhen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	JA	JA	-	JA
109	-	13	29	7	-	14	46	-	28
85	57	16	-	-	12	-	-	-	14
4	-	1	-	2	-	1	-	-	3

[Schlussabstimmung NR/SR vom 26. September 2014]

11.3472 - Motion**Faire Handy- und SMS-Gebühren auch für Schweizerinnen und Schweizer***

Téléphonie mobile. Tarifs d'itinérance corrects pour les appels et les SMS

11.3524 - Motion**Schluss mit überrissenen Handy-Gebühren im Ausland******Halte aux tarifs de mobile prohibitifs à l'étranger**

Die Motionen verlangen die Einführung einheitlicher Höchstpreise für Roamingdienste (Anrufe, SMS und Datentransfer) im Ausland.

Der NR hatte beide Motionen klar zur Annahme empfohlen. Der SR hatte die Motionen für 1 Jahr sistiert, der NR folgte diesem Beschluss. Schliesslich lehnte der SR die beiden Motionen in der Frühjahrsession 2015 ab. Ausschlaggebend für die Ablehnung war, dass infolge der technologischen Entwicklung sich das Problem gemäss SR von selbst lösen wird, ebenso haben die Anbieter von sich aus die Preise stetig weiter gesenkt.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die beiden Motionen kamen zu einer Zeit, in welcher das Problem der Roaming-Gebühren hoch auf der Traktandenliste stand. Aufgrund des politischen Drucks der beiden Motionen haben die Telekomanbieter ihre Tarife sukzessive gesenkt. Glücklicherweise hat auch die technologische Entwicklung nicht halt gemacht – es gibt heute mehrere Möglichkeiten sich als Konsument gegen zu hohe Roaming-Tarife zu wehren (u.a. Kauf einer Flatrate für eine gewisse Zeit, Erwerb eines Guthabens, welches danach zum inländischen Tarif Leistungen ermöglicht). Diese Entwicklung wird auch in Zukunft weitergehen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN
*162	47	13	29	7	10	12	43	1	19
**181	54	29	34	5	CEg	19	39	1	
*12	-	10	-	-	1	1	-	-	23
**5	4	1	-	-	CEg	-	-	-	
*9	3	5	-	-	-	-	1	-	-
**2	1	-	-	-	CEg	1	-	-	

[Schlussabstimmungen NR/SR vom 12. März 2013 und 20. September 2011 bzw. 9. März 2015]

14.089 - Geschäft des Bundesrates

Für eine faire Verkehrsfinanzierung. Volksinitiative

Pour un financement équitable des transports. Initiative populaire

Die Volksinitiative hat zum Ziel, den sich abzeichnenden Finanzierungsengpass für die Aufgaben im Zusammenhang mit dem Strassenverkehr abzuwenden. Zu diesen Aufgaben gehören gemäss Artikel 86 BV u.a. Bau, Unterhalt und Betrieb der Nationalstrassen, die Verkehrsverlagerung sowie Beiträge an die Kantone. Gemäss der Initiative sollen die nötigen Mittel durch die vollständige Zweckbindung der Mineralölsteuer gesichert werden.

Heute sind die Hälfte der Mineralölsteuererträge bzw. 1,5 Milliarden Franken pro Jahr zweckgebunden. Die andere Hälfte steht dem allgemeinen Bundeshaushalt für die übrigen Aufgaben zur Verfügung.

Sowohl im SR als auch im NR hatte die Initiative keine Chance. Ausser der SVP und der Hälfte der FDP waren alle anderen klar gegen das Anliegen. Die Gegner der Initiative scheuten sich auch nicht, mit falschen Zahlen und Argumenten die Debatte zu führen. Ohne auf die berechtigten Anliegen des Strassenverkehrs, dessen Einnahmen zu mehr als zwei Drittel zweckentfremdet werden, einzugehen, lehnte es das Parlament ab ein positives Zeichen für die Automobilisten zu setzen.

Stand der Beratung: Erledigt; die Volksabstimmung findet im Jahr 2016 statt.

Fazit: Die Befürworter der Initiative allen voran die SVP fochten einen nahezu aussichtslosen Kampf. Aus Angst vor Steuerausfällen beim Bund lehnte es das Parlament klar ab, die Initiative zu unterstützen. Nun muss es also das Volk richten, um im Bereich der Verkehrsfinanzierung auch für die Strasse endlich gleich lange Spiesse zu erwirken.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
123	1	14	28	8	12	15	45	-	32
66	52	12	2	-	-	-	-	-	4
5	1	4	-	-	-	-	-	-	9

[Schlussabstimmung NR/SR vom 19. Juni 2015]

14.071 - Geschäft des Bundesrates

Modernisierung und Betrieb der Bahnlinie Annemasse-Genf. Abkommen mit Frankreich

Modernisation et exploitation de la ligne ferroviaire Annemasse-Genève. Convention avec la France

Die Bahnverbindung Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse (CEVA) umfasst in der Schweiz den Bau einer neuen Bahnlinie von rund 14 km Länge bis zur Grenze mit Frankreich, den Umbau von zwei bestehenden Bahnhöfen und den Neubau von vier Stationen. In Frankreich wird ein 2 km langer Streckenabschnitt bis in den Bahnhof Annemasse erstellt. Die Kosten für das gesamte Projekt belaufen sich auf Schweizer Seite auf 1,567 Milliarden Franken. Eine entsprechende Finanzierungsvereinbarung wurde 2011 zwischen dem Kanton Genf, dem Bund und der SBB unterschrieben. Zur Regelung des Baus des Streckenabschnitts auf französischem Boden und zur Anpassung des Bahnhofes Annemasse hat der Bundesrat im Jahr 2014 mit Frankreich ein Abkommen geschlossen und dieses nun dem Parlament zur Ratifizierung vorgelegt.

Die Vorlage wurde im Parlament klar angenommen. Die Kosten auf Schweizer Seite waren von keiner Seite bestritten. Kritik gab es bei der Übernahme der Kosten auf französischer Seite. Einzig die SVP hatte sich dort dagegen gewehrt, dass mit dem Betrag von 15,7 Mio. Euro das geltende Territorialprinzip (jeder Staat zahlt für sein Gebiet den Anteil am Projekt) nicht eingehalten wird. Da die Mehrheit diese Kosten aber dem Schweizer Staat aufbürden wollte, lehnte eine Mehrheit der SVP-Fraktion den gesamten Kredit in der Schlussabstimmung im NR ab.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Grundsätzlich wäre es so, dass jeder Staat die Kosten auf seinem Gebiet bei grenzüberschreitenden Projekten eigenständig übernimmt. Bereits in der Vergangenheit wurde dieses Prinzip jedoch immer wieder aufgeweicht oder nicht vollzogen. Stets war es der Schweizer Staat bzw. der Steuerzahler der hier aushelfen musste. So musste die Schweiz bei einer Verbindung mit Italien 280 Millionen Franken bezahlen, auch bei einem Abkommen auf deutscher Seite sprang die Schweiz ein. Um dies in Zukunft zu verhindern, muss das Territorialprinzip endlich eingehalten werden.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
147		21	28	26	9	11	12	40	-	34
28		28	-	-	-	-	-	-	-	-
1		1	-	-	-	-	-	-	-	2

1,567 Milliarden Franken

[Schlussabstimmung NR/SR vom 12. März 2015 bzw. 4. Juni 2015]

4.3 - RK

Kommissionen für Rechtsfragen

RK	NR	Fraktionen NR							SR	
----	----	---------------	--	--	--	--	--	--	----	--

Das haben wir erreicht:

Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
-------------------	----------	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	--------------	----------	--------

05.445 / 07.476 - Parlamentarische Initiative

Verfassungsgerichtsbarkeit

Juridiction constitutionnelle

Mit Unterstützung der SVP trat der SR in der Sommersession 2012 und der NR in der Wintersession 2012 nicht auf einen Entwurf ein, der die Einführung einer Verfassungsgerichtsbarkeit regelte. Damit muss das Bundesgericht auch in Zukunft Gesetze anwenden, die der Verfassung widersprechen.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Keine Verfassungsgerichtsbarkeit – Kein Richterstaat!

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	NEIN	NEIN
68	-	5	7	2	8	12	34	1	17	
101	51	10	19	6	-	-	6	-	27	
2	-	-	1	-	-	-	1	-	-	

[Eintreten auf Entwurf 1; Abstimmung SR/NR vom 5. Juni 2012 bzw. 3. Dezember 2012]

12.3001 - Motion

Pokerturnier unter klaren Auflagen zulassen

Autoriser les tournois de poker dans des conditions clairement définies

In der Frühjahrsession 2012 hat der NR eine Motion seiner Rechtskommission unterstützt, die Pokerturniere mit kleinen Einsätzen auch ausserhalb des Familien- und Freundeskreises zulassen will. Der Anstoss kam aus den Reihen der SVP. In der Sommersession 2012 hat der SR der Motion in abgeänderter Form zugestimmt.

Stand der Beratung: Angenommen

Fazit: Keine Kriminalisierung von Pokerturnieren im privaten Umfeld. Keine unnötigen Verbote. Das Anliegen wurde im Entwurf zum neuen Bundesgesetz über Geldspiele aufgenommen.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
165	50	23	25	9	11	9	37	1	28	
2	-	-	-	-	-	-	2	-	3	
12	-	3	2	-	-	3	4	-	-	

[Abstimmung NR/SR vom 28. Februar 2012 bzw. 12. Juni 2012]

08.080 - Geschäft des Bundesrates

Gegen die Abzockerei. Volksinitiative

Contre les rémunérations abusives. Initiative populaire. CO. Modification

Der NR sprach sich in der Sommersession 2012 mit Unterstützung der SVP in der Schlussabstimmung dagegen aus, die Bonussteuer dem Stimmvolk als direkten Gegenvorschlag zur Abzockerinitiative vorzulegen. Somit kam die Volksinitiative ohne direkten Gegenvorschlag vors Volk.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Nein zu neuen und höheren Steuern! Volk und Stände stimmten der Volksinitiative am 3. März 2013 zu. Die SVP favorisierte eine entsprechende Revision im Aktienrecht, da diese zielführender gewesen wäre. Umgesetzt wurde die Volksinitiative auf Gesetzesstufe noch nicht; in Kraft ist seit dem 1. Januar 2014 die Verordnung „gegen übermässige Vergütungen bei börsenkotierten Gesellschaften“.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	NEIN	NEIN	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA
87	1	-	25	-	-	15	45	1	26	
104	54	27	3	8	12	-	-	-	14	
4	-	-	3	1	-	-	-	-	1	

[Schlussabstimmung NR/SR vom 15. Juni 2012]

11.070 - Geschäft des Bundesrates

Zivilgesetzbuch. Elterliche Sorge

Code civil. Autorité parentale

In der Sommersession 2013 stimmte das Parlament dem Grundsatz zu, dass das Sorgerecht den Eltern gemeinsam zugeteilt wird, wenn diese einen gemeinsamen Antrag stellen und sich über Unterhalt und Betreuung einigen können. Eltern, deren Ehescheidung nicht mehr als fünf Jahre zurückliegt, können übergangsrechtlich das Sorgerecht vor Gericht neu verhandeln.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Das gemeinsame Sorgerecht ist mit Augenmass und gesundem Menschenverstand umzusetzen.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
160	45	27	26	9	12	12	28	1	41	
13	-	-	-	-	-	2	11	-	-	
18	9	-	3	-	-	-	6	-	4	

[Schlussabstimmung NR/SR vom 21. Juni 2013]

12.076/2 - Geschäft des Bundesrates

Pädophile sollen nicht mehr mit Kindern arbeiten dürfen. Volksinitiative. Änderung des StGB, MStGB und JStG

Pour que les pédophiles ne travaillent plus avec des enfants. Initiative populaire. Modification du CP, CPM et du DPMIn

Der NR stimmte in der Schlussabstimmung der Abstimmungsempfehlung (die Volksinitiative abzulehnen) mit 91 gegen 97 Stimmen bei 7 Enthaltungen nicht zu, weshalb die Vorlage dem Volk ohne Abstimmungsempfehlung vorgelegt wird. Die SVP unterstützte die Haltung, die Volksinitiative Volk und Ständen zur Annahme zu empfehlen. Nachdem der SR in der Schlussabstimmung vom 27. September 2013 anders entschied, wurde – aufgrund der Differenzen der Räte - Volk und Ständen keine Abstimmungsempfehlung gegeben.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die SVP unterstützte die Initiative, welche ein berechtigtes Anliegen aus der Bevölkerung aufnimmt. Volk und Stände gaben der SVP Recht und nahmen die Volksinitiative am 18. Mai 2015 klar an. Nun gilt es, den Entscheid des Souveräns korrekt umzusetzen.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	NEIN	JA	NEIN	JA
91	-	12	10	-	12	12	45	1	23	
97	54	15	17	9	-	17	1	-	15	
7	-	3	4	-	-	-	-	-	3	

[Schlussabstimmung NR/SR vom 27. September 2013]

13.304 - Standesinitiative

Änderung der Bundesverfassung (Art. 8 Abs. 2) und des Strafgesetzbuches (Art. 261^{bis})

Modification de la Constitution fédérale (art. 8 al. 2) et du Code pénal (art. 261bis)

Der Kanton Genf forderte mit dieser Standesinitiative den Tatbestand der Rassendiskriminierung auszudehnen u.a. bezüglich Äusserungen zur sexuellen Ausrichtung. Während der SR das Ansinnen ablehnte, stimmte der NR zu.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die Ausdehnung des Tatbestands der Rassendiskriminierung konnte vorerst verhindert werden. Im laufenden Jahr wurde jedoch in einer ersten Phase einer parlamentarischen Initiative (13.407) Folge gegeben, welche Art. 261^{bis} StGB ausweiten will. Aus Sicht der SVP wäre diese Bestimmung in dieser Form ganz zu streichen. Was ursprünglich dazu gedacht war, das Leugnen von Völkermord zu unterbinden, wird nun dazu missbraucht, die Meinungsäusserungsfreiheit auf unangebrachte Art und Weise einzuschränken.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	-	NEIN
102	2	8	16	5	12	15	44	-	13	
81	49	17	13	2	-	-	-	-	22	
2	2	-	1	-	-	-	-	-	3	

[Vorprüfung SR/NR vom 23. September 2014 bzw. 11. März 2015]

RK	NR	Fraktionen NR								SR	
Dafür haben wir gekämpft:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten

08.3168 - Motion

Stopp dem Zahlungsschleudrian

Sanctionner les mauvais payeurs

Der SR hat in der Frühlingssession 2012 eine Motion seitens der SVP abgelehnt, die mit höheren Verzugszinsen die Zahlungsmoral fördern wollte. Gefordert wurde eine Erhöhung von 5% auf 10% p.a.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die SVP hat sich konsequent für die Interessen der KMU eingesetzt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	NEIN	JA	-	NEIN	NEIN	-	NEIN
95	57	21	12	4	-	1	-	-	-
79	-	6	19	-	-	15	39	-	-
6	-	-	2	-	-	4	-	-	-

[Abstimmung NR/SR vom 3. März 2010 bzw. 5. März 2012]

09.3158 - Motion

Abschaffung von bedingten Geldstrafen und Wiedereinführung von Freiheitsstrafen unter sechs Monaten

Suppression des peines pécuniaires avec sursis et réintroduction des peines privatives de liberté de moins de six mois

Der SR überwies in der Frühjahrsession 2012 eine Motion aus seinen Reihen, die bedingte Geldstrafen abschaffen will und stattdessen kurze Freiheitsstrafen wieder einführen will. Ein Antrag seitens der SVP, der die Motion in nicht abgeänderter Form annehmen wollte, wurde abgelehnt. Im Rahmen des Geschäfts 12.046 (Änderung des Sanktionenrechts) wurde die Vorlage beschrieben.

Stand der Beratung: Angenommen / Abgeschrieben.

Fazit: Im Rahmen der Revision des allgemeinen Teils des Strafrechts (12.046) kämpfte die SVP erneut für ein konsequentes und einfaches Sanktionenrechts. Im Ergebnis machte das Parlament zwei Schritte vor und einen zurück. Bedingte Geldstrafen werden jedenfalls weiterhin möglich sein.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	JA
79	-	22	-	-	-	15	42	-	-
76	37	1	19	7	11	-	-	1	-
2	-	2	-	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR/SR vom 15. Dezember 2011 bzw. 5. März 2012]

11.039 - Geschäft des Bundesrates

StGB, MStG und JStG. Unverjährbarkeit sexueller Straftaten an Kindern

CP, CPM et DPMin. Imprescriptibilité des actes d'ordre sexuel ou pornographique commis sur des enfants

Der NR hat in der Frühjahrssession 2012 im Rahmen der Umsetzung der Verjährbarkeitsinitiative bestimmt, welche schweren Straftaten an Kinder nicht mehr verjähren sollen und hat das Alter der Kinder auf 12 Jahre angesetzt. SVP-Anträge für höhere Alterslimiten (14 bzw. 16 Jahre) wurden abgelehnt. Das gleiche Bild zeigte sich in der Sommersession 2012 im SR. In der Schlussabstimmung hat die SVP dem Geschäft zugestimmt.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Unverjährbarkeit sexueller Straftaten an Kindern „nur“ bis zum zwölften Altersjahr. Die SVP wollte weiter gehen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
102	-	26	18	6	-	12	39	1	24
82	53	-	13	2	10		4	-	-
5	-	2	-	-	1	1	1	-	-

[Abstimmung Altersgrenze; Art. 101 Abs. 1 Bst. e StGB]

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
193	55	26	31	9	12	14	45	1	40
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	1

[Schlussabstimmung NR/SR vom 15. Juni 2012]

09.086 - Geschäft des Bundesrates

Markenschutzgesetz. Änderung sowie Swissness-Vorlage

Loi sur la protection des marques. Modification et projet Swissness

Nach langjähriger Diskussion wurde das Markenschutzgesetz revidiert. Für Lebensmittel gilt neu, dass mindestens 80% des Gewichts der Rohstoffe aus der Schweiz stammen müssen, um als „swiss made“ zu gelten (Ausnahmen bestehen aufgrund natürlicher Gegebenheiten). Bei Milch und Milchprodukten sind 100% des Gewichts des Rohstoffes Milch erforderlich, was auf einen Antrag seitens der SVP zurückgeht. Bei industriellen Produkten sind mindestens 60% der Herstellungskosten in der Schweiz erforderlich.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Ein berechtigtes Anliegen wurde insbesondere auf Verordnungsstufe mit unnötig viel Bürokratie umgesetzt. Die RK-NR lancierte deshalb die Motion „Eine praxistaugliche Swissness“ (15.3500); eine Mehrheit des NR lehnte die Forderung am 8. September 2015 jedoch ab.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
135	27	21	23	5	1	14	43	1	26
47	24	3	4	3	11	-	2	-	13
10	3	4	2	1	-	-	-	-	6

[MSchG; Schlussabstimmung NR/SR 21. Juni 2013]

08.458 - Parlamentarische Initiative

Präzisierung des Anwendungsbereichs der Bestimmungen über die verdeckte Ermittlung

Investigation secrète. Restreindre le champ d'application des dispositions légales

Die SVP setzte sich dafür ein, dass in der Strafprozessordnung die verdeckte Fahndung auch zur Erkennung von allfälligen Delikten möglich wird. Da der entsprechende Antrag knapp abgelehnt wurde, sind entsprechende Regelungen nun auf kantonaler Stufe im Polizeirecht einzuführen. In der Schlussabstimmung wurde die Vorlage einstimmig unterstützt.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Weiterhin Hindernisse für eine verdeckte Fahndung; leidtragende sind die Kinder!

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-
78	45	2	25	3	-	-	3	-	-
86	-	18	-	6	11	14	36	1	-
3	2	-	-	-	-	-	1	-	-

[Art. 298b Abs. 1 Bst. a StPO; verdeckte Fahndung]

11.3211 - Motion

Keine Polizistinnen und Polizisten ohne Schweizer Pass

Pas de policier sans passeport suisse

In der Wintersession 2012 lehnte der NR eine Motion seitens der SVP ab, die verlangte, dass nur noch Schweizer Bürgerinnen und Bürger als Polizistinnen und Polizisten tätig sein dürfen.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Polizistenberuf auch weiterhin ohne Schweizer Pass möglich.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-
68	52	4	9	2	-	-	-	1	-
105	-	20	17	5	10	11	42	-	-
9	-	4	3	1	-	1	1	-	-

[Abstimmung NR vom 13. Dezember 2012]

11.4046 - Motion

Adoptionsrecht. Gleiche Chancen für alle Familien

Droit de l'adoption. Même chances pour toutes les familles

In der Frühjahrssession 2013 hat sich der SR dem NR angeschlossen und der Adoption von Stiefkindern in einer eingetragenen Partnerschaft zugestimmt. Der NR hatte die Motion abgeändert und die Vorlage auf die Stiefkinderadoption eingeschränkt. Die SVP lehnte beide Varianten ab.

Stand der Beratung: Angenommen

Fazit: Die SVP hat im Parlament Vorstösse zur Stiefkindadoption durch gleichgeschlechtliche Paare abgelehnt. Das Partnerschaftsgesetz war seinerzeit an der Urne nur deshalb mehrheitsfähig, weil das Adoptionsrecht ausgeklammert wurde. Aus Sicht der SVP sollte bezüglich Adoption jedes Kind idealerweise sowohl eine weibliche wie auch eine männliche Bezugsperson haben. Im Rahmen der Vorlage 14.094 (ZGB. Adoption) soll die Motion umgesetzt werden.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
113	44	18	11	8	11	12	44	1	26
64	-	8	17	-	-	-	-	-	16
4	-	1	1	1	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR/SR vom 13. Dezember 2012 bzw. 4. März 2013]

12.422 - Parlamentarische Initiative

Lebenslängliche Freiheitsstrafe mit Ausschluss bedingter Entlassung

Prévoir une peine privative de liberté à vie assortie de l'exclusion de toute possibilité de libération conditionnelle

In der Sommersession 2013 gab der NR einer parlamentarischen Initiative aus den Reihen der SVP keine Folge, die verlangte, dass ein Gericht die vorzeitige bedingte Entlassung bei Wiederholungstätern oder besonders skrupellosen Taten ausschliessen kann.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Wiederholungstäter können weiterhin bedingt aus dem Strafvollzug entlassen werden. Die SVP hat sich konsequent für die Sicherheit der Bürgerinnen und Bürger eingesetzt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-
66	52	3	8	2	-	-	-	1	-
110	-	24	20	6	8	12	40	-	-
5	-	1	1	1	1	1	-	-	-

[Abstimmung NR vom 3. Juni 2013]

10.077 - Geschäft des Bundesrates

Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz. Sanierungsrecht

Loi sur la poursuite pour dettes et la faillite. Droit de l'assainissement

In der Sommersession 2013 stimmten die eidg. Räte in der Schlussabstimmung – gegen den Willen der SVP – dem neuen Sanierungsrecht zu. Damit soll das Insolvenzrecht und dabei namentlich das Recht über das Nachlassverfahren in verschiedenen Punkten angepasst werden. Das Sanierungsrecht sieht vor, dass Unternehmen im Insolvenzverfahren nicht zwingend im Konkurs enden. Aus Sicht der SVP bringen die Gesetzesänderung jedoch vor allem für KMU beachtliche Nachteile.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die KMU werden erneut geschwächt; verantwortlich dafür ist die Mitte-Links-Mehrheit des Parlaments.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
104	-	-	24	9	12	13	45	1	35	
84	53	27	4	-	-	-	-	-	8	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	

[Schlussabstimmung NR/SR vom 21. Juni 2013]

13.408 - Parlamentarische Initiative

Beschränkung der Löschung der DNA-Profile von Personen

Limiter les conditions déterminant l'effacement des profils d'ADN

Die DNA-Profile von rechtskräftig verurteilten Straftätern werden nach fünf bzw. nach zehn Jahren gelöscht. Dies hat erhebliche Konsequenzen bei der Aufklärung von Vergehen und Verbrechen, da gemäss Kriminalitätsstatistik verurteilte Straftäter mit hoher Wahrscheinlichkeit erneut straffällig werden. Problematisch ist auch die Löschung von DNA-Profilen unmittelbar nach dem Tod, denn damit können hängige Straffälle allenfalls nicht abgeschrieben werden, weil nicht erkannt werden kann, dass die tatverdächtige Person bereits verstorben ist. Während der NR der parlamentarischen Initiative noch Folge gab, lehnte dies der SR in der Wintersession 2014 ab.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die Löschung der DNA-Profile wird weiterhin dazu führen, dass Straftaten nicht aufgeklärt werden können. Die SVP wird diese zentrale Forderung in der nächsten Legislatur wieder aufnehmen müssen.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	JA	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	-	NEIN
88	51	12	19	4	2	-	-	-	-	12
84	-	14	7	-	9	13	41	-	-	25
2	-	1	-	-	-	-	1	-	-	2

[Abstimmung NR/SR vom 6. Mai 2014 bzw. 2. Dezember 2014]

13.447 - Parlamentarische Initiative

Parlament soll Schweizer Richter und Richterinnen am Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte (EGMR) in Strassburg nominieren

Donner au Parlement la compétence de nommer le juge suisse à Strasbourg

Mit dieser parlamentarischen Initiative wurde seitens der SVP gefordert, dass die Nominierungen zuhanden des Europarates für den Schweizer Sitz am EGMR durch die Bundesversammlung vorgenommen werden soll. Während die eidgenössischen Richterinnen und Richter durch die Bundesversammlung gewählt werden, wird der Schweizer Sitz am EGMR faktisch verwaltungsintern vergeben.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Der Sitz des Schweizer Richters in Strassburg ist und bleibt ein Richtersitz der Verwaltung. Das Parlament hat diesbezüglich kein Mitsprecherecht.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-	-
54		51	-	3	-	-	-	-	-	-
119		-	23	24	9	11	15	37	-	-
2		-	1	1	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung im NR betreffend „Folge geben“ vom 10. Dezember 2014]

13.106 - Geschäft des Bundesrates

Groupe d'action financière. Umsetzung der Empfehlungen 2012: Bundesgesetz zur Umsetzung der 2012 revidierten Empfehlungen der Groupe d'action financière

Groupe d'action financière. Mise en œuvre des recommandations 2012: Loi fédérale sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière, révisées en 2012

Die Empfehlungen der Groupe d'action financière (GAFI), die die international anerkannten Standards zur Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung bilden, wurden 2012 teilrevidiert. Die vorliegende Vorlage schlug verschiedene gesetzgeberische Massnahmen vor, um die revidierten Standards im schweizerischen Recht umzusetzen. Die SVP lehnte die Vorlage in der Schlussabstimmung ab, da sie den vom Bundesrat formulierten Zielen im Bericht zu den „strategischen Stossrichtungen für die Finanzmarktpolitik der Schweiz“ widersprechen. Der Bundesrat will bei der Regulierung des Finanzplatzes wesentlich weiter gehen, als was das Ausland je von der Schweiz verlangt hat. Die Inhalte der Vorlage stellen jeden Bürger als potentiellen Geldwäscher dar und bringen Bürokratie und eine Schwächung des Finanzplatzes

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Eine weitere Schwächung des Finanzplatzes Schweiz wurde beschlossen.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
128		-	24	26	9	12	14	43	-	37
62		57	2	3	-	-	-	-	-	4
5		-	4	1	-	-	-	-	-	4

Neukosten von 1,6 Millionen Franken sowie unbezifferbare Kostenfolge für die negativen Folgen für den Finanzplatz Schweiz

[Schlussabstimmung NR/SR vom 12. Dezember 2014]

12.3113 - Motion

Gewährleistung des Rechts auf freie Meinungsäusserung

Garantir la liberté d'expression

Die Motion fordert, Artikel 261^{bis} des Schweizerischen Strafgesetzbuches so zu ändern, dass er mit der Allgemeinen Bemerkung Nr. 34 des UNO-Menschenrechtsausschusses vom 12. September 2011 zum Internationalen Pakt über bürgerliche und politische Rechte vereinbar ist. Unter Ziffer 49 in der Allgemeinen Bemerkung Nr. 34 wird erläutert, dass Gesetze, die die Äusserung von Meinungen zu historischen Fakten unter Strafe stellen, unvereinbar mit den Verpflichtungen seien, die der Pakt den Vertragsstaaten hinsichtlich der Achtung der Meinungsfreiheit und des Rechts auf freie Meinungsäusserung auferlege. Der Pakt erlaube keine allgemeinen Verbote, eine irrtümliche Meinung zu äussern oder vergangene Geschehnisse unrichtig zu interpretieren. Die Meinungsfreiheit dürfe in keiner Weise eingeschränkt werden. Das Recht auf freie Meinungsäusserung dürfe weder stärker eingeschränkt werden, als Art. 19 Abs. 3 des Pakts vorsieht, noch dürfe es zu einer Verletzung von Art. 20 des Pakts führen.

Kein Parlamentarier der anderen Parteien unterstützte die Motion anlässlich der Beratung im NR in der Frühjahrssession 2014.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die freie Meinungsäusserung wird nicht gewährleistet; selbst Empfehlungen des UNO-Menschenrechtsausschusses – auf welchen sich die anderen Parteien bei anderer Gelegenheit berufen – wird nicht nachgelebt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-	-
129	-	30	26	8	11	12	42	-	-
55	55	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	-	-	-	-	1	-	-	-

[Abstimmung NR vom 11. März 2014]

13.049 - Geschäft des Bundesrates

ZGB. Vorsorgeausgleich bei Scheidung

CC. Partage de la prévoyance professionnelle en cas de divorce

Lässt sich ein Paar scheiden, so sollen künftig die Vorsorgeansprüche auch dann geteilt werden, wenn im Zeitpunkt der Einleitung des Scheidungsverfahrens ein Ehegatte wegen Alter oder Invalidität bereits eine Rente bezieht.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Neue Sozialfälle werden geschaffen, denn in der Regel fallen mit dieser Teilung beide Ehegatten unter das Existenzminimum.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
139	2	30	30	8	12	15	42	-	45
52	52	-	-	-	-	-	-	-	-
3	1	-	-	-	-	-	2	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR vom 19. Juni 2015]

06.441 - Parlamentarische Initiative**Mehr Konsumentenschutz und weniger Missbrauch beim Telefonverkauf**

Pour une protection du consommateur contre les abus du démarchage téléphonique

Die Initiative forderte die Einführung eines Widerrufsrechts in jenen Bereichen, in denen mittels Telefonverkauf ein Produkt oder eine Dienstleistung verkauft wird, also eine Gleichstellung zu den sog. „Haustürgeschäften“, die ein solches Widerrufsrecht bereits vorsehen. Nachdem sich der NR einem Widerrufsrecht widersetzte, welches auch den ganzen Onlinehandel erfasste, besann sich das Parlament auf das Grundanliegen der Initiative zurück und stimmte einem Ausbau des Widerrufsrechts im Telefonverkauf – gegen den Willen der SVP – zu.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Ein weiterer Schlag gegen die Eigenverantwortung; in der Praxis dürfte diese Regelung eher zu neuen Problemen führen, als auf Seite der Konsumenten einen Mehrwert bringen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
137	2	27	28	8	12	15	45	-	41
47	46	1	-	-	-	-	-	-	3
9	7	2	-	-	-	-	-	-	1

[Schlussabstimmung NR/SR vom 19. Juni 2015]

12.046 - Geschäft des Bundesrates**StGB und MStG. Änderung des Sanktionenrechts**

CP et CPM. Réforme du droit des sanctions

Am 1. Januar 2007 trat der revidierte Allgemeine Teil des StGBs in Kraft. Bald darauf wurde ein Revisionsbedarf erkannt. Die Revision sieht vor, dass die Gerichte künftig wieder bedingte und unbedingte Freiheitsstrafen ab drei Tagen aussprechen können; das geltende Recht ging von mindestens 6 Monate dauernden Freiheitsstrafen aus. Gleichzeitig soll die bedingte und teilbedingte Geldstrafen abgeschafft werden. Um die Freiheitsstrafe stärker zu gewichten, soll zudem die Geldstrafe auf 180 (bisher 360) Tagessätze begrenzt werden. Schliesslich soll neben dem geltenden Maximalbetrag von 3'000 Franken auch ein Mindesttagessatz in Höhe von 10 Franken für mittellose Täter gesetzlich festgelegt werden.

Das Parlament ging teilweise weniger weit als der Bundesrat. Der Regeltagesatz wurde zwar auf 30 Franken erhöht, Geldstrafen sollen jedoch weiterhin bedingt ausgesprochen werden können. Insgesamt wäre aus Sicht der SVP bei dieser Gelegenheit eine grundlegende Änderung des Sanktionenrechts angezeigt gewesen, namentlich durch Aufhebung der Geldstrafen. Diese Forderung wurde jedoch nur von Mitgliedern der SVP-Fraktion unterstützt.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Geldstrafen können weiterhin bedingt ausgesprochen werden. Das Sanktionenrecht wurde mit diesen Änderungen nicht wirklich revidiert, nur kosmetische Änderungen wurden vorgenommen. Es bleibt weiterhin unübersichtlich und für den Bürger nicht nachvollziehbar.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
142	3	30	20	8	12	15	45	-	45
50	50	-	-	-	-	-	-	-	-
1	1	-	-	-	-	-	-	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR vom 19. Juni 2015]

15.3500 - Motion

Eine praxistaugliche Swissness

Un projet Swissness aisément applicable

Die Moton forderte, die Inkraftsetzung der Swissness-Vorlage vorerst auszusetzen und die Ausführungsverordnungen zu vereinfachen.

Während die vorberatende Kommission die Motion knapp zur Annahme empfahl, lehnte der NR diese in der Herbstsession 2015 deutlich ab. Eine Mehrheit der SVP-Fraktion unterstützte die Motion.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die Swissness-Vorlage bleibt in ihrer Umsetzung auf Verordnungsstufe kompliziert und damit problematisch.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	JA	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	-	-
72	27	15	12	6	11	-	1	-	-
106	20	14	16	3	1	15	39	-	-
8	8	-	-	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR vom 8. September 2015]

13.3725 - Motion

Verschärfung des Jugendstrafrechts

Durcissement du droit pénal des mineurs

Die Motion aus den Reihen der SVP fordert, eine Verschärfung des Jugendstrafrechts in folgenden Bereichen: bei schweren Verbrechen sind generell unbedingte Strafen auszusprechen; wird eine Massnahme (Heimeinweisung) angeordnet und kooperiert der jugendliche Täter nicht, so muss der Vollzug der Freiheitsstrafe auch in einem Gefängnis möglich sein; der maximale Freiheitsentzug von heute vier Jahren ist massgebliche zu erhöhen; bei besonders schweren Straftaten sollen Jugendliche nach dem Erwachsenenstrafrecht beurteilt werden können.

In der Herbstsession 2015 wurde die Motion knapp abgelehnt, vor allem wegen der ablehnenden Haltung der FDP.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Das Jugendstrafrecht wird nicht verschärft. Die nächsten stossenden Fälle aus der Praxis werden wohl nicht lange auf sich warten lassen. Offenbar hat eine Mehrheit im NR nicht erkannt, dass organisierte kriminelle Banden bewusst Personen einsetzen, die vom Alter her unter das Jugendstrafrecht fallen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-	-
79	54	7	18	-	-	-	-	-	-
89	-	13	8	5	10	12	41	-	-
8	-	-	-	1	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR vom 21. September 2015]

14.035 - Geschäft des Bundesrates

StGB. Korruptionsstrafrecht

CP. Dispositions pénales incriminant la corruption

Die Vorlage hat zum Ziel, in Zukunft die Bestechung Privater von Amtes wegen zu verfolgen und auch dann zu ahnen, wenn sie in der Wirtschaft nicht zu Wettbewerbsverzerrungen führt. Die Schweiz gehört zu den Ländern, die am wenigsten von der Korruption betroffen sind und sie verfügt über ein wirksames Korruptionsstrafrecht.

Die SVP setzte sich als einzige Partei gegen ein Eintreten ein und lehnte die Vorlage in der Schlussabstimmung ab, da die Vorlage praxisfern ist und eine unnötige Regulierung darstellt.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Wieder einmal erfolgt eine Regulierung, ohne dass eine solche notwendig gewesen wäre. Angestachelt durch mögliche Vorfälle innerhalb der FIFA, hatten die anderen Parteien nicht den Mut, grundsätzliche Überlegungen zur Bestechung im Privatrecht anzustellen.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	-
141		1	30	30	8	12	15	45	-	-
53		53	-	-	-	-	-	-	-	-
1		1	-	-	-	-	-	-	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR 25. September 2015]

4.4 - SPK

Staatspolitische Kommissionen

SPK	NR	Fraktionen NR							SR		
Das haben wir erreicht:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten

11.3383 - Motion

Keine Ferienreisen für Flüchtlinge mit Status F

Pas de voyages au pays pour les réfugiés titulaires d'un livret F

Das Parlament überwies eine Motion seitens der SVP die verlangt, dass vorläufig aufgenommene mit F-Ausweis nur noch in Ausnahmefällen Auslandsreisen unternehmen dürfen.

Stand der Beratung: Angenommen

Fazit: Flüchtlinge mit Status F sollen nur ausnahmsweise Auslandsreisen unternehmen dürfen. Die SVP hat hier eine stossende Missbrauchsmöglichkeit beseitigt. Umgesetzt wurde die Motion in der Verordnung über die Ausstellung von Reisedokumenten für ausländische Personen vom 14. November 2012; aus Sicht der SVP wurde die Verordnung nicht so restriktiv verfasst, wie die Motion dies forderte, was die SVP in der Vernehmlassungsantwort entsprechend kritisiert hat. Im Rahmen der Asylgesetzrevision hat die SVP die Forderung deshalb im Rahmen eines Antrags wieder gestellt, fand jedoch keine Unterstützung (siehe Vorlage 14.063).

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	-	NEIN	NEIN	NEIN	JA
114	58	31	21	4	-	-	-	-	20
68	-	2	7	-	-	21	37	1	17
4	-	-	4	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR/SR vom 28. September 2011 bzw. 5. März 2012]

10.052/Entwurf 1 - Geschäft des Bundesrates

Asylgesetz. Änderung

Loi sur l'asile. Modifications

NR und SR haben in der Wintersession 2012 in der Schlussabstimmung die Vorlage angenommen. Die SVP hat sich mehrheitlich der Stimme enthalten, da ihr gewisse Bereiche zu wenig weit gingen. U.a. wollte die SVP Asylsuchenden nur noch Nothilfe gewähren und keine Sozialhilfe mehr und das Familienasyl abschaffen. Ehegatten und Kinder von Flüchtlingen sollen demnach weiterhin als Flüchtlinge anerkannt werden. Nur für andere nahe Angehörige soll dies nicht mehr möglich sein. Nein sagte der NR auch zu geschlossenen Zentren für Asylsuchende, welche die öffentliche Ordnung stören. Er will solche Personen aber in besonderen Zentren unterbringen. Diese Forderung wurde in den Entwurf 3 (dringliche Vorlage) eingebaut, ebenso der Bereich Wehrdienstverweigerer (kein Asylgrund mehr) und die Abschaffung des Botschaftsasyls.

Im Weiteren sollen Wiedererwägungs- und Mehrfachgesuche ohne neue Begründung formlos abgeschrieben werden.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Verschärfung des Asylgesetzes – ein kleiner Schritt in die richtige Richtung. Viele sinnvolle Vorschläge der SVP zu einer Behebung der Asylmisere wurden indes abgelehnt. Zudem wird das Gesetz von den zuständigen Behörden nur ungenügend vollzogen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	-	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	JA
90	11	29	30	8	11	-	-	1	30
55	-	-	-	-	-	14	41	-	8
47	44	-	1	-	-	-	2	-	5

[Schlussabstimmung NR/SR vom 14. Dezember 2012]

10.052/Entwurf 3 - Geschäft des Bundesrates

Asylgesetz. Änderung (Dringliche Änderung des Asylgesetzes)

Loi sur l'asile. Modification (Modifications urgentes de la loi sur l'asile)

Mit der Revision des Asylgesetzes (Erlass 3; dringliche Änderungen) sollen Wehrdienstverweigerer nicht mehr als Flüchtlinge anerkannt werden. Ausserdem sollen auf Schweizer Botschaften keine Asylgesuche mehr eingereicht werden können. Für renitente Asylsuchende sollen spezielle Zentren errichtet werden. Diese beiden Änderungen wurden in eine dringliche Vorlage überführt. Die Schweizer Stimmbürger haben die Vorlage in der Referendumsabstimmung vom 9. Juni 2013 klar gutgeheissen.

Stand der Beratung: Erledigt; Zustimmung vom Volk am 9. Juni 2013 mit 78.4%.

Fazit: Kein Asyl für Militärdienstverweigerer und kein Botschaftsasyl. In der Praxis hat sich unterdessen gezeigt, dass die vom Parlament beschlossene Verschärfung im Bereich Wehrdienstverweigerer nicht umgesetzt wird.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	JA
90	11	29	30	8	11	-	-	1	30
55	-	-	-	-	-	14	41	-	8
47	44	-	1	-	-	-	2	-	5

[Schlussabstimmung NR/SR vom 28. September 2012]

11.018 - Geschäft des Bundesrates

Massnahmen gegen Zwangsheiraten. Bundesgesetz

Mesures de lutte contre les mariages forcés. Loi

In der Sommersession 2012 ist der NR in einer letzten Differenz im Sinne der SVP auf die schärfere Linie des SR eingeschwenkt. So muss ein Gericht auch dann eine erzwungene Heirat aufheben, wenn die Eheleute diese weiterführen möchten. Nur so können später auftretende Abhängigkeiten verhindert werden.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Wichtiger Schritt im Kampf gegen Zwangsheiraten.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
188	55	27	31	9	12	8	45	1	41
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	-	-	-	-	-	7	-	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR vom 15. Juni 2012]

11.490 - Parlamentarische Initiative

Transparentes Abstimmungsverhalten

Transparence des votes

In der Frühjahrsession 2013 änderte der SR – auf Initiative der SVP – sein Abstimmungssystem. Veröffentlicht werden im SR damit alle Gesamt- und Schlussabstimmungen. Mit der Forderung nach einem gleichwertigen System zum NR kam die SVP nicht durch; es wurde jedoch vorliegend ein Schritt in die richtige Richtung erreicht.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Dank der SVP wird das Abstimmungsverhalten im SR für die Bürgerinnen und Bürger endlich sichtbarer. Die SVP wird hier am Ball bleiben und in der nächsten Legislatur eine Änderung des Parlamentsrechts anstreben, damit im SR alle Abstimmungen (nicht nur die Gesamt- und Schlussabstimmungen) im Sinne der Transparenz veröffentlicht werden.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
-	-	-	-	-	-	-	-	-	JA
-	-	-	-	-	-	-	-	-	28
-	-	-	-	-	-	-	-	-	14
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[Schlussabstimmung SR vom 22. März 2013]

10.3917 - Motion

Zugriff seitens der Polizei auf die ISA-Datenbank

Accès de la police à la banque de données ISA

In der Herbstsession 2012 / Frühjahrsession 2013 haben NR / SR einer Motion seitens der SVP zugestimmt, die der Polizei die Möglichkeit geben soll, zu Fahndungszwecken Fotos im ISA-Fahndungssystem einsehen zu können. Der Bundesrat muss nun eine Vorlage ausarbeiten.

Stand der Beratung: Angenommen

Fazit: Verbesserung der polizeilichen Fahndungsmöglichkeiten.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	JA
85	48	-	11	8	12	-	5	1	21
82	-	23	12	-	-	13	34	-	15
5	-	3	2	-	-	-	-	-	1

[Abstimmung NR/SR vom 10. September 2012 bzw. 14. März 2013]

12.098 - Geschäft des Bundesrates

Gegen Masseneinwanderung. Volksinitiative

Contre l'immigration de masse. Initiative populaire

Die Volksinitiative der SVP verlangt die Rückgewinnung der Steuerung und Kontrolle über die Zuwanderung und eine Anpassung des Personenfreizügigkeitsabkommens mit der EU. Gegen den Willen der SVP haben NR und SR beschlossen, Volk und Ständen die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen. Volk und Stände haben am 9. Februar 2014 über die Vorlage befunden und dieser zugestimmt.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Das Parlament will nichts gegen die Massenzuwanderung unternehmen. Volk und Stände haben gegen die Parlamentsmehrheit und im Sinne der SVP entschieden. Damit hat der Souverän sich klar zur Selbstbestimmung in diesem Bereich ausgesprochen. Nun geht es darum, diese neue Verfassungsbestimmung umzusetzen. Nach Annahme der Vorlage hat der Bundesrat drei Jahre Zeit. Über eineinhalb Jahre sind seither vergangen und es zeichnet sich ab, dass der Bundesrat alle Register zieht, um eine Umsetzung zu verunmöglichen. Wenn der Bundesrat mit der EU bezüglich der Anpassung des Personenfreizügigkeitsabkommen Verhandlungen ankündigt und gleichzeitig bekannt gibt, dass ein Entgegenkommen der EU nicht zu erwarten ist, zeigt dies, dass der Wille zur Beachtung des Volkswillens fehlt.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
	140	-	30	31	9	12	12	46	-	37
	54	54	-	-	-	-	-	-	-	5
	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR vom 27. September 2013 betreffend Ablehnungsempfehlung]

11.022 - Geschäft des Bundesrates
Bürgerrechtsgesetz. Totalrevision
 Loi sur la nationalité. Révision totale

Die Totalrevision wurde in der Sommersession 2014 verabschiedet.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Wer den roten Pass will, muss künftig über eine Niederlassungsbewilligung (C-Bewilligung) verfügen und gut integriert sein - die öffentliche Ordnung achten, die Werte der Verfassung anerkennen, erwerbstätig sein und sich mündlich und schriftlich in einer Landessprache verständigen können. Entgegen dem Willen der SVP wurde die Mindestaufenthaltsdauer von heute zwölf auf zehn Jahre gesenkt. Die Jahre in der vorläufigen Aufnahme werden dafür nur noch zur Hälfte an diese Frist gezählt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	
133	-	28	27	9	10	14	44	1	
54	54	-	-	-	-	-	-	-	
1	-	-	1	-	-	-	-	-	

[Abstimmung vom 13. März 2014 über den Antrag der SVP für die Beibehaltung von 12 Jahren als Mindestaufenthaltsdauer für eine Einbürgerung]

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-	
105	-	24	12	2	10	14	42	-	
73	52	-	14	7	-	-	-	-	
2	-	2	-	-	-	-	-	-	

[Abstimmung vom 13. März 2014 über den Antrag der SVP, die Amtssprache der Einbürgerungsgemeinde beherrschen zu müssen anstelle einer Landessprache]

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	-	JA
135	57	30	27	9	12	-	-	-	29
60	-	-	-	-	-	15	45	-	12
2	-	-	2	-	-	-	-	-	4

[Schlussabstimmung NR/SR vom 20. Juni 2014]

14.025 - Geschäft des Bundesrates

Asylgesetz. Verlängerung der dringlichen Änderungen

Loi sur l'asile. Prorogation des modifications urgentes

Die dringlichen Änderungen des Asylgesetzes (welche nach der Herbstsession 2012 in Kraft traten und bis im September 2015 gültig waren) wurden in der Herbstsession 2014 mit dieser Vorlage bis 28. September 2019 verlängert.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Mit der Annahme dieser Vorlage konnte die befristete Gesetzesänderung, welche im Juni 2013 auch in einer Referendumsabstimmung vom Souverän gutgeheissen wurde, verlängert werden. Wichtig sind jedoch nicht diese Gesetzesänderungen, sondern, dass die bestehenden Gesetze konsequent angewendet werden. Bereits kurz nach Inkrafttreten der dringlichen Beschlüsse 2012 haben der Bundesrat und das Bundesverwaltungsgericht mit gegenteiligen Beschlüssen eine konsequente Asylpolitik verhindert.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA	-	JA
179	57	30	29	9	12	-	42	-	40
4	-	-	-	-	-	4	-	-	-
15	-	-	-	-	-	11	4	-	5

[Schlussabstimmung NR/SR vom 26. September 2014]

11.446 - Parlamentarische Initiative

Für ein Auslandschweizergesetz

Pour une loi sur les Suisses de l'étranger

Mit dieser Vorlage werden alle Gesetzesbestimmungen, welche die Schweizer im Ausland betreffen in einem neu geschaffenen Auslandschweizergesetz zusammen genommen. Die Vorlage wurde in der Herbstsession 2014 angenommen.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die SVP hatte ursprünglich kein Auslandschweizergesetz schaffen wollen, da sie keine Notwendigkeit darin sah. Da aber die Forderungen der SVP mehrheitlich durchgekommen sind (v.a. die Forderung, dass der Auslandschweizerrat nicht im Gesetz legitimiert wird) hat die Fraktion die Vorlage in der Schlussabstimmung mehrheitlich unterstützt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	-	NEIN
120	51	25	26	8	10	-	-	-	-
54	-	-	-	-	-	12	42	-	-
2	1	-	-	-	-	-	1	-	-

[Abstimmung vom 15. September 2014 über die Frage, ob der Auslandschweizerrat im Gesetz aufgeführt werden soll. Die Frage wurde im Rahmen des Differenzbereinigungsverfahrens geklärt. Der SR hatte den ASR nicht aufnehmen wollen, der NR zuerst schon. Die aufgeführte Abstimmung der Differenzbereinigung hat den definitiven Entscheid ausgemacht.]

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
160	36	29	28	9	12	13	33	-	44
18	18	-	-	-	-	-	-	-	-
18	3	-	-	-	-	2	13	-	1

[Schlussabstimmung NR/SR vom 26. September 2014]

13.086 - Geschäft des Bundesrates

Stopp der Überbevölkerung - zur Sicherung der natürlichen Lebensgrundlagen. Volksinitiative

Halte à la surpopulation - Oui à la préservation durable des ressources naturelles. Initiative populaire

Die Volksinitiative verlangt, dass die ständige Wohnbevölkerung in der Schweiz infolge Zuwanderung nicht um mehr als 0,2% pro Jahr wachsen darf. Zudem gibt sie vor, dass der Bund mindestens 10% seiner Mittel für die Entwicklungshilfe in die Förderung der freiwilligen Familienplanung investieren muss. Die Initiative wurde von beiden Räten in der Sommersession 2014 dem Volk zur Ablehnung empfohlen.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die SVP Fraktion hat die Volksinitiative mehrheitlich nicht unterstützt, da die Zuwanderungsbeschränkung zu wenig flexibel ist und nicht der wirtschaftlichen Situation entsprechend angepasst werden kann. Ausserdem lehnte die SVP Fraktion die Vorgaben betreffend Entwicklungshilfe klar ab. Es ist nicht die Aufgabe der Schweiz, in anderen Ländern Familienpolitik zu betreiben.

Die Delegierten der SVP Schweiz haben diese Haltung bestätigt und die NEIN-Parole für die Abstimmung gefasst. Das Volk hat die Initiative am 30. November 2014 klar abgelehnt.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-	NEIN
	190	49	30	30	9	12	15	45	-	44
	3	3	-	-	-	-	-	-	-	1
	5	5	-	-	-	-	-	-	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR vom 20. Juni 2014 zur Ablehnungsempfehlung]

SPK	NR	Fraktionen NR								SR	
Dafür haben wir gekämpft:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten

10.090 - Geschäft des Bundesrates

Staatsverträge vors Volk! Volksinitiative

Accords internationaux: la parole au peuple! Initiative populaire

NR und SR haben in der Wintersession in der Schlussabstimmung die Volksinitiative „Staatsverträge vors Volk“ zur Ablehnung empfohlen. Volk und Stände lehnten die Initiative am 17. Juni 2012 ab.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Das Volk verzichtet auf eine starke Mitsprache bei Staatsverträgen. Diesen Entscheid des Souveräns gilt es zu akzeptieren.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN
139	-	29	31	7	12	15	44	1	36
56	55	1	-	-	-	-	-	-	6
1	-	-	-	1	-	-	-	-	1

[Schlussabstimmung NR/SR vom 23. Dezember 2011]

11.3751 - Motion

Massnahme zur besseren Vereinbarkeit von Volksinitiativen mit den Grundrechten

Mesure visant à garantir une meilleure compatibilité des initiatives populaires avec les droits fondamentaux

Der NR hat in der Wintersession 2011 einem Vorstoss aus dem SR zugestimmt, der eine Vorprüfung von Volksinitiativen vor Beginn der Unterschriftensammlung fordert. Besteht die Initiative die Vorprüfung nicht, muss auf den Unterschriftenbögen ein „Warnhinweis“ angebracht werden, dass die Initiative mit dem Völkerrecht in Konflikt steht. Der SR hat in der Herbstsession 2011 bereits zugestimmt. Der Bundesrat hat in der Folge eine Vorlage ausgearbeitet und diese in die Vernehmlassung geschickt. Die Vorschläge des Bundesrats wurden grossmehrheitlich abgelehnt.

Stand der Beratung: Angenommen; abschlägiges Vernehmlassungsergebnis

Fazit: Der Bundesrat und die anderen Parteien wollen die Lancierung von Volksinitiativen erschweren und die Volksrechte abbauen. Die SVP wehrt sich vehement gegen diese Tendenz. Erst in der vom Bundesrat unterbreiteten Vernehmlassungsvorlage wurde breit anerkannt, dass die SVP mit ihrer ablehnenden Haltung Recht hatte. Es ist jedoch jederzeit damit zu rechnen, dass der Bundesrat entsprechende Vorschläge zum Abbau der Volksrechte wieder unterbreitet.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
103	-	13	23	8	10	13	36	-	-
55	46	9	-	-	-	-	-	-	-
3	-	2	1	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung SR/NR vom 20. September 2011 bzw. 20. Dezember 2011]

11.3468 - Motion

Verbesserung von Volksinitiativen mit den Grundrechten

Mesures visant à garantir une meilleure compatibilité des initiatives populaires avec les droits fondamentaux

In der Frühjahrsession 2012 hat der SR gegen den Willen der SVP eine Motion aus dem NR mit Stichentscheid des Präsidenten angenommen, wonach Volksinitiativen, die den Kerngehalt der Grundrechte verletzen, vom Parlament künftig noch vor einer Abstimmung für ungültig erklärt werden sollen. Der Bundesrat muss nun eine Verfassungsänderung ausarbeiten.

Stand der Beratung: Angenommen; abschlägiges Vernehmlassungsergebnis

Fazit: Volksrechte sollen geschwächt, Gutachtermeinungen sollen gestärkt werden. Nur die SVP wehrt sich geschlossen dagegen. Erst im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens erfolgte – analog der Argumente der SVP – die breite Ablehnung.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
99	-	8	24	7	10	13	37	-	21
59	45	14	-	-	-	-	-	-	20
2	-	1	1	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR/SR vom 20. Dezember 2011 bzw. 29. Februar 2012]

10.3173 - Motion

Runter mit den Masken

Bas les masques!

In der Frühjahrsession 2012 hat der SR eine Motion seitens der SVP für ein Vermummungsverbot stillschweigend abgelehnt. Der NR hatte die Motion angenommen.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Der SR verhindert ein wirkungsvolles Vermummungsverbot.

NR	SVP	FDP	CEg	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	J/N	JA	JA	-	NEIN	NEIN	-	NEIN
101	59	12	27	3	-	-	-	-	-
77	-	12	5	-	-	21	38	-	-
9	-	8	-	1	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR/SR vom 28. September 2011 bzw. 5. März 2012]

11.409 - Parlamentarische Initiative

Ausschluss vom Asylverfahren für Drogenhändler

Exclure les trafiquants de drogue de la procédure d'asile

In der Frühjahrsession 2012 hat der NR einen Vorstoss seitens der SVP abgelehnt, der forderte, dass Asylbewerber, die mit Drogen gehandelt haben, vom Asylverfahren ausgeschlossen werden.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Völlig unverständlicher Entscheid des NR, der weiterhin krasse Missbräuche im Asylwesen zulässt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	-	-
97	1	15	26	-	-	13	42	-	-
73	44	10	-	9	10	-	-	-	-
1	-	-	1	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR vom 8. März 2012]

10.3558 - Motion

Entwicklungshilfe an Kooperation im Asylbereich koppeln

Comportement coopératif dans les domaines de l'asile et des étrangers comme condition de l'aide au développement

Der SR hat in der Frühjahrsession 2012 eine Motion seitens der SVP abgelehnt, die verlangte, dass die Entwicklungshilfe an die Kooperation im Asylbereich zu koppeln sei. Ein paar Tage zuvor hatte der SR der Motion noch zugestimmt. Da jedoch bei der Abstimmung oder beim Zählen Fehler unterlaufen waren, musste die Abstimmung wiederholt werden. Im NR erhielt die Motion zuvor eine Mehrheit.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Ein wichtiges Druckmittel im Bereich der Kooperation im Asylwesen wird weiterhin nicht genutzt. Die Anstrengungen der SVP zur Verbesserung der Situation im Asylbereich werden von einer Mitte-Links-Mehrheit konsequent unterlaufen.

NR	SVP	FDP	CEg	BDP		GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	NEIN	NEIN	-	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN
104	59	30	14	1	-	-	-	-	17
80	-	3	15	2	-	21	38	1	25
1	-	-	1	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR/SR vom 28. September 2011 bzw. 12. März 2012]

11.480 - Parlamentarische Initiative

Pa.Iv. Fraktion V. Mitsprache des Parlaments bei Verordnungen des Bundesrats

Iv.pa. Groupe V. Ordonnances du Conseil fédéral. Droit de veto du Parlement

Die Pa.Iv. forderte, dass dem Parlament gegen bundesrätliche Verordnungen ein einfaches Veto, ohne Möglichkeit der Abänderung, zustehen sollte (50 Mitglieder des NR und 12 Mitglieder des SR). Während der NR der Vorlage in der Herbstsession 2012 mit 127 zu 34 Stimmen bei 2 Enthaltungen zustimmte, lehnte Sie der SR in der Wintersession 2012 ab.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Immer häufiger wird bei der Umsetzung von Bundesgesetzen durch Verordnungen der Wille des Gesetzgebers nicht korrekt berücksichtigt. Ein Verordnungsveto wäre deshalb ein wichtiges Instrument des Parlaments. Ende der Legislatur versuchte die SVP diese Forderung erneut durchzubringen (14.422); die ständerätliche Kommission wehrt sich erneut gegen die Vorlage; die Beratungen werden in der neuen Legislatur wieder aufgenommen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA	NEIN
127	42	22	24	7	12	13	6	1	-
34	-	-	-	-	-	1	33	-	-
2	-	-	1	-	-	1	-	-	-

[Abstimmung NR/SR vom 13. September 2012 bzw. 27. November 2012]

01.080 - Geschäft des Bundesrates

Staatsleitungsreform / Réforme de la direction de l'Etat

Entwurf 6 : Regierungs- und Verwaltungsorganisationsgesetz

Projet 6 : Loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration

Das Parlament hat sich in der Herbstsession 2012 dafür ausgesprochen, dass der Bundesrat bei Bedarf vier bis sechs zusätzliche Staatssekretäre ernennen kann. Diese dürfen den Bundesrat jedoch nicht im Parlament vertreten. Die SVP sprach sich als einzige Partei gegen den Ausbau der Staatssekretäre aus. Im Sinne der SVP wurde eine gesonderte Vorlage zur Verlängerung des Bundespräsidiums auf zwei Jahre ebenso abgelehnt, wie eine in diesem Zusammenhang vom Kanton Tessin lancierte Standesinitiative (10.321), welche eine Vergrößerung des Bundesrates auf 9 Mitglieder forderte.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
136	-	29	28	9	11	14	44	-	41	
48	48	-	-	-	-	-	-	1	-	
4	-	-	3	-	1	1	-	-	3	

[Schlussabstimmung NR/SR Staatssekretäre 28. September 2012 bzw. 27. November 2012]

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Zusätzliche Staatssekretäre blähen den Verwaltungsapparat unnötig auf. Die SVP setzt sich als einzige Partei konsequent für einen schlanken Staat ein. Die Forderung der Aufstockung des Bundesrates auf 9 Mitglieder wurde in der Folge wieder aufgenommen; der entsprechenden parlamentarischen Initiative (13.443) wurde Folge gegeben; die Umsetzungsvorlage ist noch hängig.

12.056 - Geschäft des Bundesrates

Volkswahl des Bundesrates. Volksinitiative

Election du Conseil fédéral par le peuple. Initiative populaire

Das Parlament hat in der Wintersession 2012 in der Schlussabstimmung beschlossen, die Volksinitiative der SVP für eine Volkswahl des Bundesrates zur Ablehnung zu empfehlen. Volk und Stände lehnte die Volksinitiative am 9. Juni 2013 ab.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN
137	-	29	31	9	12	12	43	1	34	
49	48	-	-	-	-	1	-	-	5	
9	7	-	-	-	-	1	1	-	3	

[Schlussabstimmung NR/SR vom 14. Dezember 2012]

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die SVP hat eine Diskussion über den Ausbau der Volksrechte ermöglicht. Das Volk hat eine solche Erweiterung schliesslich abgelehnt.

11.478 - Parlamentarische Initiative

Stopp der Masseneinwanderung

Stopper l'immigration de masse

Der NR hat in der Herbstsession 2012 eine Pa.lv. der SVP-Fraktion mit dem Wortlaut der Volksinitiative „Gegen Masseneinwanderung“ abgelehnt. Über die in diesem Sinne lancierte Volksinitiative stimmte der Souverän am 9. Februar 2014 ab und nahm diese an.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die SVP musste die Volksinitiative „Gegen Masseneinwanderung“ Volk und Ständen vorlegen; der Souverän hat das Anliegen der SVP schliesslich unterstützt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-
132	-	26	28	9	10	14	44	1	-
49	49	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR vom 24. September 2012]

10.333 - Standesinitiative

Nationales Verhüllungsverbot im öffentlichen Raum

Interdiction de se couvrir le visage dans les lieux publics

Nach dem SR in der Frühjahrsession 2011 hat in der Herbstsession 2012 auch der NR der Standesinitiative keine Folge gegeben, die ein nationales Verhüllungsverbot forderte.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Ein Verhüllungsverbot im öffentlichen Raum wird seitens des Parlaments auf Bundesebene nicht angegangen. Der Kanton Tessin hat ein entsprechendes Verbot mittlerweile angenommen. Ein überparteiliches Komitee hat am 29. September 2015 auf Bundesebene eine Volksinitiative vorgestellt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN
87	48	8	23	8	-	-	-	-	4
93	-	16	8	-	10	15	43	1	24
3	-	3	-	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung SR/NR vom 9. März 2011 bzw. 28. September 2012]

11.3920 - Motion

Kein Familiennachzug für vorläufig Aufgenommene

Pas de regroupement familial pour les étranger admis à titre provisoire

In der Sondersession 2013 lehnte der NR - mit Stichentscheid der Präsidentin - eine Motion seitens der SVP ab, welche keinen Familiennachzug für vorläufig Aufgenommene forderte.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Auch vorläufig aufgenommene Personen sollen ihre Familien in die Schweiz nachziehen können. Die unkontrollierte Einwanderung nimmt auf allen Schienen zu. Die Mitte-Parteien schauen tatenlos zu.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	-
91	55	27	5	3	-	-	-	1	-
92	-	-	20	5	11	14	42	-	-
7	-	2	5	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR vom 17. April 2013]

11.3833 - Motion

Ein Asylgesuch mit einer Beschwerdemöglichkeit reicht. Keine Wiedererwägungs- und Mehrfachgesuche mehr

Asile. Non aux demandes de réexamen et aux demandes multiples

In der Sondersession 2013 lehnte der NR eine Motion seitens der SVP ab, welche forderte, dass nach Abschluss des erstinstanzlichen Verfahrens sowie des Beschwerdeverfahrens – bis zum Verlassen der Schweiz - das Einreichen eines zweiten Asyl- oder Wiedererwägungsgesuchs oder anderer Rechtsbehelfe ausgeschlossen ist.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Asylsuchende haben weiterhin die Möglichkeit, Beschwerdewege ohne Ende zu nutzen und Entscheide hinauszuzögern. Dies belastet auch unseren Justizapparat. Die Mitte-Links-Parteien unterlaufen alle Bemühungen zum Kampf gegen Missbräuche im Asylwesen.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-
71		55	10	5	1	-	-	-	-	-
106		-	13	20	7	11	13	41	1	-
11		-	6	5	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR vom 17. April 2013]

12.070 - Geschäft des Bundesrates

Kantonsverfassung Schwyz. Gewährleistung

Constitution du canton de Schwyz. Garantie

Gegen den Willen der SVP haben NR und SR das Wahlsystem in der Schwyzer Kantonsverfassung nicht garantiert. Die Räte beschlossen in der Frühjahrsession 2013 § 48 Abs. 3 KV nicht zu gewährleisten.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Politischer Eingriff in die Souveränität des Kantons Schwyz. Volksmehr zählt weniger als Parlamentsmehrheit.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	JA	NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN
91		52	12	24	3	-	-	-	-	18
100		1	17	6	6	12	13	44	1	24
-		-	-	-	-	-	-	-	-	1

[Abstimmung zu § 48 Abs. 3 KV SR/NR vom 14./18. März 2013]

11.493 - Parlamentarische Initiative

IWF-Kredite sind zwingend dem Referendum zu unterstellen

Obligation de soumettre les crédits accordés au FMI au référendum

Gegen den Willen der SVP lehnte es der NR ab, gesetzliche Grundlagen zu schaffen, damit sämtliche Kredite an den IWF automatisch dem Referendum zu unterstellen sind.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: IWF-Kredite und damit grosse finanzielle Risiken sollen weiterhin ohne Mitsprache des Volkes durch das Parlament gesprochen werden können.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-
51		50	-	1	-	-	-	-	-	-
129		-	29	27	8	12	11	41	1	-
1		-	-	-	-	-	1	-	-	-

[Abstimmung NR vom 18. März 2013]

13.3055 - Motion

Verteilung der NR-Sitze auf die Kantone. Ausschliessliche Berücksichtigung von Schweizer Bürgern sowie ausländischen Personen mit Ausweis C oder B

Répartition des sièges entre les cantons au Conseil national. Prise en considération des citoyens suisses et des personnes titulaires d'un livret C ou B uniquement

In der Herbstsession 2013 lehnte der NR eine Motion der SVP-Fraktion ab, die einen Systemwechsel bei der Verteilung der NR-Sitze auf die Kantone verlangte. Damit werden bei der Berechnung der Sitze auch in Zukunft Asylsuchende mitberücksichtigt. Die SVP hatte bei der Berechnung der Wohnbevölkerung ausschliesslich Schweizer Bürger sowie Ausländer mit einer Niederlassungsbewilligung (C-Ausweis) oder eine Aufenthaltsbewilligung (B-Ausweis) berücksichtigen wollen.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die Asyl- und Ausländerpolitik wird weiterhin eine verzerrende Auswirkung auf die Verteilung der NR-Sitze haben.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-
58	51	-	5	2	-	-	-	-	-	-
129	-	29	22	7	12	12	46	1	-	-
6	1	1	3	-	-	1	-	-	-	-

[Abstimmung NR vom 18. September 2013]

12.459 - Parlamentarische Initiative

Einführung eines Finanzreferendums

Introduction d'un référendum financier

Die Fraktion der SVP forderte mit dieser Initiative, dass Bundesbeschlüsse über Verpflichtungskredite und Zahlungsrahmen dem fakultativen Referendum unterstehen, wenn diese neue einmalige Ausgaben oder wiederkehrende Ausgaben nach sich ziehen und dabei einen bestimmten Betrag überschreiten.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Das Volk wird weiterhin nicht über die Möglichkeit verfügen, über Ausgaben zu befinden. Der Fall „Gripen“ bleibt eine Ausnahme, weil dort ein referendumsfähiges Bundesgesetz beschlossen wurde. Im Gegensatz dazu bleiben beispielsweise Abstimmungen über Ausgaben in die Entwicklungshilfe leider weiterhin nicht möglich.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	JA	NEIN	NEIN	JA	-	
71	53	2	4	-	11	-	-	1	-	
115	-	26	24	9	-	14	42	-	-	
3	-	1	-	-	-	-	2	-	-	

[Abstimmung NR vom 3. Dezember 2013]

13.452/13.456/13.458 - Parlamentarische Initiativen

Verfassungsrecht vor Völkerrecht /

Primauté du droit constitutionnel sur le droit international

Rechtsangleichung durch Bundesbehörden. Einhaltung demokratischer Abläufe

Adaptation du droit suisse à des normes étrangères par les autorités fédérales.

Respecter les processus démocratiques

Regelung des Verhältnisses zwischen Bundesgesetzen und Staatsverträgen

Relation entre droit international et droit interne. Clarification

In der Herbstsession 2013 lancierten Mitglieder der SVP-Fraktion drei parlamentarische Initiativen, um dem Landesrecht gegenüber dem Völkerrecht wieder Vorrang zu geben. Neben der SVP unterstützen keine Mitglieder anderer Parteien das Ansinnen.

Fazit: Die SVP muss per Volksinitiative sicherstellen, dass Schweizer Verfassungsrecht dem internationalen Recht vorgeht. Die SVP lancierte im Dezember 2014 die Volksinitiative „Schweizer Recht statt fremde Richter“.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-	-
52	52	-	-	-	-	-	-	-	-
127	-	29	24	9	10	13	42	-	-
1	-	-	1	-	-	-	-	-	-

[13.452: Abstimmung NR vom 8. September 2014]

NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-	-
55	54	1	-	-	-	-	-	-	-
126	-	27	30	6	11	14	38	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[13.456: Abstimmung NR vom 18. September 2014]

NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-	-
54	54	-	-	-	-	-	-	-	-
129	-	29	29	6	11	14	40	-	-
1	-	-	1	-	-	-	-	-	-

[13.458: Abstimmung NR vom 18. September 2014]

13.425 - Parlamentarische Initiative

Kein Familiennachzug für vorläufig Aufgenommene

Pas de regroupement familial pour les personnes admises à titre provisoire

Der NR hat der Initiative der SVP-Fraktion in der Sondersession 2014 keine Folge gegeben.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Damit können vorläufig Aufgenommene weiterhin vom Familiennachzug profitieren, obwohl sie eigentlich gar kein ordentliches Aufenthaltsrecht in der Schweiz hätten. Bereits im April 2013 scheiterte dieses Anliegen der SVP im Nationalrat (11.3920).

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-	
104	-	-	25	9	11	15	43	-	
75	52	23	-	-	-	-	-	-	
2	-	-	2	-	-	-	-	-	

Da der Anteil Sozialhilfeempfänger bei den vorläufig Aufgenommenen sehr hoch ist, bleibt die **finanzielle Belastung, insbesondere für die Gemeinden**, hoch. Mit der steigenden Anzahl vorläufig Aufgenommenen wird dies wohl noch zunehmen.

[Abstimmung im NR betreffend „Folge geben“ vom 8. Mai 2014]

13.406 - Parlamentarische Initiative

Arzneimittel für Zwangsausschaffungen zulassen

Autoriser l'usage de médicaments dans le cadre des renvois forcés

Die Pa.Iv. der SVP-Fraktion forderte, dass bei der Durchsetzung von Zwangsmassnahmen als „ultima ratio“ Arzneimittel verwendet werden dürfen. Der NR hat der Initiative am 12. Dezember 2013 keine Folge gegeben.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Es wird sich nichts daran ändern, dass Zwangsausschaffungen oft nicht möglich sind. Dies ist eine Kapitulation vor dem Recht.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-	-
74	49	9	8	8	-	-	-	-	-
112	-	20	20	-	11	15	46	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung im NR betreffend „Folge geben“ vom 12. Dezember 2013]

12.427 - Parlamentarische Initiative

Legislativplanungsbericht / Rapport sur le programme de la législature

Mit dieser Pa.Iv. forderte die SVP ein vereinfachtes Verfahren bei der Legislativplanung. Anstatt langwierige Sitzungen der Kommissionen – welche materiell keine direkten Folgen haben – soll der Bundesrat einen Bericht zu seinen Legislativzielen dem Parlament nur noch zur Kenntnis bringen.

Nach langem hin und her resultierte eine Lösung, welche immerhin besser war, als das aktuelle System. In der Schlussabstimmung stimmte die SVP zu, da es immerhin ein Schritt in die richtige Richtung gewesen wäre. Erfolglos, die Mitte-Links-Mehrheit versenkte die Vorlage.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Das langwierige Verfahren der Legislativkommissionen bleibt wie es ist. Das Verschwenden unnötiger Sitzungsgelder ist vorprogrammiert.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	JA	NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	-	JA
92	49	29	11	3	-	-	-	-	37
96	3	-	19	2	12	15	46	-	4
6	2	1	-	3	-	-	-	-	4

[Schlussabstimmung Parlamentsgesetz NR/SR vom 19. Juni 2015]

14.036 - Geschäft des Bundesrates

Asylgesetz. Neustrukturierung des Asylbereichs
Loi sur l'asile. Restructuration du domaine de l'asile

Die Revision hat zum Ziel, Asylverfahren rascher und „rechtstaatlich fair“ durchzuführen. Die Mehrheit der Asylgesuche, für die es keine weiteren Abklärungen braucht, sollen künftig in einem beschleunigten Verfahren mit unentgeltlicher Rechtspflege und -vertretung behandelt und abgeschlossen werden. Diese Asylsuchenden sollen für die gesamte Dauer des Verfahrens bis zu ihrer allfälligen Wegweisung aus der Schweiz in regionalen Zentren des Bundes untergebracht werden. Dieses beschleunigte Verfahren soll maximal 140 Tage dauern. Für den Bau dieser Bundeszentren soll ein neues Plangenehmigungsverfahren mit Enteignungsmöglichkeit durchgeführt werden. Dabei sollen dem EJPD gesetzlich alle Kompetenzen gegeben werden.

Fazit: Die Vorlage rutschte dank einer Mitte-Links-Allianz mühelos durchs Parlament und schadet der Schweiz. Mit Gratisanwälten für alle Asylsuchenden und der Möglichkeit der Enteignung von Liegenschaften durch den Bund für den Bau von Asylzentren, wird eine verfehlte und gefährliche Politik auf dem Buckel der Bürger durchgedrückt. Die Beschleunigung der Verfahren ist unrealistisch, die Vorlage basiert auf veralteten Zahlen und dem mittlerweile gescheiterten Dublin-System. Die Schweiz wird mit dieser Vorlage noch attraktiver für illegale Wirtschaftsmigranten. Daher wird die SVP das Referendum ergreifen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
109	-	22	21	9	8	12	37	-	
53	53	-	-	-	-	-	-	-	
1	-	-	1	-	-	-	-	-	

[Einführung Plangenehmigungsverfahren für Asylzentren, inkl. Enteignungsmöglichkeit (Art. 95a – 95l), (SVP stellte Antrag auf Streichung), Abstimmung NR vom 9. September 2015]

JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
108	-	23	19	9	8	12	37	-	
53	53	-	-	-	-	-	-	-	
3	-	-	3	-	-	-	-	-	

[Einführung unentgeltliche Rechtspflege und -vertretung „Gratisanwalt“ Art. 102f - 102m, Abstimmung NR vom 9. September 2015]

JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
138	-	30	30	7	12	15	44	-	35
55	55	-	-	-	-	-	-	-	5
1	-	-	-	-	-	-	-	-	3

[Schlussabstimmung NR/SR vom 25. September 2015]

4.5 - SiK

Sicherheitspolitische Kommissionen

SiK	NR	Fraktionen NR								SR	
Das haben wir erreicht:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
12.073 - Geschäft des Bundesrates Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht. Volksinitiative <i>Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire. Initiative populaire</i> Der SR beschloss in der Frühjahrsession 2013 – wie zuvor der Bundesrat sowie der NR – an der allgemeinen Wehrpflicht festzuhalten. Er empfiehlt ein Nein zur Volksinitiative der GSoA, die die Aufhebung der allgemeinen Wehrpflicht fordert. Das letzte Wort hatte das Stimmvolk, welches die Initiative am 22. September 2013 deutlich ablehnte. Stand der Beratung : Erledigt Fazit: Allgemeine Wehrpflicht bleibt bestehen. Die SVP setzt sich weiterhin für eine starke Milizarmee ein, welche den Verteidigungsauftrag erfüllen kann.	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	
	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	
	57	-	-	1	-	1	11	44	-	32	
	128	52	28	28	7	11	1	-	1	8	
	4	-	2	-	-	-	-	1	-	2	
	[Schlussabstimmung NR/SR vom 22. März 2013 zur Abstimmungsempfehlung]										
13.3662 - Motion Benachteiligung der Schweizer Sicherheitsindustrie beseitigen <i>Mettre un terme à la discrimination de l'industrie suisse d'armement</i> Die Motion will die Benachteiligung der Schweizer Sicherheits- und Wehrtechnikindustrie im Vergleich mit der internationalen Konkurrenz durch Änderung von Art. 5 Abs. 2 der Kriegsmaterialverordnung (KMV) wie folgt beseitigen. Mit nur einer Stimme Unterschied stimmte der NR der Motion der SiK-SR in der Frühjahrsession 2014 zu. Stand der Beratung: Angenommen Fazit: Die Benachteiligung der Schweizer Sicherheitsindustrie wurde aufgenommen und gleich lange Spiesse wurden geschaffen. Der Bundesrat setzte entsprechende Bestimmungen in der Kriegsmaterialverordnung per 1. November 2014 in Kraft.	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	
	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-	JA	
	94	55	26	11	2	-	-	-	-	26	
	93	1	-	16	6	12	15	43	-	14	
	6	-	3	2	1	-	-	-	-	-	
	[Abstimmung SR/NR vom 26. September 2013 bzw. 6. März 2014]										

13.3002 - Motion

Waffen. Verbesserung des Informationsaustausches zwischen den Behörden der Kantone und des Bundes

Améliorer l'échange d'informations entre les autorités cantonales et fédérales

Um den Datenaustausch zwischen den mit dem Vollzug des Waffengesetzes beauftragten Behörden der Kantone und des Bundes zu verbessern, forderte die Motion eine neue Vorlage des Waffengesetzes, welche zumindest folgende Punkte regelt:

- a. Über einen Entzug oder eine Verweigerung einer Bewilligung oder den Entzug von Waffen durch ein kantonales Waffenbüro sollen Militärbehörden automatisch informiert werden.
- b. Die zuständigen Behörden des Wohnsitzkantons sollen über Personen informiert werden, denen aufgrund der Militärgesetzgebung die persönliche Waffe oder die persönliche Leihwaffe entzogen wurde.
- c. Die Daten der elektronischen Informationssysteme nach Artikel 32a Absatz 2 des Waffengesetzes sollen den kantonalen Polizeibehörden und den zuständigen Behörden des Bundes mittels eines Abrufverfahrens zugänglich gemacht werden, der Zugriff kann auch automatisiert erfolgen.
- d. Die Waffen-Informationssysteme von Bund und Kantonen seien so miteinander zu verbinden, dass die Benutzenden im Rahmen ihrer Zugriffsrechte mit einer einzigen Abfrage prüfen können, ob bestimmte Personen in einem oder mehreren Systemen verzeichnet sind.

Mit Unterstützung der SVP wurde die Streichung von Buchstabe „d“ erreicht. Damit wurde eine Verknüpfung der Waffenregister verhindert. Eine solche Verknüpfung hätte keinen Mehrwert gebracht.

Stand der Beratung: Angenommen (Buchstabe a bis c); Abschreibung im Rahmen der Vorlage 13.109.

Fazit: Eine Verknüpfung der Waffenregister wird Kosten, aber keinen Mehrwert bringen. Dies konnte mit Hilfe der SVP verhindert werden. Im Rahmen der Umsetzung in der Vorlage 13.109 konnte die SVP erreichen, dass eine Nachregistrierung für Waffen entfällt, die vor dem 12. Dezember 2008 erworben wurden. Die Vorlage 13.109 wurde in der Schlussabstimmung vom 25. September 2015 quasi oppositionslos angenommen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	J/N	NEIN	NEIN	NEIN	-	JA
98	55	21	18	4	-	-	-	-	-
76	-	1	8	4	11	14	38	-	-
7	-	4	2	-	-	-	1	-	-

[Abstimmung Annahme der Motion ohne Bst. d; SR/NR vom 18. Juni 2014/11. März 2014]

14.022 - Geschäft des Bundesrates

Nachrichtendienstgesetz

Loi sur le renseignement

Das Nachrichtendienstgesetz (NDG) regelt Aufgaben, Schranken und Kontrolle des Nachrichtendienstes des Bundes (NDB) im In- und Ausland. Es schafft die Voraussetzungen für das rechtzeitige Erkennen von Bedrohungen und Gefahren zum Schutz der Schweiz. Mit dem NDG soll der NDB neue Kompetenzen erhalten. Künftig soll er auch Telefone abhören, Privaträume verwanzeln und in Computer eindringen dürfen.

Stand der Beratung: Erledigt (Referendum angekündigt)

Fazit: Angesichts der Veränderung der Bedrohungslage, der technischen Entwicklungen und des aggressiver gewordenen Umfeldes war es angezeigt, dem NDB erweiterte Kompetenzen einzuräumen, damit dieser seine präventiven Aufgaben wahrnehmen kann. Mit der Einführung einer unabhängigen Aufsichtsbehörde war die Vorlage klar mehrheitsfähig. Linke Kreise haben jedoch bereits das Referendum angekündigt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	-	JA
145	51	30	31	8	10	-	15	-	35
41	1	-	-	-	2	15	23	-	5
8	2	-	-	-	-	-	6	-	3

[Schlussabstimmung NR/SR vom 25. September 2015]

SiK	NR	Fraktionen NR								SR	
Dafür haben wir gekämpft:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten

12.3018 - Motion

Bekämpfung der Gewalt bei Sportanlässen

Lutte contre la violence lors de manifestations sportives

In der Herbstsession 2012 hat der NR eine Motion der SiK-NR – gegen den Willen der SVP – abgelehnt, der Schnellgerichte für gewalttätige Sportfans einrichten wollte.

Stand der Beratung : Erledigt

Fazit: Schnellgerichte als wirkungsvolles Instrument gegen Gewalttäter im Umfeld des Sports werden verhindert.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	-
66	31	9	7	7	8	-	3	1	-
101	11	17	19	1	-	15	38	-	-
7	3	-	-	-	-	-	4	-	-

[Abstimmung NR vom 24. September 2012]

12.085 - Geschäft des Bundesrates

Beschaffung des Kampfflugzeuges Gripen (Rüstungsprogramm 2012 und Gripen-Fondsgesetz)

Acquisition de l'avion de combat Gripen (Programme d'armement 2012 et loi sur le fonds Gripen)

In der Sommersession 2013 stimmten die eidg. Räte dem Bundesbeschluss über die Beschaffung des Kampfflugzeugs Gripen zu (Rüstungsprogramm 2012) und hiessen in der Schlussabstimmung auch das Gripen-Fonds-Gesetz gut. Das Referendum gegen das Gripenfondsgesetz wurde von linken Kreisen ergriffen. Das Volk lehnte die Vorlage am 18. Mai 2014 ab.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die SVP hat sich konsequent für einen sicheren Luftschirm eingesetzt. Der Souverän entschied jedoch anders. Er will derzeit keine neuen Kampfflugzeuge anschaffen. Gleichzeitig wurde im Abstimmungskampf aber von allen Seiten bestätigt, dass ein effektiver Luftpolizeidienst unbestritten ist. In diesem Sinne dürfte der Bundesrat mit einer neuen Evaluation beginnen, denn spätestens mit der Ausmusterung der F/A-18 Abfangjägern dürfte eine Neubeschaffung unbestritten sein.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA
119	53	30	25	9	-	-	1	1	40
71	-	-	2	-	12	12	45	-	2
4	-	-	4	-	-	-	-	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR zum Gripen-Fonds-Gesetz vom 27. September 2013]

13.3520 - Motion

Vermummungsverbot im Strafgesetzbuch

Inscrire dans le Code pénal l'interdiction de dissimuler son visage

In der Wintersession 2013 lehnte der SR eine seitens der SVP eingereichte Motion ab, welche eine Bestimmung ins Strafgesetzbuch aufnehmen wollte, welche eine Vermummung bei Demonstrationen und Kundgebungen zwingend unter Strafe stellt.

Stand der Beratung : Erledigt

Fazit: Vermummungsverbote einzuführen und durchzusetzen bleibt weiterhin den Kantonen überlassen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
-	-	-	-	-	-	-	-	-	NEIN
-	-	-	-	-	-	-	-	-	34
-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung SR vom 2. Dezember 2014]

13.104 - Geschäft des Bundesrates

Schweizer Beteiligung an der KFOR. Verlängerung des Swisscoy-Einsatzes: Bundesbeschluss über die Verlängerung der Schweizer Beteiligung an der multinationalen Kosovo Force (KFOR)

Participation de la Suisse à la KFOR. Prolongation de l'engagement de la Swisscoy : Arrête fédérale portant prolongation de la participation de la Suisse à la Kosovo Force multinationale (KFOR)

Mit dem vorliegenden einfachen Bundesbeschluss wurde der von der Bundesversammlung bis zum 31. Dezember 2014 mandatierte Einsatz der «Swiss Company» (Swisscoy) in der multinationalen Kosovo Force (KFOR) bis zum 31. Dezember 2017 verlängert. Der Maximalbestand soll von gegenwärtig 220 auf neu 235 Armeeangehörige angehoben werden. Hingegen kann der maximale Bedarf an temporären Aufstockungen gesenkt werden. Statt einer Aufstockung um 80 Armeeangehörige während 12 Monaten, soll der Bundesrat neu autorisiert werden, das bestehende Kontingent um höchstens 60 Armeeangehörige für längstens vier Monate zu erhöhen.

Für die SVP ist schon seit Jahren der Zeitpunkt gekommen, das Engagement der Swisscoy einzustellen. Während sich die anderen Nationen zurückziehen, stockt die Schweiz ihre Bestände auf.

Stand der Beratung : Erledigt

Fazit: Der Einsatz bei der KFOR wird bis mindestens Ende 2017 dauern. Es zeichnet sich jedoch ab, dann in der kommenden Legislatur die Schweizer Beteiligung an der KFOR beendet werden wird.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
116	-	28	29	8	11	2	38	-	42
52	49	-	-	-	-	3	-	-	-
13	2	1	-	-	-	9	1	-	-

[Gesamtabstimmung NR/SR vom 13. März 2014 bzw. 4. Juni 2014]

14.059 - Geschäft des Bundesrates

Bundesgesetz über den zivilen Ersatzdienst. Änderung

Loi sur le service civil. Modification

Gegen den Willen der SVP wurde in der Herbstsession 2015 das revidierte Bundesgesetz über den zivilen Ersatzdienst in der Schlussabstimmung angenommen. Damit sollen Zivildienstleistende u.a. auch in Schulen eingesetzt werden können. Zwar dürfen diese dort nicht den Unterricht übernehmen und damit keine Lehrkräfte ersetzen, trotzdem wird damit die Attraktivität des Zivildienstes weiter erhöht.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Der Zivildienst wird attraktiver gemacht, dies zulasten des ordentlichen Militärdienstes.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
	135	-	30	25	8	12	15	45	-	39
	57	55	-	2	-	-	-	-	-	4
	4	-	-	4	-	-	-	-	-	0

[Schlussabstimmung NR/SR vom 25. September 2015]

4.6 - WBK

Kommissionen für Wissenschaft, Bildung und Kultur

WBK	NR	Fraktionen NR	SR	
------------	-----------	----------------------	-----------	--

Dafür haben wir gekämpft:

Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
-------------------	----------	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	--------------	----------	--------

12.033 - Geschäft des Bundesrates

Förderung von Bildung, Forschung und Innovation in den Jahren 2013-2016 : Bundesgesetz über die Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH-Gesetz)

Encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pendant les années 2013-2016 : Loi fédérale sur les écoles polytechniques fédérales (Loi sur les EPF)

In der Herbstsession 2012 wurden die letzten Teile der BFI-Botschaft 2013-2016 von den beiden Räten angenommen. Die SVP hatte eine Erhöhung der Kredite um 292 Millionen Franken erfolglos bekämpft.

Fazit: Bildung, Forschung und Innovation Ja, Kostenexplosion und Masslosigkeit Nein!

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	J/N	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-
105	2	13	16	9	9	14	41	1	-
67	44	13	10	-	-	-	-	-	-
2	-	-	1	-	1	-	-	-	-

Die Vorlage enthält Kredite zugunsten Bildung, Forschung und Innovation in der Höhe von etwa 26 Milliarden Franken. Das Wachstum liegt mit rund 3,7% deutlich über der wirtschaftlichen Entwicklung. Das Parlament stockte diese Kredite um 292 Millionen Franken auf.

[12.033/6; Abstimmung NR vom 11. September 2012 zu Art. 2 Abs. 1; Innovationschecks von 521 Millionen Franken]

09.095 - Geschäft des Bundesrates

Bundesbeschluss über die Jugendmusikförderung (Gegenentwurf zur Volksinitiative "Jugend und Musik")

Arrêté fédéral sur la promotion de la formation musicale des jeunes (contre-projet à l'initiative populaire "Jeunesse et musique")

Entgegen dem mehrheitlichen Willen der SVP nahmen beide Räte in der Frühjahrsession 2012 den Gegenentwurf zur Volksinitiative an. Das Volk nahm diesen am 23. September 2012 mit 73% Ja-Stimmen an.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Jugendmusik Ja, teure Zentralisierung Nein!

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
139	15	28	29	9	9	12	36	1	30
37	37	-	-	-	-	-	-	-	6
24	4	2	2	-	3	3	10	-	3

Die finanziellen Folgen des Gegenvorschlages sind kaum abschätzbar. Sie dürften aber vorwiegend bei den Kantonen spürbar werden.

[Schlussabstimmung NR/SR vom 15. März 2013 zum Gegenentwurf zur Volksinitiative]

11.4027 - Motion

Aktionsplan für die Geothermie

Plan d'action en faveur de la géothermie

In der Frühjahrssession hat der SR und in der Sommersession 2014 der NR die Motion angenommen.

Der Bundesrat wird mit dieser Motion beauftragt aufzuzeigen, wie die Förderung der Geothermie in der Schweiz zusammen mit den Stromproduzenten und anderen Akteuren in konkreten Schritten verbessert werden kann. Dabei sollen folgende Bereiche berücksichtigt werden:

- Exploration und Erforschung von Standorten mit Bohrungen und seismischen Messungen;
- Entwicklung allgemeiner Richtlinien auf Bundesebene für tiefengeothermische Energieprojekte, inklusive Überwachung des Risikos induzierter Seismizität.

Stand der Beratung: Angenommen

Fazit: Aus Sicht der SVP geht es bei dieser Vorlage primär darum, die systematische Angleichung von Schweizer Recht an jenes der EU voranzutreiben und allmählich die lästige Mitwirkung von Wirtschaft und Politik abzuklemmen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
133	6	26	28	8	12	14	39	-	-
44	41	3	-	-	-	-	-	-	-
4	3	1	-	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR vom 17. Juni 2014]

13.058 - Geschäft des Bundesrates

Stipendieninitiative und Totalrevision des Ausbildungsbeitragsgesetzes

Initiative populaire sur les bourses d'études et révision totale de la loi sur les contributions à la formation

Gleichzeitig mit der Stipendieninitiative wurde auch ein indirekter Gegenvorschlag zur Initiative debattiert, welcher einige harmonisierende Elemente der Initiative aufgenommen hat. Im Rahmen des revidierten Ausbildungsbeitragsgesetzes will das Parlament die Stipendienvergabe schweizweit vereinheitlichen. Konkret haben künftig nur noch jene Kantone Anspruch auf Bundesbeiträge für Stipendien, welche die formellen Bestimmungen des Stipendienkonkordats erfüllen.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: In Anbetracht der geringen Chance der Initiative war es nicht ersichtlich, warum man einem Gegenvorschlag zustimmen soll, welcher ebenfalls zentralisiert und harmonisiert.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP		SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
138	4	26	30	9	12	14	43	-	37
53	52	1	-	-	-	-	-	-	5
4	1	3	-	-	-	-	-	-	3

[Schlussabstimmung NR/SR vom 12. Dezember 2014]

Es wurde letztendlich kein Minimalbetrag für ein Stipendium im Gesetz festgelegt. Die beim NFA festgelegte Verteilung wird beibehalten.

14.096 - Geschäft des Bundesrates

Förderung der Kultur in den Jahren 2016-2020

Encouragement de la culture pour la période 2016-2020

Die gebetsmühlenartige Aufzählung von Schlagworten wie beispielsweise Globalisierung, Digitalisierung, Individualisierung, Urbanisierung oder Kreativwirtschaft reicht aus Sicht der SVP nicht aus, die nun vorgeschlagene Ausweitung und den Ausbau der Kulturfördertätigkeit des Bundes zu begründen. Eine weitere Zentralisierung der Kulturpolitik im Rahmen einer „Nationalen Kulturpolitik“ widerspricht der Verfassung und ein Ausgabenwachstum von rund 45% auf 1,13 Milliarden Franken ist ein Affront gegenüber dem Steuerzahler und in keiner Weise zu rechtfertigen.

Fazit: Einmal mehr wird in der Kulturpolitik mit der grossen Kelle angerührt und die Sparbemühungen der bürgerlichen Allianz scheiterten kläglich. Der Rückweisungsantrag der SVP zur Plafonierung der Ausgaben auf dem Niveau der Staatsrechnung 2014 wurde abgelehnt. Es werden weiterhin Unmengen von Steuergeldern für internationale Projekte und Organisationen ausgegeben. Bei der internationalen Bürokratie wird nun leider nicht gespart.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-	NEIN
65	53	7	5	-	-	-	-	-	9
128	3	22	25	8	11	15	44	-	25
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Der Bund kann in den kommenden fünf Jahren das Schweizer Kulturschaffen mit rund 1,13 Milliarden Franken unterstützen.

[Abstimmung über Rückweisung NR/SR vom 2. Juni 2015 bzw. 12. März 2015 SR]

4.7 - SGK

Kommissionen für soziale Sicherheit und Gesundheit

SGK	NR	Fraktionen NR								SR																																										
Das haben wir erreicht:																																																				
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten																																									
<p>09.076 - Geschäft des Bundesrates Präventionsgesetz <i>Loi sur la prévention</i> In der Herbstsession 2012 scheiterte das Präventionsgesetz in der Differenzbereinigung im SR am qualifizierten Mehr, welches für die Lösung der Schuldenbremse notwendig gewesen wäre. Die Gesamtaufwendungen des Bundes für die Umsetzung des Präventionsgesetzes hätten pro Jahr 39,2 Millionen Franken betragen. Stand der Beratung: Erledigt Fazit: Staatlicher Präventionswahn wird zugunsten von mehr Eigenverantwortung zurückgebunden. Im Falle des Präventionsgesetzes ist dies gelungen.</p>	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th>NR</th><th>SVP</th><th>FDP</th><th>CVP</th><th>BDP</th><th>GLP</th><th>GP</th><th>SP</th><th>frakl.</th><th>SR</th></tr> </thead> <tbody> <tr style="background-color: #90ee90;"> <td style="text-align: center;">JA</td><td style="text-align: center;">NEIN</td><td style="text-align: center;">NEIN</td><td style="text-align: center;">JA</td><td style="text-align: center;">JA</td><td style="text-align: center;">JA</td><td style="text-align: center;">JA</td><td style="text-align: center;">JA</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">JA</td></tr> <tr> <td style="text-align: center;">105</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">11</td><td style="text-align: center;">18</td><td style="text-align: center;">9</td><td style="text-align: center;">10</td><td style="text-align: center;">14</td><td style="text-align: center;">43</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">22</td></tr> <tr> <td style="text-align: center;">70</td><td style="text-align: center;">46</td><td style="text-align: center;">16</td><td style="text-align: center;">8</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">19</td></tr> <tr style="background-color: #90ee90;"> <td style="text-align: center;">23</td><td style="text-align: center;">9</td><td style="text-align: center;">2</td><td style="text-align: center;">5</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">2</td><td style="text-align: center;">1</td><td style="text-align: center;">3</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">1</td></tr> </tbody> </table>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA	105	-	11	18	9	10	14	43	-	22	70	46	16	8	-	-	-	-	-	19	23	9	2	5	-	2	1	3	-	1	<p style="text-align: right;">39,2 Millionen Franken pro Jahr</p> <p style="text-align: right;">[Abstimmung zum Antrag Einigungskonferenz NR/SR vom 26./27. September 2012]</p>
NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR																																											
JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA																																											
105	-	11	18	9	10	14	43	-	22																																											
70	46	16	8	-	-	-	-	-	19																																											
23	9	2	5	-	2	1	3	-	1																																											
<p>11.025 - Geschäft des Bundesrates Bundesbeschluss über die Volksinitiative "Schutz vor Passivrauchen" <i>Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "Protection contre le tabagisme passif"</i> In der Frühjahrsession 2012 haben beide Räte im Sinne der SVP die Volksinitiative „Schutz vor Passivrauchen“ abgelehnt bzw. zur Ablehnung empfohlen. Am 23. September 2012 lehnte das Volk die Initiative mit 66% Nein-Stimmen ab. Stand der Beratung: Erledigt Fazit: Übertriebene Verbote und staatliche Eingriffe werden verhindert.</p>	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th>NR</th><th>SVP</th><th>FDP</th><th>CVP</th><th>BDP</th><th>GLP</th><th>GP</th><th>SP</th><th>frakl.</th><th>SR</th></tr> </thead> <tbody> <tr style="background-color: #90ee90;"> <td style="text-align: center;">NEIN</td><td style="text-align: center;">NEIN</td><td style="text-align: center;">NEIN</td><td style="text-align: center;">NEIN</td><td style="text-align: center;">NEIN</td><td style="text-align: center;">NEIN</td><td style="text-align: center;">JA</td><td style="text-align: center;">JA</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">NEIN</td></tr> <tr> <td style="text-align: center;">138</td><td style="text-align: center;">54</td><td style="text-align: center;">30</td><td style="text-align: center;">27</td><td style="text-align: center;">9</td><td style="text-align: center;">11</td><td style="text-align: center;">3</td><td style="text-align: center;">3</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">22</td></tr> <tr> <td style="text-align: center;">52</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">3</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">9</td><td style="text-align: center;">40</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">19</td></tr> <tr style="background-color: #90ee90;"> <td style="text-align: center;">10</td><td style="text-align: center;">2</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">1</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">1</td><td style="text-align: center;">3</td><td style="text-align: center;">3</td><td style="text-align: center;">-</td><td style="text-align: center;">1</td></tr> </tbody> </table>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	-	NEIN	138	54	30	27	9	11	3	3	-	22	52	-	-	3	-	-	9	40	-	19	10	2	-	1	-	1	3	3	-	1	<p style="text-align: right;">[Schlussabstimmung NR/SR vom 16. März 2012]</p>
NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR																																											
NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	-	NEIN																																											
138	54	30	27	9	11	3	3	-	22																																											
52	-	-	3	-	-	9	40	-	19																																											
10	2	-	1	-	1	3	3	-	1																																											

12.026 - Geschäft des Bundesrates

KVG. Änderung

LAMal. Modification

Das Parlament hat in der Frühjahrssession 2014 eine Korrektur der zwischen 1996 und 2011 zu viel und zu wenig bezahlten Prämien beschlossen. Der NR hat eine weiterführende Übergangsbestimmung klar abgelehnt und ist der Kommissionsmehrheit gefolgt, diese Korrektur nicht auszuweiten.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Da diese ganze Massnahme auch neue Ungerechtigkeiten schafft und eine Umverteilungsmaschinerie in Gang kommt, sollte diese Korrektur als einmalige Angelegenheit behandelt werden und keinesfalls ausgeweitet werden, wie dies die linken Parteien wollten.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	-	-
113	45	28	24	6	10	-	-	-	-
58	2	1	3	-	-	11	41	-	-
3	1	-	-	-	-	2	-	-	-

[Abstimmung vom 5. März 2014 NR zum Antrag der Kommissionsmehrheit zur Übergangsbestimmung]

13.079 - Geschäft des Bundesrates

Für eine öffentliche Krankenkasse. Volksinitiative

Pour une caisse publique d'assurance-maladie. Initiative populaire

Das Parlament hat in der Frühjahrssession 2014 die Volksinitiative zur Errichtung einer Einheitskrankenkasse abgelehnt. Am 28. September 2014 lehnten Volk und Stände die Initiative mit 61,9% ab; nur vier Stände (GE, NE, VD, JU) stimmten einer Einheitskasse zu.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die Verstaatlichung und Zentralisierung des Gesundheitswesens würde mit dieser Einheitskasse voranschreiten. Eines der wenigen Wettbewerbselemente im Gesundheitswesen würde durch einen Monopolisten ersetzt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	-	NEIN
62	2	-	1	-	-	14	45	-	12
132	53	30	29	9	10	1	-	-	27
2	1	-	-	-	1	-	-	-	3

[Schlussabstimmung vom 21. März 2014 NR/SR; nur die linken Parteien stimmten der Initiative zu]

13.060 - Geschäft des Bundesrates

Medizinalberufegesetz (MedBG). Änderung

Loi sur les professions médicales (LPMéd). Modification

Die Gesetzesänderung wurde am 20. März 2015 in der Schlussabstimmung von beiden Räten einstimmig angenommen. Mit dem revidierten Medizinalberufegesetz wird die medizinische Grundversorgung und die Stellung der Hausarztmedizin gestärkt. Im Gesetz werden als Ausbildungsziele neu auch Kenntnisse über Methoden der Komplementärmedizin festgeschrieben. Damit wird der Verfassungsauftrag umgesetzt, den das Volk und die Stände mit dem Gegenvorschlag zur Initiative "Ja zur Komplementärmedizin" 2009 erteilt hat. Neu werden alle Personen, die eine selbständige fachliche Verantwortung übernehmen, künftig der Bewilligungspflicht gemäss MedBG unterstehen, unabhängig davon, ob sie angestellt sind oder nicht. Schliesslich werden bei der Anerkennung der Diplome ausländischer Medizinalpersonen Anpassungen an das EU-Recht vorgenommen. Und neu müssen die Kantone die Sprachkenntnisse einer Person aus dem Ausland prüfen, wenn sie eine Berufsbewilligung beantragt

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Obwohl in der Einigungskonferenz bei der Frage der Beherrschung einer Landessprache ein Kompromiss zwischen NR und SR angenommen worden ist, war die Gesetzesänderung letztendlich unbestritten. Das Gesetz hat keine finanz- oder prämienswirksamen Konsequenzen, dafür bringt es aber Klarheit durch die nötigen Anpassungen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	NEIN	-	NEIN
116	50	2	29	9	11	15	-	-	
71	-	27	1	-	-	-	43	-	
1	-	-	-	-	-	-	1	-	

Die Vorlage enthält weder Subventionsbestimmungen noch Finanzierungsbeschlüsse.

[Beherrschung einer Landessprache (Art. 33a Abs. 4) NR/SR vom 10. September 2014 / 27. November 2014]

11.457 - Parlamentarische Initiative

Stärkung der Wohlfahrtsfonds mit Ermessensleistungen

Permettre aux fonds de bienfaisance de jouer leur rôle

Die parlamentarische Initiative will die Funktion der Wohlfahrtsfonds erhalten, damit diese weiterhin Not- und Härtefälle von einzelnen Arbeitnehmenden (aktuellen und ehemaligen) und von Hinterbliebenen lindern, die rasche Sanierung der eigenen Pensionskasse ermöglichen und allenfalls notwendige Restrukturierungen abfedern können. Ein immer engeres gesetzliches Korsett hat nachweislich viele verantwortungsbewusste Stiftungsräte dazu bewogen, den Wohlfahrtsfonds ihrer Unternehmung zu liquidieren, weil sich der administrative Aufwand zu stark vergrössert hat, insbesondere wegen der Pflicht zur Einführung vieler Reglemente. Die Gelder können durch die hohen bürokratischen Kosten und Hürden zu wenig ihrem Zweck zugeführt werden. Wohlfahrtsfonds werden somit durch staatliche Rahmenbedingungen zusehends bei der Wahrnehmung ihrer sozialen und volkswirtschaftlichen Verantwortung behindert.

In einer Detailabstimmung hat der NR am 7. September 2015 im Sinne der SVP einen linken Minderheitsabtrag abwehren können, der dem Gesetz nun doch wieder unnötigen und unverhältnismässigen bürokratischen und regulatorischen Aufwand einfügen wollte. Zu guter Letzt hat auch der sich sträubende SR am 15. September diesem Vorschlag zugestimmt.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Endlich werden im Rahmen dieser Initiative Massnahmen ergriffen, um staatliche und regulatorische Hürden für sozialverantwortliches Handeln von Unternehmern und Patrons abzubauen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP		SR
127	52	28	28	7	12	-	-	-	27
57	-	-	-	-	-	15	42	-	17
3	-	-	3	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[Detailabstimmung NR/SR zu Art. 89a Abs. 7 Ziff. 7^{bis} und Abs. 8 Ziff. 1a-1c und 3 vom 7./15. September 2015]

SGK	NR	Fraktionen NR									SR	
Dafür haben wir gekämpft:												
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten	
07.419 - Parlamentarische Initiative BV-Artikel Familienpolitik <i>Politique en faveur de la famille. Article constitutionnel</i> In der Sommersession 2012 wurde der Einführung eines neuen Verfassungsartikels zur Familienpolitik von beiden Räten entgegen dem Willen der SVP zugestimmt. Über diesen neuen Artikel wurde am 3. März 2013 eine Volksabstimmung durchgeführt; eine Mehrheit der Stände verwarf das Anliegen. Stand der Beratung: Erledigt	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR		
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	Ja	JA	Die finanziellen Folgen sind nicht abzuschätzen. In erster Linie die Kantone werden aufgefordert, für ein „bedarfsgerechtes“ Angebot an ausserfamiliären Kinderbetreuungseinrichtungen zu sorgen. Der Bund kann Grundsätze festlegen und die Kantone zu deren Umsetzung zwingen.	
	129	-	18	31	9	12	15	43	1	28		
	57	52	5	-	-	-	-	-	-	12		
	13	4	6	-	-	-	-	3	-	1		
Fazit: Keine Verstaatlichung der Familien. Dank der SVP wurde der teure und zentralistische Familienartikel von einer Mehrheit der Stände abgelehnt.	[Schlussabstimmung NR/SR vom 15. Juni 2012]											

04.439 - Parlamentarische Initiative Teilrevision BetmG <i>Loi sur les stupéfiants. Révision</i> In der Herbstsession 2012 haben beide Räte entgegen dem Willen der SVP einer Revision des BetmG zugestimmt, welche den Besitz bzw. Konsum von Cannabis stark bagatellisiert (10g=geringfügige Menge, Ordnungsbusse von nur 100 Franken etc.). Stand der Beratung: Erledigt	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	Ja	JA	
	128	1	26	24	8	11	13	44	1	31	
	57	47	3	7	-	-	-	-	-	11	
	13	7	-	-	1	1	2	2	-	3	
Fazit: Der Drogenkonsum wird verharmlost. Die SVP ist die einzige Partei, welche sich für eine restriktive Drogenpolitik zum Wohle unserer Jugend einsetzt.	[Schlussabstimmung NR/SR vom 28. September 2012]										

11.030 - Geschäft des Bundesrates

6. IV-Revision. Zweites Massnahmenpaket

6e révision de l'Al. Deuxième volet

In der Wintersession 2012 hat der NR entgegen dem Willen der SVP das Sanierungspaket der IV, welches dem Volk im Rahmen der MwSt.-Erhöhung versprochen worden war, praktisch komplett aufgelöst. Zudem wurde ein Splitting des Entwurfs vorgenommen, mit welchem substanzielle Entlastungsanträge der SVP von vornherein ausgeklammert und auf Eis gelegt werden. In der Wintersession 2012 stimmte der NR einer Abschreibung parlamentarischer Vorstösse - gegen den Willen der SVP - zu. Die Ablehnung / Abschreibung der Vorlage in der Schlussabstimmung war folgerichtig.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die versprochene Sanierung wurde von den Mitte-Links-Parteien torpediert.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA
110	51	-	-	-	-	13	45	1	29
72	-	28	28	8	10	-	-	-	8
5	-	1	4	-	-	-	-	-	6

In der Vernehmlassungsvorlage vom Juni 2010 waren Entlastungen von rund 700 Millionen Franken vorgesehen. In der Botschaft (Mai 2011) waren es noch 325 Millionen Franken und gem. NR-Entscheid in der Wintersession 2012 waren es noch etwa 13 Millionen Franken.

[Schlussabstimmung NR/SR vom 19. Juni 2013 zu Entwurf 1]

07.455 - Parlamentarische Initiative

Bundesbeschluss über die Genehmigung des Übereinkommens Nr. 183 der Internationalen Arbeitsorganisation über den Mutterschutz

Arrêté fédéral portant approbation de la Convention no 183 de l'Organisation internationale du travail sur la protection de la maternité

In der Wintersession 2012 stimmten beide Räte entgegen dem Willen der SVP der Ratifizierung des IAO-Abkommens Nr. 183 über den Mutterschutz zu, welches insbesondere die arbeitsrechtliche (Entschädigung) von Stillpausen von Müttern während der Arbeit regelt. In der Schweiz wurde dieser Bereich bisher erfolgreich im Rahmen der privatrechtlichen Sozialpartnerschaft geregelt. Nun wird Schweizer Recht internationalem Recht unterstellt.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Sozialpartnerschaft wird durch internationale Normen behindert.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	Ja	JA
123	1	18	24	9	12	14	44	1	36
64	52	8	4	-	-	-	-	-	5
13	3	4	3	-	-	1	2	-	2

[Schlussabstimmung NR/SR vom 14. Dezember 2012]

12.092 - Geschäft des Bundesrates

KVG. Teilrevision. Vorübergehende Wiedereinführung der bedarfsabhängigen Zulassung

LAMal. Révision partielle. Réintroduction temporaire de l'admission selon le besoin
 In der Sommersession 2013 haben beide Räte der Dinglichkeit der Neuauflage des Zulassungsstopps für Spezialärzte – gegen den Willen der SVP – zugestimmt. Ausgenommen sind Ärzte, die sich in der Schweiz weitergebildet haben. Der Ärztestopp gilt bereits ab 1. Juli 2013 für drei Jahre.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Der Ärztestopp wird wieder eingeführt, obwohl er in der Vergangenheit keinen Nutzen brachte. Sinnvollere Lösungen werden erneut auf die lange Bank geschoben.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
107	2	1	28	7	12	10	46	1	28
77	49	24	-	2	-	2	-	-	16
5	2	1	-	-	-	2	-	-	1

[Schlussabstimmung NR/SR vom 21. Juni 2013]

13.027 - Geschäft des Bundesrates

AVIG. Deplafonierung des Solidaritätsprozents

LACI. Déplafonnement du pour-cent de solidarité

In der Sommersession 2013 stimmten beide Räte in der Schlussabstimmung - gegen den Willen der SVP - einer Gesetzesänderung zu, welche „Grossverdiener“ verpflichtet, künftig mehr in die Arbeitslosenkasse einzuzahlen. Neu wird auch auf Lohnanteilen von Jahreslöhnen über 315'000 Franken ein Solidaritätsprozent erhoben.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Neue wirtschaftshemmende Steuern werden eingeführt und das Versicherungsprinzip mehr und mehr aufgelöst.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
132	2	22	27	9	12	13	46	1	35
54	52	2	-	-	-	-	-	-	5
2	-	2	-	-	-	-	-	-	5

[Schlussabstimmung NR/SR vom 21. Juni 2013]

11.062 - Geschäft des Bundesrates

Ja zur Hausarztmedizin. Volksinitiative

Oui à la médecine de famille. Initiative populaire

Die eidgenössischen Räte empfahlen in der Herbstsession 2013 die Volksinitiative „Ja zur Hausarztmedizin“ zur Ablehnung und schlugen – gegen den Willen der SVP – in einem direkten Gegenentwurf vor, in der Verfassung zu verankern, dass die Hausarztmedizin ein „wesentlicher Bestandteil der Grundversorgung“ sein soll. Der Souverän stimmte dem Bundesgesetz über die medizinische Grundversorgung am 18. Mai 2014 zu.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Auch mit dem direkten Gegenentwurf wird die Verstaatlichung des Gesundheitssystems vorangetrieben.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
195	54	30	31	9	12	12	46	1	38
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	4

[Schlussabstimmung NR/SR vom 27. September 2013 zur Abstimmungsempfehlung]

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
140	3	29	31	8	12	14	42	1	43
49	49	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR vom 19. September 2013 direkter Gegenentwurf]

12.052 - Geschäft des Bundesrates

Abtreibungsfinanzierung ist Privatsache - Entlastung der Krankenversicherung durch Streichung der Kosten des Schwangerschaftsabbruchs aus der obligatorischen Grundversicherung. Volksinitiative

Financer l'avortement est une affaire privée - Alléger l'assurance-maladie en radiant les coûts de l'interruption de grossesse de l'assurance de base. Initiative populaire

Im der Herbstsession 2013 beschlossen die eidg. Räte, die Volksinitiative „Abtreibungsfinanzierung ist Privatsache“, welche die Kosten für Abtreibungen aus der obligatorischen Krankenversicherung streichen will, Volk und Ständen zur Ablehnung zu empfehlen. Die SVP unterstützte als einzige Fraktion das Anliegen der Initiative. Die Initiative wurde am 9. Februar 2014 von Volk und Ständen abgelehnt.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die Kostenausweitung im Gesundheitswesen durch eine aufgeblähte Grundversicherung bringt höhere Prämien für alle.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN
155	23	30	22	9	12	12	46	1	37
33	29	-	4	-	-	-	-	-	5
7	2	-	5	-	-	-	-	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR vom 27. September 2013]

12.484 - Parlamentarische Initiative

Keine KVG-Grundversicherungspflicht für Sans-Papiers, für abgewiesene Asylbewerber sowie für solche mit Nichteintretensentscheid

Assurance de base selon la LAMal. Retirer de l'assurance obligatoire les sans-papiers et les requérants d'asile déboutés ou frappés d'une décision de non-entrée en matière

In der Wintersession 2013 hat der NR abschliessend beschlossen, einer Parlamentarischen Initiative keine Folge zu geben, welche eine Gesetzesänderung gefordert hat, die in Artikel 3 Absatz 2 KVG zu den bereits bestehenden Ausnahmen auch Sans-Papiers, abgewiesene Asylbewerber und solche mit einem Nichteintretensentscheid von der Grundversicherungspflicht namentlich ausgenommen hätte.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die stossende Regelung bleibt somit im KVG bestehen, dass durch einen illegalen Aufenthaltsstatus ein sozialversicherungsrechtlicher Anspruch auf Versicherungsdeckung und entsprechende medizinische Leistungen entsteht. Es besteht weiter ein grosses Missbrauchspotenzial in diesem Bereich.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-	-
54		51	2	1	-	-	-	-	-	-
115		-	21	20	9	9	15	41	-	-
11		-	4	7	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR vom 11. Dezember 2013]

12.100 - Geschäft des Bundesrates

Menschen mit Behinderung. Übereinkommen

Personnes handicapées. Convention

In der Wintersession 2013 hat das Parlament den Bundesbeschluss zur Genehmigung des Übereinkommens über die Rechte von Menschen mit Behinderung angenommen. Das Übereinkommen stellt gemäss Bundesrat ein wichtiges Instrument dar, um die Diskriminierung der weltweit über eine Milliarde Menschen mit Behinderungen in allen Lebensbereichen zu bekämpfen und ihre selbstständige Teilnahme am gesellschaftlichen Leben zu fördern.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Einmal mehr wird mit diesem Übereinkommen eine internationale Regulierung übernommen, obwohl in der Schweiz keine grösseren Mängel und Missstände in diesem Bereich bestehen. Stattdessen erklärt die Konvention beispielsweise das sehr teure und in einigen Kantonen bereits gescheiterte „integrative Bildungssystem“ (behinderte Kinder sind im normalen Schulsystem zu integrieren) faktisch für obligatorisch.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
139		2	28	30	9	12	15	43	-	35
55		54	1	-	-	-	-	-	-	3
1		-	1	-	-	-	-	-	-	3

[Schlussabstimmung NR/SR vom 13. Dezember 2013]

11.473/12.446 - Parlamentarische Initiative

Risikoausgleich/Wirksamen Risikoausgleich schnell einführen

Compensation des risques/Introduction rapide d'un système efficace de compensation des risques

In der Frühjahrsession 2014 hat das Parlament einer Präzisierung des Risikoausgleichs im KVG beschlossen.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Mit dem Risikoausgleich wird ein weiteres wettbewerbsfeindliches Element im Krankenversicherungsgesetz installiert, ohne den Nutzen der früheren Versuche eines Risikoausgleichs evaluiert zu haben. Der Risikoausgleich wirkt stattdessen als Kostenausgleich und führt zu mehr Bürokratie.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
139	2	27	30	9	11	15	45	-	42
52	52	-	-	-	-	-	-	-	-
4	2	2	-	-	-	-	-	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR vom 21. März 2014]

11.3973 - Motion

Suizidprävention. Handlungsspielraum wirkungsvoller nutzen

Prévention du suicide. Mieux utiliser les leviers disponibles

Das Parlament hat den Bundesrat in der Herbstsession 2013/Frühjahrsession 2014 mit dieser Motion beauftragt, einen Aktionsplan zur Suizidprävention vorzulegen und umzusetzen, der bei den erkannten Hauptrisiken Depression und soziale Isolation ansetzt und die steigende Suizidrate zu brechen vermag.

Stand der Beratung: Angenommen

Fazit: Die Präventionsmaschinerie des BAG, welche schon genug Kompetenzen im Bereich der Suizidprävention hätte, erhält durch solche Motion auftrieb. Die Bürokratie wird zu Gunsten der Subsidiarität und Eigenverantwortung gestärkt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	Nein	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
98	-	-	24	5	12	13	43	1	27
85	52	27	4	2	-	-	-	-	7
4	-	1	2	1	-	-	-	-	4

[Abstimmung NR/SR vom 11. September 2013 bzw. 4. März 2014]

11.034 - Geschäft des Bundesrates

Lebensmittelgesetz. Revision

Loi sur les denrées alimentaires. Révision

In der Sommersession 2014 hat das Parlament die Lebensmittelgesetzesrevision in der Schlussabstimmung angenommen.

Mit der Revision des Lebensmittelgesetzes (LMG) soll der grenzüberschreitende Handel mit Lebensmitteln und Gebrauchsgegenständen erleichtert werden. Es geht um eine Angleichung der Schweizer Gesetze an das entsprechende EU-Recht. Gemäss Bundesrat sollen damit der Schweizer Wirtschaft neue Chancen (d.h. Märkte) erschlossen werden und gleichzeitig das Warenangebot für die Schweizer Konsumenten durch erleichterte Importe erweitert sowie das Preisniveau gesenkt werden.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Aus Sicht der SVP geht es bei dieser Vorlage primär darum, die systematische Angleichung von Schweizer Recht an jenes der EU voranzutreiben und allmählich die lästige Mitwirkung von Wirtschaft und Politik abzuklemmen. Aufgrund der Folgekosten wurde seitens der SVP die Motion 15.3964 lanciert, die eine Regulierungsflut im Lebensmittelbereich unterbinden will.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frak.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA	-	JA
140	36	27	21	8	12	2	34	-	9
51	20	3	8	1	-	10	9	-	2
7	1	-	1	-	-	3	2	-	3

[Schlussabstimmung NR/SR vom 20. Juni 2014]

Das neue Lebensmittelgesetz löst eine Regulierungswelle mit 29 Verordnungen aus. Mindestens 9 neue Verwaltungsstellen und zusätzliche Millioneninvestitionen im Bereich Informatik allein auf Stufe Bund sind die Konsequenz.

Jährliche Folgekosten bei den Verwaltungen des Bundes und der Kantone belaufen sich auf ca. 20 Millionen Franken. Für die Wirtschaft, aber insbesondere die Gastronomie und Hotellerie, den Detailhandel sowie die Importeure und Hersteller von Lebensmittel und Kosmetik ergeben sich einmalige Regulierungskosten von mindestens 270 Millionen Franken. Hinzu kommen wiederkehrende Kosten von jährlich rund 50 Millionen Franken.

12.027 - Geschäft des Bundesrates

Aufsicht über die soziale Krankenversicherung. Bundesgesetz

Surveillance de l'assurance-maladie sociale. Loi

In der Herbstsession 2014 hat das Parlament das Gesetz in der Schlussabstimmung angenommen.

Der vorliegende Gesetzesentwurf enthält Verschärfungen unter anderem im Bereich der finanziellen Sicherheit und der Unternehmensführung von Krankenkassen, der Befugnisse und Kompetenzen der Aufsichtsbehörde sowie der Strafbestimmungen. Zudem soll die Transparenz bei den Krankenkassen erhöht werden.

Stand der Beratung: erledigt

Fazit: Dieses Krankenversicherungs-Aufsichtsgesetz ist ein Musterbeispiel für behördlichen Regulierungs- und Kontrolleifer: Ein weiterer grosser Schritt in der Verstaatlichung unseres Gesundheitswesens.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
139	4	28	29	9	12	11	46	-	41
51	50	1	-	-	-	-	-	-	4
8	3	1	-	-	-	4	-	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR vom 26. September 2014]

Die neuen Aufsichtsinstrumente, die erweiterten Aufsichtsbereiche (Konzernaufsicht, ausgelagerte Aufgaben, Rückversicherer), das Sicherstellen der Erfüllung zusätzlicher Anforderungen an die Krankenkasse und Rückversicherer sowie die sichernden Massnahmen erfordern beim Bund mehr Personal (ca. 3-4 Vollzeitstellen).

Die Erfüllung zusätzlicher Anforderungen bei der Aufnahme und Ausübung der Versicherungstätigkeit, namentlich bezogen auf die Finanzierung, die Corporate Governance, das Risikomanagement und das interne Kontrollsystem, wird den Krankenkassen Kosten verursachen.

Der teure Regulierungseifer wurde inzwischen durch die entsprechende Verordnung offensichtlich und wird von der SVP bekämpft.

4.8 - WAK

Kommissionen für Wirtschaft und Abgaben

WAK	NR	Fraktionen NR								SR	
Das haben wir erreicht:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
10.3818 - Geschäft des Bundesrates Verhandlungen mit der EU über ein Freihandelsabkommen im Agrar- und Lebensmittelbereich stoppen Accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire. Suspendre les négociations avec l'UE Der SR hat in der Frühjahrssession 2012 Motionen zum Agrarfreihandelsabkommen mit der EU behandelt. Dabei folgte er dem NR bei der Motion 10.3818, welche die Verhandlungen stoppen möchte. Einen kompletten Verhandlungsabbruch, wie es die Motion seitens der SVP fordert (10.3473), lehnte der SR jedoch ab. Stand der Beratung: Angenommen	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	
	NEIN	JA	NEIN	JA	JA	-	JA	NEIN	NEIN	JA	
	106	56	4	24	5	-	15	2	-	26	
	63	-	23	5	-	-	1	33	1	16	
	17	-	4	4	-	-	4	5	-	-	
	[Abstimmung NR/SR vom 9.Juni 2011 bzw. 7. März 2012]										
Fazit: Ein wichtiger Schritt für eine einheimische, produzierende Landwirtschaft.											
10.049/3 - Geschäft des Bundesrates Entwurf 3: Bundesgesetz über die Banken und Sparkassen (BankG) Loi fédéral sur les banques et les caisses d'épargne (LB) Der NR ist schliesslich hinsichtlich der Frage der nachrichtenlosen Vermögen auf die Linie des SR und des Bundesrats eingeschwenkt und hiess kürzere Verwirkungsfristen mit 100 zu 88 Stimmen gut. Banken können damit nachrichtenlose Vermögen nach 50 Jahren liquidieren. Mit weiteren Fristen dauert es demnach insgesamt 62 Jahre, bis Erben den Anspruch auf Vermögenswerde nicht mehr geltend machen können. Stand der Beratung: Erledigt	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	
	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	
	112	32	30	29	7	12	1	-	1	35	
	75	20	-	-	-	-	11	44	-	1	
	1	-	-	-	-	-	1	-	-	6	
	[Schlussabstimmung NR/SR vom 22. März 2013]										
Fazit: Angemessene Verwirkungsfristen bei nachrichtenlosen Vermögen.											

09.462 - Parlamentarische Initiative

Liberalisierung der Öffnungszeiten von Tankstellenshops

Libéralisation des heures d'ouverture des shops des stations-service

Der NR und der SR haben in der Wintersession 2012 - mit Unterstützung der SVP - eine Gesetzesänderung in der Schlussabstimmung gutgeheissen, welche fordert, dass Tankstellenshops rund um die Uhr geöffnet haben und das gesamte Sortiment verkaufen dürfen. Das Volk stimmte der Vorlage am 22. September 2013 zu.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Wichtige und logische Liberalisierung im Sinne der SVP.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	JA
128	54	29	26	6	12	-	-	1	29	
59	-	-	3	-	-	14	42	-	11	
2	-	-	2	-	-	-	-	-	3	

[Schlussabstimmung NR/SR vom 14. Dezember 2012]

11.043 - Geschäft des Bundesrates

Besteuerung nach dem Aufwand. Bundesgesetz

L'imposition d'après la dépense. Loi

Das Parlament hat in der Herbstsession 2012 - mit Unterstützung der SVP - beschlossen, dass Ausländer auch weiterhin pauschal besteuert werden können, allerdings sollen diese Pauschalbesteuerten mehr bezahlen als heute. Die direkte Bundessteuern und kantonalen Steuern sollen mit dem Siebenfachen der Wohnkosten berechnet werden. Heute wird der fünffache Wert herangezogen.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die Besteuerung nach Aufwand hat positive wirtschaftliche Effekte.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
120	46	27	28	7	11	-	-	1	42	
41	-	-	1	-	-	-	40	-	-	
16	-	-	-	-	-	14	2	-	3	

Steuermehrereinnahmen von 131 (2007) auf 255 Millionen Franken.

[Schlussabstimmung NR/SR vom 28. September 2012]

12.017 - Geschäft des Bundesrates

1:12. Für gerechte Löhne. Volksinitiative

1:12 - Pour des salaires équitables. Initiative populaire

Das Parlament hat in der Frühjahrsession 2013 beschlossen, die JUSO-Initiative „1:12 – Für gerechte Löhne“ Volk und Ständen zur Ablehnung zu empfehlen. Die Initiative verlangt, dass in einem Unternehmen der höchste Lohn das Zwölfwache des tiefsten Lohns nicht überschreiten darf. Mit 62% Nein lehnte das Volk die Vorlage klar ab; in keinem Stand fand das Ansinnen Zustimmung.

Stand der Beratung: Erledigt

Folge: Kein Lohndiktat vom Staat.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN
56	-	-	-	-	-	-	12	44	-	10
130	52	29	29	7	12	-	-	1	28	
1	-	-	-	-	-	1	-	-	4	

Ausfälle von bis zu 2,5 Milliarden Franken an die AHV verhindert.

[Schlussabstimmung NR/SR vom 22. März 2013]

12.485 - Parlamentarische Initiative

MWST-Sondersatz für Beherbergungsleistungen. Verlängerung

Taux spécial de TVA pour les prestations du secteur de l'hébergement

In der Sommersession 2013 beschloss das Parlament die Verlängerung des MwSt.-Sondersatzes für die Hotellerie von 3,8% bis 2017.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Ja zur Konkurrenzfähigkeit – Ja zum tieferen Mehrwertsteuersatz für Beherbergungsleistungen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA	NEIN	JA	JA
129	54	26	28	9	-	8	3	1	36
52	-	-	-	-	11	1	40	-	5
9	-	-	-	-	1	5	3	-	4

[Schlussabstimmung NR/SR vom 21. Juni 2013]

13.046 - Geschäft des Bundesrates

Massnahmen zur Erleichterung der Bereinigung des Steuerstreits der Schweizer Banken mit den Vereinigten Staaten. Dringliches Bundesgesetz

Mesures visant à faciliter le règlement du différend fiscal entre les banques suisses et les Etats-Unis d'Amérique. Loi urgente

Der Bundesrat wollte in der Sommersession 2013 die Grundlage zur Bereinigung des Steuerstreits mit den USA schaffen. Der NR trat - entgegen dem SR - zweimal auf die Vorlage nicht ein. Das Gesetz ist mit dem zweiten Nichteintraten definitiv vom Tisch. Der NR stellte sich jedoch hinter die „parlamentarische Erklärung“ des SR, die den Bundesrat aufforderte, das rechtlich Mögliche zu unternehmen, damit die Banken mit den US-Behörden zusammenarbeiten können.

Stand der Beratung: Erledigt.

Fazit: Eine temporäre Ausserkraftsetzung des CH-Rechts wäre ein fatales Signal gewesen, das verhindert werden konnte. Der Druck der SVP hat gewirkt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA
63	-	1	26	9	11	9	7	-	26
123	50	28	2	-	-	4	38	1	18
4	1	-	2	-	-	-	1	-	1

[Abstimmung NR/SR vom 19. Juni 2013]

13.014 - Volksinitiative

Für den Schutz fairer Löhne (Mindestlohn-Initiative)

Pour la protection de salaires équitables (Initiative sur les salaires minimums)

In der Wintersession 2013 hat das Parlament die Mindestlohn-Initiative, die einen schweizweiten Mindestlohn für alle Arbeitnehmenden von 22 Franken pro Stunde fordert, zur Ablehnung empfohlen. Am 18. Mai 2014 stimmten der Initiative lediglich 23% der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger zu; kein einziger Stand nahm die Vorlage an.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Ein flächendeckender Mindestlohn für Alle würde das Ende des liberalen Arbeitsmarktes, das Ende des Erfolgsmodells Schweiz mit breitem Wohlstand und tiefer Arbeitslosigkeit bedeuten. Ein flexibler und freiheitlicher Arbeitsmarkt, bei dem die Sozialpartner in Verantwortung für die Arbeitsplätze Rahmenbedingungen festlegen, war stets ein grosser Vorteil des Werkplatzes Schweiz und entspricht einer wichtigen Forderung der SVP. Die SVP-Fraktion hat die schädliche Mindestlohn-Initiative im Parlament deshalb einstimmig abgelehnt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	-	NEIN
137	56	30	30	9	12	-	-	-	29
56	-	-	-	-	-	13	43	-	12
2	-	-	-	-	-	2	-	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR vom 13. Dezember 2013]

13.057 - Geschäft des Bundesrats

Schluss mit den Steuerprivilegien für Millionäre (Abschaffung der Pauschalbesteuerung). Volksinitiative

Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux). Initiative populaire

In der Sommersession 2014 hat das Parlament die Volksinitiative zur Abschaffung der Pauschalbesteuerung Volk und Ständen zur Ablehnung empfohlen. Die Initiative verlangte die Abschaffung der Besteuerung nach dem Aufwand (Pauschalbesteuerung). In der Schweiz wohnhafte, nicht erwerbstätige Ausländerinnen und Ausländer sollten zukünftig nur noch nach dem Einkommen und Vermögen besteuert werden und nicht mehr pauschal nach den Lebenshaltungskosten.

Die Volksinitiative wurde am 30. November 2014 von Volk und Ständen wuchtig verworfen. Bei einer Stimmbeteiligung von 49,2% sprachen sich 59,2% (1'527'908) der Stimmbürger gegen die Initiative aus, während diese von nur 40,8% (1'052'995) befürwortet wurde. Von den Ständen wurde die Initiative einzig vom Kanton Schaffhausen angenommen.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Eine Annahme der Initiative hätte einerseits hohe Steuerausfälle bedeutet. Andererseits hätte die Initiative den Föderalismus ausgehebelt, denn die Kantone Glarus, Thurgau, St. Gallen, Appenzell Innerrhoden, Luzern, Nidwalden, Bern, Graubünden, Waadt, Aargau, Uri und Tessin haben in kantonalen Abstimmungen bereits im Vorfeld der eidgenössischen Abstimmung beschlossen, die Pauschalbesteuerung beizubehalten. Diese Entscheide wären durch die Initiative ausgehebelt worden.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	-	JA
135	57	30	28	9	11	-	-	-	-	30
62	-	-	2	-	-	-	15	45	-	13
1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	2

Mit der Abschaffung der Pauschalbesteuerung waren Gesamtsteuereinnahmen von über 1 Milliarde Franken gefährdet. 2012 haben die pauschal besteuerten Personen 695 Millionen Franken direkte Steuern entrichtet - verteilt auf den Bund mit 192 Millionen Franken, die Kantone mit 325 Millionen Franken und die Gemeinden mit 178 Millionen Franken.

[Gesamtabstimmung NR/SR vom 20. Juni 2014 (JA = Ablehnung der Initiative)]

10.450 - Parlamentarische Initiative

Den Verkauf von Bankkundendaten hart bestrafen

Réprimer durement la vente de données bancaires

In der Wintersession 2014 hat das Parlament das Bundesgesetz über die Ausweitung der Strafbarkeit der Verletzung des Berufsgeheimnisses (Änderung des Kollektivanlagen-, des Banken- und des Börsengesetzes) mit vollständiger Unterstützung der SVP angenommen.

Bisher konnten Bankmitarbeiter bestraft werden, wenn sie Daten weitergaben und damit das Berufsgeheimnis verletzen. Ihnen drohte zudem eine Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren. Das neue, schärfere, Gesetz sieht zudem vor, dass Datendiebe mit einer Freiheitsstrafe von bis zu fünf Jahren bestraft werden können, wenn sie die Daten verkaufen beziehungsweise sich oder anderen durch die Verletzung des Berufsgeheimnisses einen Vermögensvorteil verschaffen. Zudem werden neu auch Dritte bestraft und zwar mit einer Freiheitsstrafe von bis zu drei Jahren. Dies gilt für Personen, die in Kenntnis der widerrechtlichen Herkunft in den Besitz von Bankkundendaten gelangen und diese weiterleiten oder zum eigenen Vorteil verwenden.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Datendiebstahl stellt eine schwere Verletzung der Persönlichkeitsrechte von Bankkunden dar und schwächt damit das Vertrauen in unseren Finanzplatz. Die Gesetzesänderung entspricht deshalb der Vorstellung der SVP-Fraktion, dass der Verkauf oder die Weitergabe von Bankkundendaten hart bzw. härter bestraft werden soll.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	-	JA
137	57	30	30	8	12	-	-	-	40
57	-	-	-	-	-	14	43	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	4

Die Gesetzesänderung ist ohne direkte Kostenfolgen umsetzbar.

[Schlussabstimmung NR/SR vom 12. Dezember 2014]

12.028 - Geschäft des Bundesrats

Kartellgesetz. Änderung

Loi sur les cartels. Modification

In der Herbstsession 2014 ist der NR zum zweiten Mal nicht auf die Kartellgesetzrevision eingetreten, damit ist diese endgültig vom Tisch. Dabei handelte es sich bereits um eine abgespeckte Version der Revisionsvorlage: Ursprünglich hatte der Bundesrat vorgeschlagen, die Wettbewerbskommission (WEKO) zu einem Gericht umzubauen und die Bedingungen für Absprachen zu verschärfen. Der SR fügte dem bei der ersten Beratung noch einen faktischen Lieferzwang für ausländische Unternehmen hinzu.

Im NR hatten diese Vorschläge keine Chance. Der SR beharrte jedoch auf der Revision, worauf die Wirtschaftskommission des NRs mit Unterstützung der SVP die Vorlage weiter zurechtstutzte. Die SVP beschloss jedoch, gar nicht auf die weiterhin ungenügende Gesetzesvorlage einzutreten.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die heutige gesetzliche Grundlage mit einer etablierten Rechtspraxis wäre mit der Kartellgesetzrevision in Frage gestellt worden. Die Revision wollte Meldepflichten, Beweislastumkehr und Preiskontrollen einführen. Dies wäre nicht mit einer freien und unternehmerischen Marktordnung zu vereinbaren gewesen und hätte vor allem unsere KMU massiv belastet.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	JA	NEIN	JA	.	-
80	-	18	15	-	11	3	33	.	-
99	54	6	12	8	-	9	10	.	-
12	-	5	2	1	-	2	2	.	-

[Eintretensabstimmung NR vom 17.September 2014]

14.051 - Geschäft des Bundesrats

Steuerbefreiung von juristischen Personen mit ideellen Zwecken. Bundesgesetz

Exonération des personnes morales poursuivant des buts idéaux. Loi

In der Frühjahrssession 2015 nahm das Parlament mit vollständiger Unterstützung der SVP das neue Bundesgesetz zur Steuerbefreiung von juristischen Personen mit ideellen Zwecken an. Mit dem Gesetz wird erreicht, dass juristische Personen, die ideelle Zwecke verfolgen und deren Gewinne 20'000 Franken nicht übersteigen, bei der direkten Bundessteuer nicht mehr besteuert werden, sofern diese Gewinne ausschliesslich und unwiderprüflich diesen ideellen Zwecken gewidmet sind.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Tausende von Vereinen in den Bereichen Sport, Musik und Kultur nehmen im Dienste der Allgemeinheit Aufgaben wahr, die in der Regel nicht besoldet sind. Trotzdem fielen diese Vereine, Stiftungen und ähnlichen juristischen Personen grundsätzlich unter die Steuerpflicht. Steuerbefreit waren bis anhin nur Vereine und Stiftungen, die gemeinnützig sind oder einen landesweiten Kultuszweck verfolgen. Um die Gemeinnützigkeit nachzuweisen, musste ein Gesuch gestellt werden, was einen hohen administrativen Aufwand zur Folge hat. Durch eine grundsätzliche Steuerbefreiung in diesem Bereich wird eine Vereinfachung sowie eine Entlastung von Vereinen erreicht.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
120	57	5	28	9	-	15	6	-	41
72	-	22	2	-	12	-	36	-	1
4	-	1	1	-	-	-	2	-	2

Von der Neuregelung werden rund 70'000 juristische Personen tangiert. Diese entrichteten bisher zusammen rund 600'000 Franken direkte Bundessteuern. Für die Kantons- und Gemeindesteuern können keine Aussagen über die finanziellen Auswirkungen gemacht werden, da zur Bestimmung der Höhe der Freigrenze die kantonale Tarifautonomie gilt.

[Schlussabstimmung NR/SR vom 20. März 2015]

WAK	NR	Fraktionen NR								SR	
Dafür haben wir gekämpft:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
10.060 - Geschäft des Bundesrats Sicheres Wohnen im Alter – Volksinitiative <i>Sécurité du logement à la retraite. Initiative populaire</i> Nach dem SR hat auch der NR in der Frühjahrsession 2012 die Volksinitiative des HEV zur Abschaffung der Eigenmietwertbesteuerung abgelehnt und beschloss - entgegen dem Willen der SVP - dem Volk die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen. Am 23. September 2012 lehnte der Souverän die Volksinitiative mit 1'014'016 JA gegen 1'125'495 NEIN bzw. 9 ½ gegen 11 5/2 Ständen ab. Stand der Beratung: Erledigt	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	
	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN
	77	46	19	2	-	-	-	-	-	-	6
	119	1	4	25	6	10	13	43	1	36	
	1	-	4	1	-	-	-	-	-	-	1
Fazit: Die stossende Besteuerung des Eigenmietwertes für Rentnerinnen und Rentner geht weiter.	[Schlussabstimmung NR/SR vom 16. März 2012]										
11.044 - Geschäft des Bundesrats Steueramtshilfegesetz <i>Loi sur l'assistance administrative fiscale</i> Der NR sowie der SR haben in der Herbstsession 2012 in der Schlussabstimmung das Steueramtshilfegesetz - gegen den Willen der SVP - gutgeheissen; dieses schafft die Voraussetzungen für den erleichterten Informationsaustausch in Steuersachen. Dabei beschlossen sie, dass die Schweiz bei Gruppenanfragen keine Amtshilfe leisten soll, sofern dies nicht explizit in einem DBA vorgesehen ist. Die SVP hatte sich vergeblich gegen die weitere Lockerung des Bankkundengeheimnisses gewehrt. Stand der Beratung: Erledigt	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA	
	134	-	26	30	9	11	15	43	-	40	
	50	49	1	-	-	-	-	-	1	5	
	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-	
Fazit: Weitere Lockerung des Bankkundengeheimnisses. Nur die SVP gibt Gegensteuer und hält die Privatsphäre hoch.	[Schlussabstimmung NR/SR vom 28. September 2012]										

11.027 - Geschäft des Bundesrates

Doppelbesteuerung. Ergänzung zu verschiedenen Abkommen

Double imposition. Complément aux diverses conventions

Das Parlament hat in der Wintersession 2011 / Frühjahrsession 2012 Ergänzungen zu verschiedenen DBA (DK, FIN, F, UK, KAT, LUX, MEX, N, A, USA) gegen den Willen der SVP zugestimmt. Damit leistet die Schweiz künftig in Fällen von Steuerhinterziehung auch dann Amtshilfe, wenn sich die Anfrage auf eine Gruppe von nicht einzeln identifizierten Personen bezieht.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Schweiz leistet bei Gruppenanfragen Amtshilfe und weicht damit wichtige Rechtsgrundsätze auf.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA
	134	-	29	29	9	11	12	44	-	39
	56	53	-	-	-	-	2	-	1	-
	1	-	1	1	-	-	-	2	-	4

[Schlussabstimmung NR/SR vom 16. März 2012 betreffend USA; Entwurf 10]

11.3950 - Motion

Befristete Befreiung der Beherbergungsleistungen MWSt

Exonération temporaire de la TVA pour les prestations d'hébergement

Die Motion wollte Beherbergungsleistungen für das Jahr 2012 von der MWSt befreien. Der NR stimmte in der Wintersession 2011 knapp zu, der SR lehnte die Motion in der Frühjahrsession 2012 ab.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Ein wirkungsvolles Instrument im Zusammenhang mit der Frankenstärke wurde nicht genutzt.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	JA	NEIN
	93	52	10	22	8	-	-	-	1	15
	92	-	15	8	-	12	12	45	-	26
	5	1	2	-	-	-	2	-	-	-

Annahme hätte zu ca. 150 Millionen Franken an Steuersenkungen zur Folge gehabt.

[Abstimmung NR/SR vom 21. Dezember 2011 bzw. 13. März 2012]

12.061 - Geschäft des Bundesrates

Genehmigung der Änderungen der Bankenverordnung und der Eigenmittelverordnung (too big to fail). Bundesbeschluss

Approbation des modifications de l'ordonnance sur les banques et de l'ordonnance sur les fonds propres (too big to fail). Arrêté fédéral

Das Parlament hat in der Herbstsession 2012 zwei Verordnungen zu schärferen Eigenmittelvorschriften für Banken - gegen den Willen der SVP - genehmigt.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Das „Too big to fail“-Problem ist weiterhin nicht gelöst. Aus diesem Grund hat die SVP Vorstösse eingereicht, welche endlich wirkungsvolle organisatorische Massnahmen bringen sollen, damit die Volkswirtschaft im Fall eines Konkurses einer Grossbank nicht mitgerissen wird.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
	128	6	26	26	9	11	12	37	1	27
	40	40	-	-	-	-	-	-	-	-
	5	2	-	1	-	-	-	2	-	1

[GesamtAbstimmung SR/NR vom 13. September 2012 bzw. 18. September 2012]

12.039/2 - Geschäft des Bundesrates

Personenfreizügigkeit. Flankierende Massnahmen. BG. Anpassung

Libre circulation des personnes. Mesures d'accompagnement. Loi. Modification

Das Parlament hat in der Wintersession 2012 - gegen den Willen der SVP - die Solidarhaftung für Erstunternehmer gutgeheissen. Eine bürgerliche Minderheit favorisierte eine mildere Variante, bei der sich der Erstunternehmer vertraglich von der Haftung befreien könnte. Die von der Mehrheit des Parlaments beschlossenen Regelungen schaden dem Wirtschaftsstandort Schweiz.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Überbordende flankierende Massnahmen gefährden den liberalen Arbeitsmarkt, die Masseneinwanderung wird jedoch nicht an der Wurzel angegangen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
106	3	4	20	9	11	14	44	1	31
79	52	20	7	-	-	-	-	-	7
6	-	2	4	-	-	-	-	-	4

[Schlussabstimmung NR/SR vom 14. Dezember 2012]

12.3665 - Motion

Milchmarkt

Marché laitier

Der Bundesrat soll eine Marktöffnung mit der EU für Milchprodukte prüfen. Gegen den Willen der SVP stimmte der NR in der Herbstsession 2012 einer entsprechenden Motion zu.

Stand der Beratung: Angenommen

Fazit: Die Schweizer Milchproduktion soll nach einer Mehrheit des Parlaments zugunsten der EU geopfert werden. Die SVP hat in der ersten Legislaturhälfte konsequent für eine produzierende einheimische Landwirtschaft gekämpft.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	-	JA
101	-	22	13	2	11	14	39	-	16
71	44	5	16	6	-	-	-	-	14
2	-	-	-	-	-	-	1	-	-

[Abstimmung NR/SR vom 26. September 2012 bzw. 31. März 2013]

12.021/1 - Geschäft des Bundesrates

Agrarpolitik 2014-2017: Bundesgesetz über die Landwirtschaft (LwG)

Politique agricole 2014-2017: Loi fédérale sur l'agriculture (LAgr)

Das Parlament hat in der Frühjahrsession 2013 die Agrarpolitik 2014-2017 verabschiedet. Mit dieser Reform werden u.a. die Tierbeiträge entgegen dem Willen der SVP abgeschafft.

Stand der Beratung: Erledigt.

Fazit: Die Agrarpolitik 2014-2017 schwächt die einheimische Produktion weiter.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
141	5	30	29	6	12	13	45	1	40
41	40	-	-	1	-	-	-	-	-
7	7	-	-	-	-	-	-	-	2

[Schlussabstimmung NR/SR vom 22. März 2013]

12.068 - Geschäft des Bundesrates

Familieninitiative: Steuerabzüge auch für Eltern, die ihre Kinder selber betreuen. Volksinitiative

Initiative pour les familles: déductions fiscales aussi pour les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants. Initiative populaire

In der Sommersession 2013 wies der SR die SVP-Initiative ab, die auch einen Steuerabzug für Familien einführen wollte, die ihre Kinder selbst betreuen. Abgesehen von der SVP zeigten auch einzelne CVP- und FDP-Ständeräte Sympathien für die Initiative. Ebenfalls keine Chance hatte ein Vorschlag der CVP für einen direkten Gegenentwurf, der einen „angemessenen Betreuungsabzug“ für die Eigenbetreuung zulassen sollte. Die Initiative wurde an der Volksabstimmung vom 24. November 2013 abgelehnt.

Stand der Beratung: Erledigt.

Fazit: Familien, die ihre Kinder selber betreuen, werden weiterhin steuerlich benachteiligt.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN
72		52	2	17	1	-	-	-	-	17
110		1	22	8	7	12	14	45	1	26
7		-	2	4	1	-	-	-	-	2

[Schlussabstimmung NR/SR vom 21. Juni 2013]

13.032/2 - Geschäft des Bundesrates

Genehmigung und Umsetzung des Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA). Abkommen mit den Vereinigten Staaten

Approbation et mise en oeuvre du Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA). Convention avec les Etats-Unis

In der Herbstsession 2013 stimmte das Parlament der Genehmigung und Umsetzung des Foreign Tax Compliance Act (FATCA) - gegen den Willen der SVP - zu.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die Schweiz ist unter dem Druck der USA eingeknickt und nimmt einen massiven Souveränitätsverlust in Kauf. Nur die SVP hat sich dagegen gewehrt.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA
114		-	30	27	9	12	1	35	-	36
54		50	-	1	-	-	-	2	1	3
24		3	-	2	-	-	10	9	-	3

[Schlussabstimmung NR/SR zur Vorlage 2 vom 27. September 2013]

11.3845 - Motion

Investmentbanking von systemrelevanten Funktionen loslösen

Séparer les activités bancaires d'investissement des fonctions d'importance systématique

In der Herbstsession 2013 hat der NR eine von der SVP-Fraktion eingereichte Motion angenommen, welche den Bundesrat beauftragte, Lösungen vorzuschlagen, wie das risikobehaftete Investmentbanking von systemrelevanten Funktionen - insbesondere bei den Grossbanken - losgelöst werden kann. Der SR lehnte die Motion jedoch ab.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Mit der Motion sollte das Risiko minimiert werden, dass eine der systemrelevanten Grossbanken bei einem Zusammenbruch ihres Investmentbereichs die gesamte Bank und damit die Schweiz in Mitleidenschaft zieht. Damit setzte die SVP ein Zeichen für einen starken Finanzplatz, der auch widrigen Umständen widerstehen kann. Der SR war indessen der Ansicht, dass mit der Revision des Bankengesetzes (too big to fail) diesen Risiken eines Totalausfalls einer systemrelevanten Bank bereits genügend Rechnung getragen wird und hat die Motion dementsprechend abgelehnt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	NEIN
107	47	2	1	-	-	13	43	-	12
72	3	24	26	7	12	-	-	-	25
6	1	2	3	-	-	-	-	-	2

[Abstimmung betreffend Annahme der Motion im NR/SR vom 9. September 2013 bzw. 12. März 2014]

13.083 - Geschäft des Bundesrats

Steueramtshilfegesetz. Änderung

Loi sur l'assistance administrative fiscale. Modification

In der Frühjahrssession 2014 hat das Parlament - gegen den Willen der SVP - eine Teilrevision des Steueramtshilfegesetzes angenommen, welche rechtsstaatlich fragwürdige Änderungen beinhaltet.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Neu wird dem Bundesrat die Kompetenz eingeräumt, den erforderlichen Inhalt von Gruppensuchen festzulegen (Art. 6 Abs. 2^{bis}). Zudem werden betroffene Steuerpflichtige in dringlichen Fällen erst nach Übermittlung der Informationen an die Behörden des ersuchenden Staats informiert. Beides sind rechtsstaatlich fragwürdige Änderungen, gegen deren Einführung die SVP leider erfolglos gekämpft hat.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
137	-	28	29	9	11	15	45	-	39
56	56	1	-	-	-	-	-	-	3
3	1	1	1	-	-	-	-	-	-

[Schlussabstimmung NR/SR 21.03.2014]

13.3349 - Motion

Doppelbesteuerungsabkommen zwischen der Schweiz und Deutschland. Beseitigung der Ungleichbehandlung

Convention de double imposition entre la Suisse et l'Allemagne. Supprimer une inégalité de traitement

In der Sommersession 2013 hat der NR eine Motion der SVP angenommen, die eine Präzisierung des Doppelbesteuerungsabkommens mit Deutschland dahingehend verlangte, als Schweizer, die in Deutschland arbeiten, steuerlich nicht mehr diskriminiert werden.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die deutsche Rechtsprechung weicht in Ansässigkeitsfragen fundamental vom DBA mit Deutschland ab. Damit werden Schweizer missbräuchlich einer Ansässigkeit in Deutschland unterstellt, auch wenn diese die 183-Tage-Regel einhalten. Auch Hotelaufenthalte in Deutschland werden faktisch als Wohnsitz berechnet. Die SVP forderte deshalb, dass im Zweifel das Ansässigkeitsprinzip im DBA nach Staatsbürgerschaft gelten soll.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	NEIN	JA	NEIN	NEIN	JA	NEIN
109	52	27	15	2	12	-	-	1	14
77	-	-	11	7	-	13	46	-	21
5	-	1	4	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR/SR zur Annahme der Motion vom 19. Juni 2013 bzw. 10. Dezember 2013]

12.074 - Volksinitiative**Schluss mit der MWST-Diskriminierung des Gastgewerbes!****Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration!**

In der Frühjahrssession 2014 hat das Parlament die Volksinitiative - gegen den Willen der SVP - dem Volk zur Ablehnung empfohlen. Die Initiative verlangt, dass gastgewerbliche Leistungen dem gleichen Mehrwertsteuersatz unterstellt werden, wie die Lieferung (Take-away-Leistungen) von Nahrungsmitteln. Dadurch sollen störende Wettbewerbsverzerrungen zwischen dem „klassischen“ Gastgewerbe und der Take-away-Branche beseitigt werden. Gastgewerbliche Leistungen unterliegen heute dem Normalsatz von 8%, währenddessen Take-away-Leistungen reduziert mit 2,5% besteuert werden.

Die SVP war dem Ansinnen einer einheitlichen Besteuerung grundsätzlich positiv gesonnen, unter der Voraussetzung, dass mit dem gemeinsamen Steuersatz eine Steuererleichterung resultieren würde.

Der Bundesrat bevorzugte in seiner Botschaft jedoch eine ertragsneutrale Umsetzungsvariante und schlug eine Erhöhung des reduzierten Satzes von 2,5% auf 3,8% vor. Diese Massnahme hätte zwar gleich lange Spiesse geschaffen, dies jedoch auf Kosten der Take-away-Betriebe, für welche die skizzierte Anpassung in einer Steuererhöhung resultieren würde.

Am 28. September 2014 lehnte das Stimmvolk (sowie alle Stände) die Initiative an der Urne mit 71,5% Nein ab.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die SVP setzt sich für die berechtigten Anliegen der Gastro-Branche ein und kritisiert die ungleiche Besteuerung der gastgewerblichen Leistungen. Die SVP hätte es begrüsst, wenn der Normalsatz für alle gastgewerblichen Leistungen auf 2,5% gesenkt worden wäre. So wären Steuererleichterungen für die Gastro-Branche und deren Kunden in Höhe von 700 bis 750 Millionen Franken realisiert worden.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	-	JA
99	-	18	12	1	11	12	45	-	22
82	55	5	16	6	-	-	-	-	13
14	1	6	2	2	-	3	-	-	7

[Schlussabstimmung NR/SR betreffend Ablehnungsempfehlung vom 21.03.2014]

12.476 - Parlamentarische Initiative

Besteuerung von Grundstücksgewinnen

Imposition des gains immobiliers

In der Wintersession 2013 wollte der NR das geltende Steuersystem beim Verkauf von Grundstücken ändern. Er hat mit Unterstützung der SVP eine parlamentarische Initiative mit 93 zu 82 Stimmen bei 6 Enthaltungen angenommen.

Der in der Initiative vorgeschlagene Systemwechsel hätte erstens dazu geführt, dass Wertzuwachsgerinne bei der Bundessteuer steuerlich befreit worden wären. Zweitens wäre durch das heutige System mit dem Nebeneinander von monistischen und dualistischen Systemen vereinheitlicht und vereinfacht worden.

Der SR folgte jedoch der Argumentation des Bundesrats, der Steuerausfälle befürchtete und sich deshalb gegen die Initiative aussprach und gab dem Anliegen mit 33 zu 3 Stimmen - entgegen dem Willen der SVP - keine Folge.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Der etatistisch agierende SR sprach sich gegen die Initiative aus, obwohl im Bereich der Grundstückerbesteuerung nachweislich Handlungsbedarf besteht. Damit verhinderte er angebrachte Steuersenkungen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	-	NEIN
93	49	12	23	9	-	-	-	-	33
82	3	11	4	-	8	15	41	-	3
6	-	4	1	-	1	-	-	-	3

Bei einer Annahme der Initiative durch die Räte hätte eine Steuersenkung in der Höhe von rund 200 Millionen Franken resultiert (direkte Bundessteuer).

[Abstimmungen NR/SR betreffend „Folge geben“ vom 11. Dezember 2013 bzw. 8. Dezember 2014]

14.061 - Geschäft des Bundesrates

Finanzmarktinfrastrukturgesetz (FinfraG)

Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF)

In der Sommersession 2015 nahm das Parlament das Finanzmarktinfrastrukturgesetz (FinfraG) gegen den geschlossenen Widerstand der SVP an. Mit dem FinfraG wird die Organisation und der Betrieb von Finanzmarktinfrastrukturen sowie Verhaltenspflichten im Effekten- und Derivatehandel neu geregelt. Im FinfraG werden Bestimmungen zusammengeführt, die sich heute im Börsen-, im Banken- und im Nationalbankgesetz befinden. Dazu kommen neue Vorschriften, insbesondere im Bereich des Derivatehandels. Weiter beinhaltet das FinfraG Änderungen bestehender Erlasse. Dazu gehört das Finanzmarktaufsichtsgesetz, dessen Amtshilfebestimmungen erweitert wurden.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die neuen Vorschriften für den Derivatehandel orientieren sich am geltenden Recht in den USA und in der EU. Sie betreffen die sogenannten Over The Counter (OTC-)Derivate, die ausserhalb von Börsen gehandelt werden. Bisher konnten Handelspartner diese direkt austauschen. Neu soll jeder Verkauf über eine zentrale Gegenpartei laufen müssen, die das Wertpapier kauft und dem Käufer weiterverkauft. Zudem ist vorgesehen, dass alle Derivatgeschäfte an ein anerkanntes Transaktionsregister gemeldet werden müssen. Schliesslich sollen die gehandelten OTC-Derivate bei einem autorisierten Zentralverwahrer aufbewahrt werden müssen. Wie bei Börsengeschäften üblich, würde das Wertpapier demnach beim Zentralverwahrer „gelagert“, während es im Handel die Besitzer wechselt. Der SVP ist es zu verdanken, dass die übertriebenen Strafnormen, welche sich noch im Entwurf des Bundesrats fanden, weitgehend reduziert werden konnten.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
137	-	28	29	8	12	15	45	-	43
54	53	-	1	-	-	-	-	-	1
3	1	2	-	-	-	-	-	-	1

Die genauen Ausführungskosten können nicht beziffert werden; dürften aufgrund der neuen Aufsichtspflichten jedoch nicht unerheblich sein.

[Schlussabstimmung NR/SR vom 19. Juni 2015]

13.085 - Geschäft des Bundesrates

Für Ehe und Familie - gegen die Heiratsstrafe. Volksinitiative

Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF)

In der Sommersession 2015 beschloss das Parlament, dem Stimmvolk die Volksinitiative der CVP gegen die „Heiratsstrafe“ zur Ablehnung zu empfehlen. Die Vertreter der CVP und der SVP sprachen sich vergeblich dafür aus, keine Abstimmungsempfehlung abzugeben. Verzichtet wurde auf einen direkten Gegenvorschlag, dieser wurde vom SR in der Schlussabstimmung überraschend abgelehnt.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die SVP-Fraktion unterstützt die Volksinitiative der CVP. Die Initiative entspricht auch einer alten Forderung der SVP, dass die steuerliche Diskriminierung von Ehepaaren endlich abgeschafft werden muss. Der Schwächung der traditionellen Ehe durch eine steuerliche Ungleichbehandlung gegenüber Konkubinatspaaren muss nach dreissig Jahren Diskussion endlich ein Ende gesetzt werden.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	-	JA
107	1	30	-	4	11	15	45	-	25
85	52	-	26	4	-	-	-	-	20
1	1	-	3	-	-	-	-	-	-

Je nach Umsetzung wären auf Stufe Bund Steuersenkungen zwischen 1 und 2,3 Milliarden Franken die Folge.

[Schlussabstimmung NR/SR betreffend Ablehnungsempfehlung vom 19. Juni 2015]

4.9 - APK

Aussenpolitische Kommissionen

APK	NR	Fraktionen NR							SR	
------------	-----------	----------------------	--	--	--	--	--	--	-----------	--

Das haben wir erreicht:

Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
--------------------------	-----------------	------------	------------	------------	------------	------------	-----------	-----------	---------------------	-----------------	---------------

13.071 - Geschäft des Bundesrates

Freihandelsabkommen zwischen der Schweiz und China

Accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine

In der Wintersession 2013 und der Frühjahrsession 2014 hat das Parlament den Bundesbeschluss über die Genehmigung des Freihandelsabkommens zwischen der Schweiz und China sowie des Abkommens zwischen der Schweiz und China über die Zusammenarbeit in Arbeits- und Beschäftigungsfragen angenommen. Das Freihandelsabkommen soll den Handel erleichtern, den Schutz des geistigen Eigentums stärken und die Rechtssicherheit erhöhen.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Dieses Freihandelsabkommen ist im Sinne einer aktiven Aussenwirtschaftspolitik und fördert die Diversifikation des grenzüberschreitenden wirtschaftlichen Austauschs mit wichtigen Partnern, sichert Wettbewerbsvorteile und verringert Diskriminierungen. Es kann davon ausgegangen werden, dass das FHA mit China einen erheblichen Beitrag zur Stärkung des Wirtschaftsstandortes Schweiz leisten wird.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	-	JA
120	48	29	19	8	10	4	2	-	25
46	-	-	2	-	-	8	36	-	3
16	3	-	4	-	1	2	6	-	11

Es wird mit einer Verringerung der Zolleinnahmen von jährlich rund 110 Millionen Franken gerechnet. Je nach Annahme können die Zolleinsparungen für Exporte aus der Schweiz nach China nach Ablauf der Übergangsfristen auf über 200 Millionen Franken pro Jahr geschätzt werden.

[Gesamtabstimmung NR/SR vom 10. Dezember 2013 bzw. 20. März 2014]

APK	NR	Fraktionen NR								SR	
------------	-----------	----------------------	--	--	--	--	--	--	--	-----------	--

Dafür haben wir gekämpft:

Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
--------------------------	-----------------	------------	------------	------------	------------	------------	-----------	-----------	---------------------	-----------------	---------------

11.076 - Geschäft des Bundesrates

IWF. Quoten- und Governanzreform IWF / FMI. Approbation de la réforme des quotes-parts et de la gouvernance

Der NR hat in der Frühjahrssession 2012 - gegen den Willen der SVP - als Erstrat beschlossen, den ordentlichen Beitrag der Schweiz an den IWF zu erhöhen. Der Nichteintretens- und der Rückweisungsantrag der SVP wurden abgelehnt. Mit dem höheren Beitrag ans ordentliche Budget will sich die Schweiz den Sitz im IWF-Exekutivrat sichern. Gemäss dem aktuellen Wechselkurs wird der Schweizer Beitrag von 5 auf 8,4 Milliarden Franken aufgestockt. Ein Antrag der SVP die Botschaft zu ergänzen (Was sind die Folgen, insbesondere auch für die Schweiz, wenn im Bedarfsfall eines oder mehrere Länder nicht in der Lage sind, die vom IWF eingeforderten Quotenleistungen zu erbringen?), wurde von allen anderen Parteien abgelehnt.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-
125	-	26	28	7	10	14	39	1	-
50	50	-	-	-	-	-	-	-	-
2	2	-	-	-	-	-	-	-	-

3,4 Milliarden Franken

[Abstimmung NR Nichteintretensantrag vom 12. März 2012]

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Nein zu Milliardenrisiken für Engagements im Ausland.

12.067 - Geschäft des Bundesrates

Internationale Währungshilfe. Verlängerung und Aufstockung des Rahmenkredits Aide monétaire internationale. Prolongation et augmentation du crédit-cadres

Gegen den Willen der SVP haben NR und SR in der Herbstsession 2012 / Frühjahrssession 2013 den Rahmenkredit für den IWF angenommen. Immerhin haben beide Kammern den Betrag gekürzt, von 15 Milliarden Franken (wie vom Bundesrat beantragt) auf 10 Milliarden Franken.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA
109	-	26	29	8	10	4	32	-	36
58	45	-	1	-	-	3	8	1	4
14	2	1	1	-	-	7	3	-	2

10 Milliarden Franken

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Keine unnötigen Risiken im Ausland übernehmen. Dank der SVP konnte zumindest eine Carte-Blanche für den Bundesrat zu einer weiteren Aufstockung der Mittel verhindert werden.

[GesamtAbstimmung NR/SR vom 6. Dezember 2012 bzw. 11. März 2013]

11.454 - Parlamentarische Initiative

Schengen-Abstimmung. Einsetzung einer PUK

Désinformation massive avant la votation sur Schengen. Constitution d'une CEP

In der Frühjahrssession 2012 hat es der NR abgelehnt, der Forderung der SVP nachzukommen und eine PUK zu den Fehlinformationen vor der Schengen-Abstimmung einzusetzen.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Irreführende Behördenpropaganda bleibt ohne Folgen. Derweil weitet sich das Schengen-Debakel aus.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	-
124	-	26	28	8	11	12	40	-	-
45	44	-	-	-	-	-	-	1	-
1	-	-	-	-	-	1	-	-	-

[Abstimmung NR betreffend „Folge geben“ vom 14. März 2012]

12.479 - Parlamentarische Initiative

Mitsprache des Parlaments bei der Bewerbung für einen Sitz im Uno-Sicherheitsrat

Participation du Parlement à la décision de briguer un siège au Conseil de sécurité de l'ONU

In der Sommersession 2013 gab der NR einer Initiative seitens der SVP, die verlangte, dass eine Kandidatur der Schweiz für den Einsitz bzw. die Mitgliedschaft im Uno-Sicherheitsrat durch das Parlament zu beschliessen und dem fakultativen Referendum zu unterstellen ist, keine Folge.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Der Bundesrat will ohne Mitsprache von Parlament und Volk in der internationalen Machtpolitik mitmischen. Die SVP kämpft als einzige Partei für die Aufrechterhaltung der Neutralität.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-
107	-	24	14	4	10	13	41	1	-
69	53	3	12	-	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR betreffend „Folge geben“ vom 3. Juni 2013]

12.029 - Geschäft des Bundesrates

Internationale Zusammenarbeit 2013-2016. Weiterführung

Coopération internationale 2013-2016. Continuation

In der Herbstsession 2012 sagte der SR deutlich Ja zur den Krediten für Entwicklungshilfe, humanitäre Hilfe, für wirtschafts- und handelspolitische Massnahmen sowie für die Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten. Die vierjährigen Kredite belaufen sich auf insgesamt 11,35 Milliarden Franken, eine halbe Milliarde mehr als heute. Die SVP hat vergeblich versucht, die vier Beträge um insgesamt 831 Millionen Franken zu kürzen.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Massloser Ausbau der Auslandhilfe bei gleichzeitigem Sparen im Inland ist abzulehnen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
123	-	19	29	7	12	13	43	-	28
49	49	-	-	-	-	-	-	-	11
5	-	4	-	1	-	-	-	-	4

11,35 Milliarden Franken /
831 Millionen Franken

[Abstimmung NR/SR über den Bundesbeschluss betreffend Weiterführung der Finanzierung der technischen Zusammenarbeit / Finanzhilfe vom 5. Juni 2012 bzw. 11. September 2012]

JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
129	-	20	30	7	12	13	43	-	26
49	49	-	-	-	-	-	-	-	11
3	-	3	-	-	-	-	-	-	4

[Abstimmung NR/SR über den Bundesbeschluss betreffend Weiterführung der Finanzierung der wirtschafts- und handelspolitischen Massnahmen vom 5. Juni 2012 bzw. 11. September 2012]

JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
127	-	22	30	7	12	14	42	-	28
50	50	-	-	-	-	-	-	-	11
3	-	3	-	-	-	-	-	-	4

[Abstimmung NR/SR über den Bundesbeschluss betreffend Weiterführung der Finanzierung der Zusammenarbeit mit Osteuropa/GUS vom 5. Juni 2012 bzw. 11. September 2012]

12.3636 - Motion

Klare Eckwerte für Steuerverhandlungen mit der EU

Poser des exigences claires pour d'éventuelles négociations fiscales avec l'UE

In der Herbstsession 2012 lehnte der SR eine Motion seitens der SVP ab, die dem Bundesrat für die Verhandlungen mit der EU über die Unternehmensbesteuerung Eckwerte vorgeben wollte.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Mehr Mitsprache und Transparenz bei internationalen Verhandlungen wird verhindert.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
-	-	-	-	-	-	-	-	-	NEIN
-	-	-	-	-	-	-	-	-	25
-	-	-	-	-	-	-	-	-	10
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung SR vom 19. September 2012]

12.3126 - Motion

Schengen-Abkommen kündigen

Dénonciation de l'accord de Schengen

In der Sondersession 2013 lehnte der NR - gegen den Willen der SVP - eine Motion ab, welche die Kündigung des Schengen-Abkommens forderte.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Ein Abbau der Sicherheit in der Schweiz wird von einer Mehrheit des Parlaments einfach so hingenommen. Dass das Schengen-Abkommen nicht mehr funktioniert, zeigen die aktuellen unkontrollierbaren Einwanderungsströme an den Aus-sengrenzen auf dem Balkan.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-
55	54	-	-	-	-	1	-	-	-
127	-	28	29	8	11	8	42	1	-
7	1	1	1	-	-	4	-	-	-

80 Millionen Franken pro Jahr

[Abstimmung NR vom 17. April 2013]

12.093 - Geschäft des Bundesrates

IWF. Kreditvereinbarungen. Verlängerung der Teilnahme der Schweiz

FMI. Accords généraux d'emprunt. Prolongation de la participation de la Suisse

In der Sommersession 2013 hat der NR - gegen den Willen der SVP - die Verlängerung der Teilnahme der Schweiz an den IWF Kreditvereinbarungen gutgeheissen. Die SVP hat sich insbesondere gegen die neue Regelung gewehrt, dass der Bundesrat mit dieser Vorlage die Kompetenz erhält, künftig selber über die Verlängerung der Allgemeinen Kreditvereinbarungen zu entscheiden. Der SR stimmte dem Geschäft bereits in der Früh-jahrssession 2013 zu.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Ein weiterer Freipass für den Bundesrat im Rahmen des IWF.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
121	-	27	28	7	10	11	37	1	31
44	44	-	-	-	-	-	-	-	-
3	-	-	-	-	-	2	1	-	1

[Abstimmung NR/SR vom 13. Juni 2013 bzw. 11. März 2013]

14.050 - Geschäft des Bundesrates

Wirtschaftliche und soziale Ungleichheiten in der erweiterten EU. Beitrag der Schweiz zu Gunsten von Kroatien

Réduction des disparités économiques et sociales dans l'Union européenne élargie.
Contribution de la Suisse en faveur de la Croatie

Mit der vorliegenden Botschaft wird ein Bundesbeschluss über 45 Millionen Franken als Beitrag der Schweiz zugunsten von Kroatien unterbreitet. Die damit gesprochenen Mittel sollen zur Verringerung der wirtschaftlichen und sozialen Ungleichheiten innerhalb der erweiterten Europäischen Union dienen.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Weitere Kohäsionszahlungen an die EU kommen für die SVP derzeit nicht in Frage.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	SR		
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA	45 Millionen Franken
	132	-	28	28	7	12	15	42	-	39	
	53	52	-	1	-	-	-	-	-	2	
	6	4	2	-	-	-	-	-	-	2	

[Gesamtabstimmung SR/NR vom 9. September 2014 bzw. 11. Dezember 2014]

Anhang 10 - FK

Finanzkommissionen

FK	NR	Fraktionen NR									SR	
Das haben wir erreicht:												
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten	
11.3317 - Motion Aufgabenüberprüfung Réexamen des tâches Der NR hat in der Frühjahrsession 2012 eine vom SR abgeänderte Motion überwiesen und den Bundesrat beauftragt, die Aufgabenüberprüfung in der Bundesverwaltung fortzusetzen. Stand der Beratung: Angenommen Fazit: Eine echte Aufgabenüberprüfung ist längst überfällig. Doch der Bundesrat weigert sich, eine solche anzupacken.	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR		
	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	JA		
	107	43	27	23	4	9	-	-	1	19		
	51	-	-	-	2	-	13	36	-	13		
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-		
[Abstimmung SR/NR vom 20. Dezember 2011 bzw. 12. März 2012]												

12.041/1 - Geschäft des Bundesrates

Voranschlag 2013

Budget 2013

Das Parlament hat am 13. Dezember 2012 den Voranschlag 2013 – mit Unterstützung der SVP – genehmigt. Kürzungsanträge seitens der SVP bezüglich Auslandhilfe, Personal und Asyl wurden von den anderen Parteien nicht unterstützt.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die SVP kämpft immer wieder alleine gegen ein überproportionales Ausgabenwachstum.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA
96	52	9	26	7	1	-	-	1	21
87	-	20	2	-	11	12	42	-	20
3	-	-	1	1	-	-	1	-	-

Abgewiesene Kürzungsanträge u.a.:

- Osthilfe von um 12 Millionen Franken
BFM um 70 Millionen Franken

- Wirtschaftliche Zusammenarbeit mit osteurop. Staaten um 15 Millionen Franken

- Kreditsperre um 2,5% auf Sach- und Betriebsaufwand somit 110 Millionen Franken; Kreditsperre um 2,0% auf Personalaufwand somit 107 Millionen Franken

[Antrag der Einigungskonferenz; Beschluss NR/SR vom 13. Dezember 2012]

13.041 - Geschäft des Bundesrats

Voranschlag 2014

Budget 2014

Auf einen Antrag der SVP-Fraktion konnte dem Bundesrat nach einer langwierigen Debatte bis in die Einigungskonferenz ein Sparauftrag in der Höhe von 200 Millionen Franken übergeben werden (50 Millionen Franken müssen beim Personal, 150 Millionen Franken beim Sach- und Betriebsaufwand gespart werden).

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Mit dem Sparauftrag geht es primär darum, die Augen für die Zukunft zu öffnen. Aus Sicht der SVP dürfen die Bundesausgaben nicht jedes Jahr automatisch weiter steigen.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	Nein	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN
93	-	3	23	7	-	14	46	-	12
95	52	25	4	2	12	-	-	-	25
3	-	1	2	-	-	-	-	-	2

200 Millionen Franken Einsparung

[Bedeutung Nein: Ablehnung des Antrags der Einigungskonferenz vom 12. Dezember 2013]

12.101 - Geschäft des Bundesrates

Konsolidierungs- und Aufgabenüberprüfungspaket. Bundesgesetz

Programme de consolidation et de réexamen des tâches. Loi

In der Sommersession 2015 nahm das Parlament das Konsolidierungs- und Aufgabenüberprüfungspaket (KAP) an. Mit dem KAP wird der Bundeshaushalt entlastet und die Überprüfung der Bundesaufgaben können fortgesetzt werden. Mit dem KAP werden im kommenden Jahr insgesamt 635 Millionen Franken eingespart. Während der Debatte gab es zwei grosse Differenzen zu klären: Die eine betraf den grössten Posten des vom Bundesrat vorgelegten Sparpakets. Die Regierung hatte vorgeschlagen, die IV-Schuld bei der AHV nicht mehr mit 2%, sondern zu 1% zu verzinsen. Dadurch lassen sich 132,5 Millionen Franken „einsparen“. Der NR lehnte dies zunächst ab, beschloss dann aber doch, dem SR zu folgen. Die zweite Differenz betraf die Beiträge des Bundes an die Kantone für die Kulturgüterschutz-Dokumentation. Dieser Betrag von 0,7 Millionen Franken wird ebenfalls eingespart. In den übrigen umstrittenen Punkten des KAP waren sich die Räte schon früher einig geworden.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Für die SVP bedeutet das KAP einen Schritt in die richtige Richtung. Er ist jedoch ungenügend, um den überbordenden Staatshaushalt nachhaltig zu stabilisieren. Die SVP hat verschiedene weitergehende Anträge eingereicht, ist mit diesen aber nicht durchgedrungen. Hier werden zusätzliche Massnahmen nötig sein.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
136	55	30	29	8	12	1	1	-	36
57	-	-	-	-	-	13	44	-	9
1	-	-	-	-	-	1	-	-	-

Insgesamt werden durch das KAP 635 Millionen Franken eingespart.

[Schlussabstimmung NR/SR vom 19. Juni 2015]

15.007 - Geschäft des Bundesrates

Voranschlag 2015. Nachtrag I

Budget 2015. Supplément I

In der Sommersession 2015 nahm das Parlament das die den Nachtrag I zum Voranschlag 2015 an. Mit dem Nachtrag I zum VA15 beantragte der Bundesrat insgesamt 14 Kreditnachträge im Umfang von 85,2 Millionen Franken, wovon 4,2 Millionen Franken kompensiert werden. Unter Einschluss der Kompensationen und der vom Bundesrat beschlossenen Kreditübertragung belaufen sich die Mehrausgaben auf 96,8 Millionen Franken. Aufgrund der regelmässig anfallenden Kreditreste rechnet der Bundesrat auch unter Einschluss der Nachtragkredite, dass die Schuldenbremse eingehalten werden kann.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die SVP zeigte sich nicht mit allen Nachtragskrediten einverstanden, so mit dem Nachtragskredit A4100.0118 Zivile Bauten, ist jedoch mit ihren Minderheitsanträgen unterlegen, weshalb sie den BB über den Nachtrag I zum VA2015 bei der Schlussabstimmung nicht vollständig unterstützen konnte.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
168	32	28	30	8	12	15	43	-	43
21	20	1	-	-	-	-	-	-	-
1	1	-	-	-	-	-	-	-	-

[Gesamtstimmung NR/SR zum Bundesbeschluss über den Nachtrag I zum Voranschlag 2015 vom 15./16. Juni 2015]

FK	NR	Fraktionen NR								SR	
Dafür haben wir gekämpft:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten

14.041 - Geschäft des Bundesrates

Voranschlag 2015

Budget 2015

Das Budget 2015 konnte dieses Jahr erst nach der Beratung in der Einigungskonferenz verabschiedet werden. Dabei hat das Parlament bei der Landwirtschaft weniger stark gekürzt, als dies der Bundesrat vorhatte. Verzichtet hat das Parlament auch auf Kürzungen bei der Entwicklungshilfe um insgesamt 99 Millionen Franken. Dies hatte die Finanzkommission des NRs vorgeschlagen - zusammen mit um 111 Millionen Franken höheren Landwirtschaftsgeldern. Das heisst, dass auch im 2015 die Bundesausgaben abermals ansteigen werden, was für die SVP inakzeptabel ist. Aus diesem Grund hat die SVP-Fraktion mittels Einzelanträgen Kürzungen von insgesamt 960 Millionen Franken gegenüber dem Budget beim Zukauf externer Beratungsdienstleistungen, bei den Bundesämtern für Gesundheit und Kultur und bei den Sach- und Betriebsaufwänden zu erwirken versucht. Diese fanden jedoch keine Mehrheiten.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-	-
133	-	28	28	9	11	14	43	-	-
56	56	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR betreffend Einzelantrag Aeschi „Reduktion der Beschaffungszahlungen für Dienstleistungen“]

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Unter dem Strich resultiert im Budget 2015 ein ordentlicher Überschuss von 411 Millionen Franken, zu dem noch ausserordentliche Einnahmen von 139 Millionen Franken zu addieren sind. Die Gesamteinnahmen belaufen sich auf 67,527 Milliarden Franken und die Gesamtausgaben auf 67,116 Milliarden Franken. Die SVP befürchtete, dass der daraus resultierende Handlungsspielraum von nur 60 Millionen Franken über der Schuldenbremse zu wenig sein wird. Zwischenzeitlich hat die SVP mit ihren Bedenken recht erhalten, der Bundesrat präsentierte im Februar 2015 erstmals rote Zahlen für den Bundeshaushalt.

14.066 - Geschäft des Bundesrates

Ressourcen- und Lastenausgleich zwischen Bund und Kantonen 2016-2019

Péréquation des ressources et des charges entre la Confédération et les cantons 2016-2019

In der Sommersession 2015 nahm das Parlament die Bundesbeschlüsse über den Ressourcen- und Lastenausgleich zwischen den Kantonen an. Der Grundbeitrag für den Ressourcenausgleich soll insgesamt um 165 Millionen Franken pro Jahr gesenkt werden. Der Bund wird dadurch um 98 Millionen Franken entlastet, die Geberkantone um 67 Millionen Franken. Keine Änderung wollte der Bundesrat beim zweiten Ausgleichsgefäss, dem Lastenausgleich. Dieser kommt für geografisch-topografische und soziodemografische Sonderlasten auf. Mehrere Anträge, die beim Ressourcenausgleich gemachten Einsparungen in den Lastenausgleich einzuzahlen, scheiterten im NR. Die von den eidg. Räten festgelegte finanzielle Ausstattung für die Periode von 2016-19 wird mit einem Referendum in Frage gestellt. Die Frist läuft am 8. Oktober 2015 ab.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Die SVP begrüsst es grundsätzlich, dass der Ressourcenausgleich um 165 Millionen Franken gesenkt werden soll. In Anbetracht der kantonalen Ressourcenpotentiale wäre jedoch eine Senkung um insgesamt 330 Millionen Franken angezeigt gewesen (196 Millionen Franken [Bund], 134 Millionen Franken [Kantone]).

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
140	19	21	25	7	12	12	44	-	30
47	32	7	5	-	-	2	1	-	10
6	3	2	-	1	-	-	-	-	5

[Schlussabstimmung NR/SR vom 19. Juni 2015 zum Bundesbeschluss über die Festlegung der Grundbeiträge des Ressourcenausgleichs für die Beitragsperiode 2016-2019]

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
173	47	24	27	8	12	11	44	-	41
15	4	4	3	-	-	3	1	-	-
5	3	2	-	-	-	-	-	-	4

[Schlussabstimmung NR/SR vom 19. Juni 2015 zum Bundesbeschluss über die Festlegung der Grundbeiträge des Lastenausgleichs für die Beitragsperiode 2016-2019]

15.003 - Geschäft des Bundesrates

Staatsrechnung 2014

Compte d'Etat 2014

In der Sommersession 2015 nahm das Parlament die Staatsrechnung 2014 an. Der Bund schloss das Jahr 2014 entgegen einem budgetierten Überschuss von 121 Millionen Franken mit einem Defizit von 124 Millionen Franken ab. Diese müssen über Verschuldung finanziert werden. Im Vergleich zur Rechnung 2013 fällt das Ergebnis damit um knapp 1,5 Milliarden Franken schlechter aus. Die Vorgaben der Schuldenbremse konnten knapp eingehalten werden, das konjunkturell zulässige Defizit wurde um 0,3 Milliarden (= struktureller Überschuss) unterschritten, wobei dieser im Vergleich zum Vorjahr um 1,6 Milliarden abgenommen hat.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Auf der Ausgabenseite lagen die Aufwände der einzelnen Aufgabengebiete alle unter den Angaben im Voranschlag, aber nur drei Aufgabengebiete wiesen effektive Einsparungen gegenüber 2013 aus. Es sind dies, die Landesverteidigung, die Landwirtschaft und neu auch der Bereich Finanzen und Steuern. Das erneute Ausgabenwachstum in den anderen Bereichen hat ein besseres Ergebnis verhindert. Eine Erholung auf der Einnahmenseite zeichnet sich nicht ab. Die im Voranschlag 2015 und im Finanzplan 2016-2018 vorgesehenen Sparmassnahmen werden bei Weitem nicht ausreichen, den Finanzhaushalt im Lot zu halten. Die SVP-Fraktion hat sich daher bei der Gesamtabstimmung teilweise der Stimme enthalten.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
165	32	28	30	7	12	15	41	-	43
6	6	-	-	-	-	-	-	-	-
14	14	-	-	-	-	-	-	-	-

[Gesamtabstimmung NR/SR zum Bundesbeschluss über die Eidgenössische Staatsrechnung für das Jahr 2014 vom 8. Juni 2015 bzw. 11. Juni 2015]

Anhang 11 - GPK

Geschäftsprüfungskommissionen

GPK	NR	Fraktionen NR	SR	
-----	----	---------------	----	--

Das haben wir erreicht:

Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
-------------------	----------	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	--------------	----------	--------

15.3005/15.3006 - Motion

Protokollführung im Bundesrat

Tenue des procès-verbaux au sein du Conseil fédéral

In der Sommersession 2015 nahmen die eidg. Räte mit Unterstützung der SVP eine Motion an, welche die Protokollführung im Bundesrat verbessern sollen. Insbesondere ist Art. 13 Abs. 3 RVOG in seinem aktuellen Wortlaut umzusetzen. Die derzeitigen Protokolle genügen diesen Anforderungen noch nicht. Der Bundesrat soll überdies den eidg. Räten eine Anpassung von Art. 18 RVOG vorschlagen, sodass für die Protokollierung der Bundesratssitzungen ein eigenes Protokollführungsteam beigezogen werden kann.

Stand der Beratung: Angenommen

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	NEIN	JA	NEIN	JA	JA	JA	-	JA
128	47	3	23	-	12	11	32	-	24
45	2	25	5	7	-	1	5	-	15
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung SR/NR vom 3./4. Juni 2015]

Fazit: Exakte Protokollierung bringt Klarheit in den Abläufen. U.a. beim Projekt Insieme genügten die Protokolle den Anforderungen nicht.

GPK	NR	Fraktionen NR								SR	
Dafür haben wir gekämpft:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten

11.4055 - Postulat

Flankierende Massnahmen zur Personenfreizügigkeit. Prüfung einer gesetzlichen Lösung zwecks Behebung gewisser Rechtsmängel in diesem Bereich

Mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. Examen d'une solution législative pour combler des lacunes juridiques dans ce domaine

In der Sondersession 2012 beschloss der NR gegen den Willen der SVP eine gesetzliche Lösung zwecks Behebung gewisser Rechtsmängel im Bereich der flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit zu prüfen. Die SVP argumentierte, dass in diesem Bereich in erster Linie das FZA als solches untersucht werden müsste.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-
112	4	8	26	8	11	14	40	1	-
49	37	12	-	-	-	-	-	-	-
2	-	2	-	-	-	-	-	-	-

Stand der Beratung: Erledigt

[Abstimmung NR vom 3. Mai 2012]

Fazit: Flankierende Massnahmen im Bereich der Personenfreizügigkeit sind nicht selten wirtschaftsschädliche Symptombekämpfung.

Anhang 12 - LPK

Legislaturplanungskommission

LPK	NR	Fraktionen NR								SR	
Das haben wir erreicht:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten

12.008 - Geschäft des Bundesrates

Legislaturplanung 2011 – 2015 / Programme de législature 2011 – 2015

Anträge der SVP, die unnötigen Massnahmen zur Förderung der Chancengleichheit streichen wollten, blieben in der Sondersession 2012 chancenlos. Auch andere Anträge der SVP fanden keine Zustimmung. So beispielsweise die Anträge auf Kürzung der Beiträge an internationale Organisationen, wie jene für den IWF. Die Forderung der SVP, die Entwicklungszusammenarbeit an Rückübernahmeabkommen zu koppeln, wurde im NR mit 88 zu 83 Stimmen angenommen, vom SR hingegen abgelehnt. Der Lösung der Einigungskonferenz hat die SVP schliesslich zugestimmt. Der SR stimmte der Einigungslösung schliesslich ebenfalls zu, brachte jedoch noch unbedeutende Änderungen an.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakt.	SR
NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA
83	-	2	7	5	11	15	43	-	-
88	46	23	17	1	-	-	-	1	-
3	-	1	2	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR/SR vom 3. Mai 2012 bzw. 6. Juni 2012: Art, 12, Ziff. 32^{bis}, Koppelung an Rückübernahmeabkommen]

Die SVP kritisierte in verschiedenen Voten das Instrument der Legislaturplanung sowie die nicht messbare Vorlage des Bundesrats. Ein Rückweisungsantrag der SVP wurde ebenso abgelehnt, wie ein Antrag auf eine Kommissionsmotion, die eine Systemänderung einleiten wollte.

JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
125	-	26	28	6	10	15	39	1	-
43	43	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR/SR vom 3. Mai 2012 bzw. 6. Juni 2012; Rückweisungsantrag]

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Legislaturplanung; viel Aufwand, wenig Ertrag! Immerhin wurden in der Herbstsession 2015 im Rahmen der Vorlage 15.474 gewisse Effizienzsteigerungen beschlossen.

Anhang 13 - Büro

Bü	NR	Fraktionen NR	SR
-----------	-----------	----------------------	-----------

Das haben wir erreicht:

Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
-------------------	----------	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	--------------	----------	--------

11.468/2 - Parlamentarische Initiative

Teuerungsausgleich für die Einkommen und Vorsorge der Ratsmitglieder

Compensation du renchérissement pour les indemnités allouées aux parlementaires et pour la prévoyance professionnelle des parlementaires

Die Initiative des Büro SR enthielt zwei Entwürfe. Der Entwurf 2 sieht vor, die berufliche Vorsorge der Ratsmitglieder auszubauen und aufgrund des tatsächlich erzielten Einkommens auszurichten. Der NR ist auf den Entwurf 2 in der Frühjahrsession 2012 nicht eingetreten. Der SR beschloss in der Sommersession 2012 ebenfalls Nichteintreten.

Stand der Beratung: Erledigt

Fazit: Dank der SVP wird ein weiterer Schritt in Richtung Berufsparlament verhindert.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	NEIN	NEIN	JA	NEIN	JA	JA	JA	NEIN	NEIN
74	-	-	18	-	8	10	38	-	-
80	50	23	-	6	-	-	-	1	-
8	2	-	3	1	-	2	-	-	-

Erfolgreiche Verhinderung zusätzlicher Ausgaben in Höhe von 700'000 Franken pro Jahr

[Eintreten Entwurf 2; Abstimmung NR/SR vom 5. März 2012 bzw. 31. Mai 2012]

Bü	NR	Fraktionen NR								SR	
Dafür haben wir gekämpft:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
11.468/1 - Parlamentarische Initiative Teuerungsausgleich für die Einkommen und Vorsorge der Ratsmitglieder Compensation du renchérissement pour les indemnités allouées aux parlementaires et pour la prévoyance professionnelle des parlementaires Die Initiative des Büro SR enthielt zwei Entwürfe. Der Entwurf 1 wollte in einer Verordnung den Teuerungsausgleich für die Einkommen und Entschädigungen der Ratsmitglieder regeln. Gegen den Willen der SVP haben NR und SR die Vorlage in der Sommersession 2012 in der Schlussabstimmung angenommen. Stand der Beratung: Erledigt	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	1,33 Millionen Franken pro Jahr
	JA	NEIN	NEIN	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	
	98	-	-	30	-	9	14	44	1	36	
	90	55	25	-	8	2	-	-	-	2	
	7	-	2	1	1	1	1	1	-	3	
Fazit: Unangezeigter Teuerungsausgleich an die Ratsmitglieder, obwohl die Entschädigungen und Einkünfte für ein Milizparlament bereits heute genügend sind.											

[Schlussabstimmung NR/SR vom 15. Juni 2012 zu Entwurf 1]

Anhang 14

Fraktionsvorstösse

11.4056 - Interpellation

Transparenz in die Europapolitik des Bundesrates

De la transparence dans la politique européenne du Conseil fédéral

11.4057 - Interpellation

Beherbergungschaos aufgrund massiver Zuwanderung über den Asylweg

L'immigration massive de demandeurs d'asile provoque le chaos dans les structures d'hébergement

11.4143 - Interpellation

Armee-Einsatz zum Schutz der Schweizer Botschaft in Tripolis

Mission de l'armée pour protéger l'ambassade de Suisse à Tripoli

12.403 - Parlamentarische Initiative

Wiederherstellung der Glaubwürdigkeit der Schweizerischen Nationalbank

Rétablissement de la crédibilité de la Banque nationale suisse

12.410 - Parlamentarische Initiative

Entschädigungen Parlamentsressourcengesetz

Associer le peuple à l'augmentation des indemnités, défraiements et autres contributions allouées aux députés

12.427 - Parlamentarische Initiative

Legislaturplanungsbericht

Rapport sur le programme de la législature

12.435 - Parlamentarische Initiative

Kein Eingriff in die gerichtliche Eigenständigkeit der Schweiz

Préserver l'autonomie judiciaire de la Suisse

12.458 - Parlamentarische Initiative

Parlamentarische Immunität. Zurück zum bewährten System

Immunité parlementaire. Retour au système éprouvé

12.3034 - Dringliche Interpellation

Bundesrätliche Unterlassungen und weitere Verfehlungen in Sachen Schweizerische Nationalbank

Banque nationale. Manquements du Conseil fédéral et autres dysfonctionnements

12.3353 - Interpellation

Übermittlung von unverschlüsselten Mitarbeiterdaten an die USA

Transmission aux États-Unis de données non chiffrées concernant les employés de banques suisses

12.3406 - Dringliche Interpellation

Auswirkungen einer möglichen tiefgreifenden europäischen Bankenkrise auf die Schweiz

Effets présumés d'une crise bancaire européenne majeure sur la Suisse

12.3515 - Motion

Berufslehre für illegal Anwesende nicht mittels Verordnung durchschmuggeln

Apprentissage professionnel pour les sans-papiers: empêcher la fraude orchestrée par ordonnance

12.3531 - Motion

Verhandlungsmoratorium über institutionelle Fragen mit der EU

Négociations Suisse – UE sur les questions institutionnelles. Moratoire

12.3689 - Dringliche Interpellation

Druck auf den Schweizer Finanzplatz und unser Steuersystem

Pression sur la place financière et le système fiscal suisses

12.3707 - Interpellation

Folgen des Kaufs von Anleihen durch die Europäische Zentralbank

Conséquences de l'achat d'obligations d'Etat par la Banque centrale européenne

12.3748 - Interpellation

Veröffentlichung der für die Europapolitik relevanten Dokumente

Publication des documents pertinents pour la politique européenne

12.3750 - Interpellation

Misstände im BFM und im Asylwesen unverzüglich angehen

ODM et asile. Mettre fin sans tarder aux dysfonctionnements

12.3759 - Motion

Umsetzung der von der GPK geforderten Empfehlungen zum Vernehmlassungsverfahren

Mise en œuvre des recommandations soumises par la CdG-N en matière de procédures de consultation

12.3819 - Motion

Gesundheitsversorgung im Asylwesen ausserhalb KVG sicherstellen

Domaine de l'asile. L'accès aux soins doit être garanti hors du cadre de la LAMal

12.3820 - Motion

Nothilfebezügler nicht mehr krankenversichern

Les bénéficiaires de l'aide d'urgence ne doivent plus être affiliés à l'assurance-maladie

12.4002 - Interpellation

Altersvorsorge langfristig sicherstellen

Garantir la prévoyance professionnelle à long terme

12.4003 - Dringliche Interpellation

Mehr Sicherheit dank Schengen. Entlastung im Asylwesen dank Dublin? Kostenexplosion und Kriminalität zeigen die Wirklichkeit auf.

Davantage de sécurité grâce à Schengen, moins de demandes d'asile grâce à Dublin? Explosion des coûts et criminalité galopante dessillent aujourd'hui les yeux

12.4010 - Interpellation

Bankkundengeheimnis schützen

Protéger le secret bancaire

13.406 - Parlamentarische Initiative

Arzneimittel für Zwangsausschaffungen zulassen

Autoriser l'usage de médicaments dans le cadre des renvois forcés

13.3025 - Interpellation

Lebensmittelskandale machen Korrekturen in der Agrarpolitik notwendig.

Scandales alimentaires. Des corrections de la politique agricole s'imposent.

13.3025 - Motion

Verteilung der Nationalratssitze auf die Kantone. Ausschliessliche Berücksichtigung von Schweizer Bürgern sowie ausländischen Personen mit Ausweis C und B.

Répartition des sièges entre les cantons au Conseil national – Prise en considération uniquement des citoyens suisse et des personnes titulaires d'un livret C ou B.

13.425 - Motion

Kein Familiennachzug für vorläufig Aufgenommene

Pas de regroupement familial pour les étrangers admis à titre provisoire

13.3316 - Motion

Ruinöse Erbschaftssteuer-Initiative rasch behandeln

Traitement rapide de la ruineuse initiative populaire «Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS»

13.3317 - Interpellation

Untragbaren Präsidenten der UBI absetzen

Démettre de ses fonctions le président de l'AIEP pour attitude inadéquate

13.3390 - Interpellation

Konkurrenzfähigkeit des Schweizer Werk- und Finanzplatzes erhalten

Capacité concurrentielle du site industriel et financier suisse

13.3740 - Motion

Grundsätze zur Lösung des Too big to fail-Problems

Principes visant à régler le problème des établissements dits "too big to fail"

13.3676 - Dringliche Interpellation

Fragwürdiges Verhandlungsmandat über ein institutionelles Rahmenabkommen mit der EU

Accord-cadre avec l'UE sur les questions institutionnelles. Mandat de négociation contestable

13.3722 - Interpellation

Inflation psychischer Störungen

Explosion du nombre de troubles psychiques

13.4117 - Motion

Strategische Positionen zum Verhältnis der Schweiz zur Europäischen Union
Positions stratégiques concernant les relations entre la Suisse et l'Union européenne

13.4154 - Postulat

Kosten der Vereinbarkeit von Familie und Beruf
Coûts des solutions permettant de concilier vie professionnelle et vie familiale

13.4077 - Interpellation

Datenspionage und Internetsicherheit
Espionnage de données et sécurité sur Internet

13.4078 - Interpellation

Internationale Beziehungen der Bundesversammlung
Relations internationales de l'Assemblée fédérale

14.3032 - Dringliche Interpellation

Rasche Umsetzung der neuen Verfassungsbestimmung zur Begrenzung der Zuwanderung
Mettre en oeuvre rapidement le nouvel article constitutionnel visant à limiter l'immigration

14.3077 - Motion

Keine Praktika mit über einem Jahr Dauer
Pas de stages d'une durée supérieure à une année

14.3076 - Motion

Grenzgängerzustrom einschränken
Limiter l'afflux de frontaliers

14.3075 - Motion

Scheinstellungen mittels Mindeststrafen härter sanktionieren
Sanctionner plus durement les emplois fictifs en instaurant des peines plancher

14.3074 - Motion

Aufenthaltsbewilligungen für EU-Bürger infolge von Arbeitsverträgen
Autorisations de séjour accordées aux citoyens de l'UE suite à des contrats de travail

14.3072 - Motion

Keine Sozial- und Nothilfe für stellensuchende Einwanderer
Pas d'aide sociale ni d'aide d'urgence aux immigrés demandeurs d'emploi

14.3071 - Motion

Einschränkung des Familiennachzugs für Personen aus der EU
Restriction en matière de regroupement familial pour les ressortissants de l'UE

14.3059 - Motion

Aufhebung des Rassismusartikels
Abrogation de l'article contre le racisme

14.3073 - Postulat

Zuwanderung auf dem Asylweg verhindern

Empêcher l'immigration par la voie de l'asile

14.3070 - Postulat

Zuwanderung in die Sozialwerke verhindern

Empêcher les immigrés de bénéficier de l'assurance sociale

14.429 - Parlamentarische Initiative

Voraussetzung für den AHV-Rentenbezug erhöhen

Rentes AVS. Prolongation du délai de cotisation

14.428 - Parlamentarische Initiative

Dem Missbrauch bei der Arbeitslosenversicherung vorbeugen

Assurance-chômage. Empêcher les abus

14.427 - Parlamentarische Initiative

Karenzfrist für Ergänzungsleistungen

Prestations complémentaires. Délai de carence

14.3400 - Interpellation

Verhandlungen zur institutionellen Einbindung in die EU

Négociations concernant le rattachement institutionnel de la Suisse à l'UE

14.3498 - Postulat

Entwicklung der Lohnstruktur bei bundesnahen Betrieben und Anstalten

Evolution de la structure salariale dans les entreprises et les établissements liés à la Confédération

14.3494 - Interpellation

Sozialhilfe für Zuwanderer

Aide sociale pour les immigrés

14.3689 - Interpellation

Asylchaos endlich angehen!

Asile. Il est grand temps de mettre fin au chaos!

14.3754 – Motion

Kindes- und Erwachsenenschutz. Anpassung

Adapter le système de la protection de l'adulte et de l'enfant

14.3746 - Motion

Austritt aus dem Nato-Programm "Partnership for Peace"

Sortir du programme "Partenariat pour la paix" de l'OTAN

14.461 - Parlamentarische Initiative

Bei wichtigen vom Bundesrat eingebrachten Beratungsgegenständen soll die Koordinationskonferenz den Erstrat bestimmen

A la Conférence de coordination de désigner le conseil prioritaire pour les objets importants émanant du Conseil fédéral

14.4039 - Motion

Ausgabenwachstumsbremse für den Bundeshaushalt
Freiner la croissance des dépenses de la Confédération

14.4086 - Motion

Sofort-Lebensmittelhilfe für Syrien sicherstellen
Assurer une aide alimentaire rapide en Syrie

15.439 - Parlamentarische Initiative

Echte Asylpolitik in Verfassung verankern
Inscrire dans la Constitution une véritable politique de l'asile

15.3645 - Motion

Für ein sofortiges Asylmoratorium

15.3559 – Motion

Geänderte Sicherheitslage. Uno-Sicherheitsrat
Évolution de la situation en matière de sécurité. Conseil de sécurité de l'ONU

15.3560 - Interpellation

Neue weltpolitische Unsicherheiten und die Kandidatur der Schweiz für den Uno-Sicherheitsrat
Nouvelles incertitudes politiques à l'échelle mondiale et candidature de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU

15.3525 - Interpellation

Masse statt Klasse? Fehlende Fachkräfte dafür viele Psychologen, Ethnologen, Soziologen, Historiker, Kultur- und Kunstwissenschaftler und dergleichen
Pénurie de main-d'oeuvre spécialisée et pléthore de psychologues, d'ethnologues, de sociologues, d'historiens et autres spécialistes de l'art et de la culture

15.3577 - Interpellation

Finanzierung der Strasseninfrastruktur und ökologische Steuerreform. Alles neu überdenken?
Financement des infrastructures routières et réforme fiscale écologique. Le moment de tout remettre à plat n'est-il pas venu?

15.3817 - Dringliche Interpellation

Frankenstärke. Taten statt Worte!
Franc fort. Assez de paroles, des actes!

15.3844 - Motion

Keine Auslandsreisen für Asylsuchende und vorläufig Aufgenommene

15.3843 - Motion

Unternehmen und Bürger vom Statistikaufwand entlasten, Bundesamt für Statistik verkleinern

15.3842 - Motion

Systematische Grenzkontrollen sofort einführen
Mise en place immédiate de contrôles aux frontières systématiques